

**DOSSIER D'ETUDE**

**A  
O  
U  
T  
/  
S  
E  
P  
T  
E  
M  
B  
R  
E**

**N° 166**



*Nicolas Duvoux*

## **La famille comme cible : cause ou remède de la pauvreté**

**Conceptualisation sociologique des facteurs culturels de la pauvreté et actions associatives aux Etats-Unis**

**Cerlis – Université Paris Descartes**



# Table des matières

---

<b>Avant-Propos</b>	<b>4</b>
<b>Introduction</b>	<b>7</b>
1 – Le questionnement d’ensemble	7
2 – Repères et hypothèses	10
<b>Prologue – L’enquête de terrain : lieu et conditions de réalisation</b>	<b>15</b>
1 – Deux vagues d’enquête	15
2 – Les quartiers noirs et latino-américains de Boston	21
2.1 – Ségrégation et indicateurs de désavantage social	22
2.2 – Facteurs socio-économiques	23
2.3 – Facteurs démographiques	24
2.4 – Facteurs institutionnels	25
<b>Partie 1 – Le volontarisme américain à l’épreuve de la pauvreté urbaine</b>	<b>27</b>
<b>Introduction</b>	<b>27</b>
<b>Chapitre 1 – Les Etats-Unis sont-ils un pays individualiste ?</b>	<b>29</b>
1 – Facteurs explicatifs d’un rapport individualisant à la pauvreté	29
1.1 – La fragmentation raciale	31
1.2 – Les facteurs institutionnels	32
2 – Le volontarisme américain	34
3 – Les inégalités sociales aux Etats-Unis	37
Conclusion	40
<b>Chapitre 2 – Les rapports ambigus de la culture et de la pauvreté</b>	
<b>Revue de littérature étatsunienne</b>	<b>42</b>
1 - Une lecture conservatrice de l’idée de « culture de pauvreté »	42
1.1 – Elargir la perspective : l’impact des transformations sociologiques profondes	44
1.2 – Une vision conservatrice de la pauvreté	45
1.3 – Le changement dans les représentations politiques	46
2 – Une voie étroite pour penser la culture	51
2.1 – Une nouvelle tradition de recherche	52
2.2 – Une vision plurielle pour penser la culture	53
2.3 – Articulation des facteurs structurels et culturels : les analyses de William Julius Wilson	56
3 – Exploitation et sens de l’exploitation	59
3.1 – L’expulsion : stade ultime de l’exploitation ?	60
3.2 – L’incarcération et la production de l’insécurité juridique de masse	62
<b>Partie 2 – La famille comme cible : enquête de terrain auprès d’associations</b>	<b>67</b>
<b>Chapitre 3 – La famille comme levier de mobilité sociale</b>	<b>68</b>
1 – Famille et pauvreté : de la représentation à la réalité	70
2 – Soutenir la famille pour faire société : l’exemple de la « Family Independence Initiative »	79
3 – Articuler culture et structure : l’exemple du « Harlem Children Zone »	86
<b>Chapitre 4 – Le quartier, de l’obstacle au tremplin ?</b>	<b>88</b>
1 – Criminalité et lutte contre la criminalité	89
2 – Le quartier comme nom de code de la race	95
3 – Fabriquer la « communauté »	97
4 – Pourquoi croît-on au rêve américain ?	107
4.1 – Raisons directement en lien avec les programmes	108
4.2 – Raisons indirectes liées au contexte	109
<b>Conclusion</b>	<b>112</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>115</b>

---

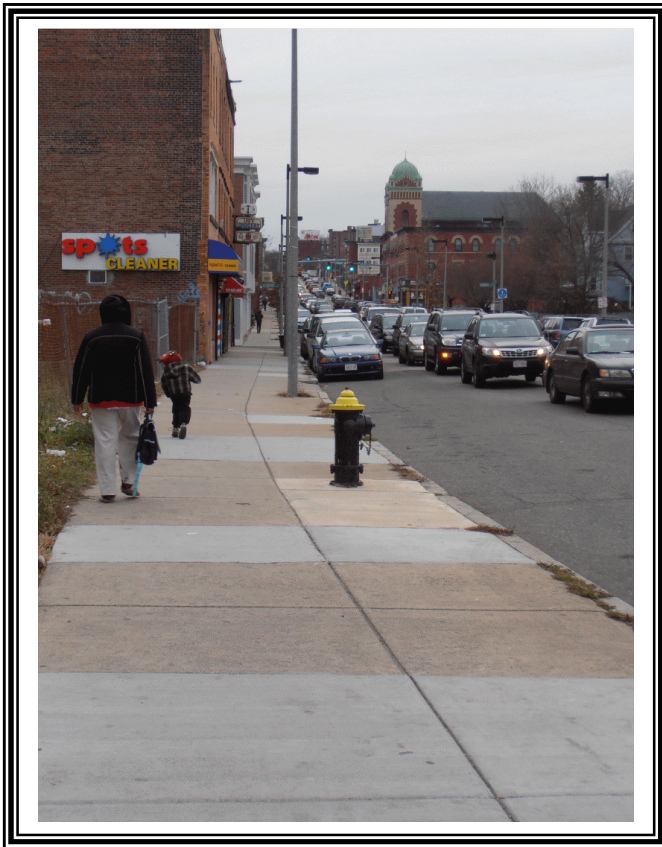
## Remerciements

---

*Ce rapport est le résultat de la collaboration entre de nombreux acteurs. Tous partagent l'objectif de parvenir à développer une recherche susceptible de contribuer, de manière constructive, à l'élaboration de réponses appropriées aux problèmes liés aux inégalités sociales et à la pauvreté. Le développement de ces phénomènes et, plus généralement, les transformations de nos sociétés, conduisent les observateurs à se tourner vers l'Amérique. Tout se passe comme si, dans un contexte d'affaiblissement de la capacité de l'Etat-providence à juguler la pauvreté et, de manière croissante, les inégalités, les réponses politiques qui se sont développées aux Etats-Unis anticipaient les évolutions en cours dans notre propre pays. Il fallait donc aller y voir de plus près afin de rendre compte des formes de conceptualisation mais aussi d'action qui y prévalent. L'insistance croissante sur les facteurs culturels des phénomènes sociaux en France a conduit à faire porter l'attention sur cette dimension.*

*Je tiens à remercier tout d'abord la Caisse nationale des Allocations familiales et la Fondation de recherche Caritas, Fondation sous égide de l'Institution de France, pour le soutien financier qu'elles ont apporté à ce projet. Chacune de ces institutions a en effet accepté de soutenir le projet à hauteur de 10 000 euros. Au-delà de ce soutien matériel indispensable à la réalisation d'une enquête empirique dans un pays étranger, j'ai trouvé au sein de ces deux institutions des interlocuteurs intéressés, à l'écoute et porteurs de questionnements nouveaux comme de problématiques précises qui m'aident à orienter cette recherche, en cours, dont on ne trouvera ici que les tout premiers éléments. Derrière ces institutions, il y a évidemment des personnes sans le soutien desquelles cette recherche n'aurait pu aboutir et que je remercie tout particulièrement : Sandrine Dauphin à la Cnaf ; Gaston Vandecandelaere, Pierre Lévené, Jean-Marie Destrée, Antoine Sondag de la Fondation Caritas et au Secours Catholique. Une source complémentaire de financement a été fournie par le PRES « Sorbonne Paris Cité » qui a contribué à hauteur de 6 000 euros au financement du projet, celui-ci étant inclus dans un projet de recherche dirigé par Bruno Palier et associant le Centre d'études européennes de Sciences Po et le Centre d'études et de recherches sur les liens sociaux de Paris Descartes.*

*Je remercie Michèle Lamont, professeure au département de sociologie de l'Université Harvard pour son invitation dans son institution pendant le premier semestre de l'année 2012-2013. Son accueil chaleureux, la qualité et la densité des échanges que nous avons pu avoir ont contribué de manière décisive à la réalisation de ce rapport. J'associe les autres membres du département de sociologie de l'Université Harvard à cette réalisation.*



**Une avenue de la ville de Dorchester au Sud de Boston**



**Des prospectus et une réunion derrière une vitre dans un centre communautaire**

**Photos réalisées par l'auteur**

## Avant-Propos

---

L'évolution des référentiels des politiques de lutte contre la pauvreté en France, laquelle s'inscrit plus largement dans une dynamique européenne, a conduit à privilégier l'insertion par l'emploi dans une logique d'activation de la protection sociale. Cette évolution s'est accompagnée d'une dénonciation des dérives de l'Etat-providence, plus spécifiquement des politiques d'assistance qui encourageraient les trappes à inactivité. Dans un contexte de crise économique persistante, le regard porté sur les « assistés » lui-même s'est modifié. Pour sortir de son « état » d'assistance, l'individu est sensé se responsabiliser et s'inscrire dans un parcours d'insertion.

On peut ainsi s'interroger sur ce glissement, dans les dernières décennies, d'objectifs de réduction des inégalités, de maintien de la solidarité par un système redistributif de promotion de l'égalité des chances et de la lutte contre les exclusions, vers des dispositifs d'insertion désormais axés sur la responsabilisation des individus. Même si les idéaux-types d'Etats-providence conduisent à classer les pays selon des principes différents structurant la protection sociale, il apparaît assez fortement que la diffusion d'une approche libérale des politiques sociales a touché l'ensemble de l'Europe, dont la France.

Cette dernière a à l'égard des pays anglo-saxons, et du modèle étatsunien en particulier, un rapport fait d'attraction et de répulsion. L'importance accordée à l'intervention de l'État et la culture de l'égalité qui marquent la société française contrastent ainsi fortement avec la valorisation de ce qui est communément nommé « l'individualisme » outre-Atlantique. Les principes de justice sociale ne sont pas les mêmes. Néanmoins, la prise en compte des caractéristiques individuelles comme facteur de pauvreté et les conditions de *l'empowerment* se diffusent dans l'hexagone. Dans ce contexte, il apparaît particulièrement instructif de s'intéresser aux approches de la pauvreté développées aux Etats-Unis.

C'est pourquoi la Caisse nationale des Allocations familiales a souhaité accorder son soutien financier à cette recherche réalisée par le sociologue Nicolas Duvoux sur la culture comme cause de la pauvreté aux Etats-Unis. La culture y est définie comme « *l'ensemble de caractéristiques liées à la motivation des individus et, plus généralement, à leur capacité à faire preuve d'initiative* ».

Ce projet vise à alimenter la réflexion des institutions françaises, dont la Cnaf, par une étude qui va permettre d'étudier une partie de l'action publique à la croisée des problématiques sociales et familiales. Les données recueillies sont susceptibles d'être d'un apport substantiel pour le renouvellement non seulement des concepts mais également des pratiques dans les secteurs en question (politiques d'insertion, politiques de la ville, politiques familiales, etc.).

L'originalité du travail, notamment son approche de la pauvreté, est à souligner. D'une part, l'état de l'art sociologique sur la culture de la pauvreté auquel se livre l'auteur permet de s'appropriier les concepts et de mieux comprendre le contexte dans lequel ceux-ci se sont forgés. D'autre part, le travail de terrain, par sa démarche ethnographique, immersion et travail d'observation de l'action d'associations dans des quartiers défavorisés de Boston, conduit à illustrer la mise en pratique d'une interprétation de la pauvreté en termes culturels. L'approche territoriale est ici fondamentale, les actions se déroulant au sein d'un territoire auxquels les habitants – inscrits au sein d'une communauté – sont identifiés, associés et liés.

Le rapport est construit en deux parties. La première partie est consacrée à la revue de littérature de la sociologie américaine sur la culture de la pauvreté depuis le milieu des années 1960. L'explication de la pauvreté et de sa reproduction par les facteurs personnels de l'individu et son lien « relâché » avec le travail, son irresponsabilité, est un motif récurrent de ce type d'analyse. Dans ces interprétations, c'est l'articulation entre religion, organisation politique et composition démographique qui est en cause. Reposant sur une vision conservatrice, cette thèse a été nuancée, voire remise en cause. Plus récemment, les travaux de sociologues américains lient la pauvreté urbaine à des facteurs institutionnels associés au développement des inégalités sociales entre des riches devenus encore plus riches, et les autres catégories sociales.

Cette première partie permet à N. Duvoux d'élaborer une réflexion critique sur l'individualisme de la société américaine. Son travail révèle moins une société individualiste qu'une société où prime le collectif, comme appartenance de groupe. N. Duvoux lui préfère ainsi la notion de volontarisme, prise à Claude Fischer et définie comme l'« *association paradoxale d'un fort individualisme et d'une forte préférence pour le groupe, qui en serait la représentation la plus adéquate* ». Ce volontarisme scelle le lien social aux Etats-Unis, à savoir le fonctionnement par communautés qui impacte les comportements et conduit les individus à s'identifier à celles-ci, ou même à faire primer le collectif sur l'individuel et à accepter des inégalités de situation conduisant à la reproduction de celles-ci. Ce volontarisme, spécificité américaine, conduit dans une large mesure à relativiser la transposition dans un contexte français d'explications de la pauvreté urbaine par des facteurs individuels.

Dans quelle mesure les actions pour lutter contre la pauvreté sont-elles transposables dans un contexte différent, français en l'occurrence ? La recherche menée sur le terrain offre d'autres éléments de réflexion. La deuxième partie du rapport repose ainsi sur l'analyse empirique de deux programmes d'action d'associations philanthropiques déployés dans la ville de Boston : premièrement, le « Family Independence Initiative » qui permet aux familles à bas revenus de gravir l'échelle sociale ; deuxièmement, une initiative de lutte contre la criminalité, et de promotion collective d'un quartier et de la communauté de ses habitants. N. Duvoux y montre la centralité de la famille. Les actions de ces programmes, en s'adressant aux familles, alimentent l'idée selon laquelle l'autonomie par rapport aux aides est liée à la stabilité familiale (sortie de la monoparentalité, travail des parents).

L'inscription de la famille dans un quartier conduit à privilégier dans les actions la constitution de réseaux entre les familles, à faire communauté en quelque sorte, pour lutter contre la délinquance. La question des minorités raciales <sup>1</sup> est particulièrement prégnante dans le contexte américain. La pauvreté touchant dans de fortes proportions les minorités ethniques, une forme de stigmatisation peut expliquer ces interprétations culturelles. Cette hypothèse peut conduire à une réflexion sur le contexte français. Les peurs et les tensions autour du communautarisme y sont, là aussi, corrélatives aux critiques de l'assistance et aux inflexions des politiques sociales, vers l'*empowerment* et la responsabilisation des individus.

L'un des grands apports de cette enquête est de resituer dans le contexte social et culturel des Etats-Unis la question du traitement et de l'approche de la pauvreté par les caractéristiques personnelles des individus. Face à la tentation d'importer ces concepts et ces manières d'agir dans la société française, ce travail doit conduire à en interroger d'abord les conséquences sociales car la transposition ne se résume pas à un simple changement de référentiel mais peut concerner plus globalement les dynamiques sur lesquelles reposent ce qui est communément appelé « la cohésion sociale ».

Sandrine Dauphin  
Responsable du Département de  
l'Animation et de la Recherche  
Cnaf - Dser  
[sandrine.dauphin@cnaf.fr](mailto:sandrine.dauphin@cnaf.fr)

---

<sup>1</sup> Voir également le numéro spécial de la revue *Informations Sociales* coordonné par Nicolas Duvoux, « Le volontarisme aux Etats-Unis : un lien social à l'épreuve », n° 177, mai-juin 2013.



# Introduction

---

L'Etat-providence français présente, au regard de la gestion de la pauvreté, un paysage contrasté. Les comparaisons internationales tendent à montrer que la France résistait, jusqu'à une date récente, mieux que d'autres, à des tendances à l'augmentation des inégalités et au développement de la pauvreté. Cependant, une inquiétude sur le « modèle social français » a trouvé, ces dernières années, de nombreux éléments pour se nourrir. Tout d'abord, la pauvreté a cessé de diminuer, comme elle l'avait fait de manière continue des années 1970 aux années 2000. Ensuite, les modes d'action utilisés pour contenir le développement de la pauvreté se heurtent à des limites importantes. L'importance du taux de non-recours au Revenu Solidarité Active (un bénéficiaire sur deux), notamment dans son volet complément d'activité, en est la manifestation la plus évidente. Enfin, et surtout, un questionnement s'est développé sur le diagnostic même des *causes* de la pauvreté et, par-là même, des formes de remédiation les plus adaptées. Même si cette formulation est sans doute trop abrupte, la culture administrative française est perçue comme n'étant pas adaptée à une société individualisée, où une plus forte responsabilisation est attendue des individus et l'emprise de l'Etat social, à la fois protectrice et contraignante, moins tolérée. L'intérêt pour la thématique de l'*empowerment* témoigne de cette recherche, aujourd'hui largement inachevée, d'une promotion de la capacité d'action des usagers de la société civile.

C'est dans ce contexte que les Etats-Unis sont devenus, au fil des ans, une référence incontournable des débats sur les politiques sociales en France. En effet, de nombreux auteurs (cf. *infra*) se sont penchés sur cette société pour y trouver des éléments, sinon des réponses, à tout le moins de reformulation du questionnement sur la pauvreté et les inégalités – questionnement qui renvoie, en France, de manière usuelle, à la notion de « question sociale », notion qui signale que c'est la société dans son ensemble qui est interrogée par les phénomènes qui se déploient à sa marge.

La société américaine, souvent considérée comme étant à la pointe des évolutions de la modernité, en tout cas de la version de celle-ci qui donne la plus grande place aux forces de l'individu et du marché, apparaît en effet largement comme un miroir dans lequel les évolutions souhaitables ou craintes de la société française se lisent. C'est donc bien le plus souvent un questionnement aux enjeux avant tout hexagonaux qui conduit aujourd'hui chercheurs et acteurs à élaborer des comparaisons franco-américaines ou à s'interroger sur tel ou tel aspect de la société américaine. Le présent rapport n'échappe pas à la règle.

## 1 – Le questionnement d'ensemble

La problématique à l'origine<sup>2</sup> de ce rapport était de cerner les enjeux liés à l'importance de la culture dans la réflexion et le traitement de la pauvreté aux Etats-Unis. En effet, la prééminence, historique et sociologique, accordée en France, aux facteurs sociaux-économiques pour expliquer et résoudre la pauvreté par une intégration sociale générale

---

<sup>2</sup> Par rapport au projet de recherche initial, le centre de gravité de ce présent rapport a été déplacé vers les initiatives philanthropiques, les aspects de régulation nationale de la pauvreté ayant fait l'objet d'une publication dans le cadre des actes du séminaire de l'ONPES, juillet-octobre 2012, « Penser l'assistance dans le cadre de la solidarité nationale », chapitre 3, p. 116-123.

structurée autour du rôle de l'Etat dans la régulation du marché du travail (Durkheim, 1896, Castel, 1995) est aujourd'hui contestée. A partir de questionnements divers, de nombreux travaux soulignent l'insuffisance de la prise en compte des questions liées à la participation au marché du travail pour envisager les formes contemporaines de la marginalité, urbaine notamment. Entre autres, les travaux de Jacques Donzelot (2003), d'Alain Ehrenberg (2010), de Hugues Lagrange (2010) témoignent d'un regain d'intérêt pour des approches alternatives, inspirées, le plus souvent explicitement, par des exemples issus de la sociologie et/ou de la société américaine pour renouveler le modèle social français. Quelques soient les différences qui existent entre eux et qu'il ne saurait être question de sous-estimer, ces auteurs ont en commun de penser que les nouvelles formes économiques du capitalisme postindustriel et le caractère multiculturel des sociétés occidentales rendent nécessaire la prise en compte des dispositions des individus, ce qui, du point de vue de l'action publique, implique de *rendre les individus capables d'agir* et non seulement d'organiser leur protection, de mettre en œuvre des démarches d'*empowerment* au lieu d'élaborer des filets de sécurité couvrant la population.

Ainsi, la culture ici définie comme l'ensemble de caractéristiques liées à la motivation des individus et, plus généralement, à leur capacité à faire preuve d'initiative est au centre de l'interrogation sur ce qui est censé manquer à la France et à son mode d'action publique largement bureaucratique et, pour reprendre une expression de Jacques Donzelot « *top-down* ». Dans ce contexte, les Etats-Unis offrent un contraste saisissant : la culture y étant en effet une matrice d'explication de la pauvreté beaucoup plus couramment admise qu'en France. La culture est une explication aussi courante parce que, malgré le flou et les équivoques entourant sa définition, elle apporte une réponse à la question des causes de la pauvreté compatible avec les assertions décisives dans l'auto-représentation de la société américaine : valorisation de la libre-entreprise ; éthique du travail ; responsabilité individuelle. En ce sens, il n'y a rien de surprenant à ce que l'idée de culture de la pauvreté ait trouvé aux Etats-Unis un terreau particulièrement favorable pour orienter les débats mais aussi les politiques publiques, parfois en complément mais le plus souvent en substitution d'approches plus structurelles faisant des causes socio-économiques les plus déterminantes dans la production du désavantage social<sup>3</sup>.

Dans le présent rapport, nous nous intéresserons aux fondations et associations (en explicitant la différence entre ces deux domaines et les formes d'hybridation qui peuvent exister entre eux) philanthropiques qui expriment quant à elles la vision « libérale », c'est-à-dire, de « gauche » ou progressiste, de cette insistance sur les facteurs culturels de la pauvreté. Produits de la richesse, ces fondations entreprennent de faire vivre le « rêve américain » en cherchant à éradiquer ce qu'elles identifient comme les obstacles à sa réalisation pour tous ceux qui, par leur statut de citoyens, peuvent légitimement y prétendre. Dans ce sens, vouloir ne plus être pauvre correspond déjà presque à ne plus être pauvre puisque la pauvreté se manifeste d'abord par un état de résignation et de fatalisme par rapport à sa propre condition. Etre pauvre consiste d'abord à ne pas croire au rêve américain, c'est-à-dire à l'idée d'une société ouverte à tous les talents et capable d'offrir à chacun le succès qu'il recherche. Même si le secteur étudié, la philanthropie, est privé, il

---

<sup>3</sup> Savoir si les explications culturelles de la pauvreté sont des compléments ou des substituts aux explications structurelles faisant la plus grande part au marché du travail et à l'emploi est une question ouverte, qui doit être tranchée au cas par cas à partir des supports considérés. Je reviens dans le chapitre II sur les controverses qui continuent d'entourer l'interprétation du rapport Moynihan, du nom du sénateur démocrate qui a identifié la « famille noire » comme principale cause de la dislocation sociale des communautés Afro-Américaines des *inner-cities* au milieu des années 1960.

entretient des liens étroits avec l'action publique à laquelle il est relié tant par son mode de financement -il dépend largement d'exemptions d'impôt- que par son hybridation croissante avec l'action publique<sup>4</sup>.

Sur ce dernier point, la philanthropie, au-delà de son ancrage dans l'histoire américaine, joue un rôle décisif dans la formation et peut-être surtout dans la justification des inégalités aux Etats-Unis depuis plusieurs décennies. L'augmentation des dons aux fondations a accompagné, suivant une relation extrêmement étroite, le développement des inégalités de revenus en faveur des plus riches. Des déductions d'impôts massives, déductions d'impôts qui constituent un Etat-providence caché (Howard, 1997), ainsi que des législations restrictives en matière d'assistance (la loi de 1996 notamment) ont achevé de brouiller les frontières entre action publique (Lascoumes et Le Galès, 2007) et secteur privé à but non lucratif. La lutte contre la pauvreté ne fait pas exception à cette tendance même si elle ne constitue qu'une part très minoritaire (environ 15 %) des dépenses des fondations. A l'ère néolibérale, la philanthropie participe d'une légitimation des inégalités sociales tout en cherchant à réaliser l'égalité des chances (même si cette notion peut faire l'objet de définitions très différentes et très exigeantes dans certaines de ses élaborations) qui structure les représentations américaines en matière de justice sociale bien au-delà du seul camp conservateur. Elle le fait en s'attaquant, de manière prioritaire, aux facteurs culturels de la pauvreté, c'est-à-dire aux représentations et à l'état d'esprit des pauvres eux-mêmes dans un pays où la pauvreté est d'abord conçue comme une défaillance individuelle : défaitisme; culture de la résistance; manque d'éthique du travail; perversité; absence de moralité; intempérance sont bien les principaux traits par lesquels on dépeint les pauvres. Cette façon de catégoriser les pauvres n'a cessé de structurer la société américaine et le type d'aides accordées aux pauvres. Elle le fait néanmoins de manière beaucoup plus intense depuis l'avènement des penseurs et des politiques néo-conservatrices au tournant des années 1970 et 1980. La réforme de l'assistance de 1996, abolissant le droit à recevoir celle-ci au profit d'une prestation temporaire et strictement liée à des contreparties (*Workfare*), a sanctionné le caractère dominant, par-delà les clivages partisans, de cette vision particulièrement négative des personnes dépendant de l'assistance (*Welfare*).

L'intérêt pour les acteurs concernés par la question de la pauvreté, qu'ils soient publics ou privés, en France, d'avoir une compréhension des relations entre culture et pauvreté, se justifie par la nécessité de disposer de repères les plus clairs possibles tant sur les réflexions que sur les modes d'action en lien avec les dimensions culturelles de la pauvreté. Sur le premier point, la richesse et la cumulativité de la sociologie américaine de la pauvreté permet de faire apparaître des dimensions souvent méconnues par la sociologie française. Comme Pierre Strobel (Strobel, 2008) l'avait signalé, celle-ci a négligé, pour des raisons historiques, les dimensions culturelles de la pauvreté. Or, à l'heure où celles-ci font un retour pour les raisons indiquées ci-dessus, le temps long de la production scientifique américaine permet d'éviter de surévaluer, comme par contre-coup, l'importance de celle-ci. Sur le second point, avoir une connaissance précise de programmes d'action permet à la fois de se familiariser avec des formes d'action largement étrangères à la culture de l'action publique et du travail social français d'une part et, d'autre part, d'éviter une transposition mécanique de programmes ou de politiques, voire de modes d'interprétation des réalités,

<sup>4</sup>

Evoquant la décision de 2010, *Citizen United Versus Federal Election Commission*, de la Cour Suprême, Olivier Zunz affirme que cette décision « have made the nonprofit sector the institutional voice of American civil society. » La dimension institutionnelle de la philanthropie est centrale et aujourd'hui parfaitement légitime.

issus d'une autre société. Comme cela a été montré dans d'autres cas, dont le plus emblématique est peut-être l'importation de la flexisécurité, une telle transposition pourrait en effet être préjudiciable à la recherche d'actions adaptées aux enjeux sociaux contemporains en orientant dans des directions porteuses d'effets non-souhaités en termes de dégradation des politiques de solidarité ou, plus généralement de justification des inégalités sociales.

## 2 – Repères et hypothèses

L'insistance sur les dimensions culturelles de la pauvreté est un trait caractéristique de la société et de la sociologie américaine depuis le début du vingtième siècle. Cependant, la prédominance dans le débat et les politiques publiques de facteurs culturels pour expliquer la pauvreté, et notamment la pauvreté urbaine qui frappe de manière disproportionnée les Afro-Américains, ne se comprend que dans le contexte politico-institutionnel plus large. Même si cette introduction n'est pas le lieu de faire un développement sur les modes de gouvernement de la pauvreté aux Etats-Unis, il est indispensable de rappeler trois points de contextes :

### ➤ *Le Welfare est associé aux Afro-Américains*

Le premier point est l'importance des formes de stigmatisation des Afro-Américains les plus défavorisés depuis le milieu des années 1960. Rappelons d'abord que les Afro-Américains ont connu une forte polarisation depuis la levée des barrières légales à leur participation sociale au cours des années 1960 (Civil Rights Act en 1964 et Voting Rights Act en 1965). Même si, et nous y reviendrons, il est prouvé que les facteurs économiques et institutionnels jouent un rôle majeur dans l'explication de la pauvreté urbaine des Afro-Américains (Wilson, 2010), dans le débat public, les facteurs culturels et comportementaux l'emportent largement et, d'un point de vue comparé, c'est bien cette insistance sur les dimensions culturelles de l'*Underclass* (Fassin, 1996) qui caractérise les modes de représentation de la pauvreté urbaine aux Etats-Unis. Une racialisation du *Welfare* (Gilens, 2000) s'est développée de manière concomitante à la critique des effets désincitatifs des politiques d'assistance et des programmes caractéristiques de la période de la « Guerre à la pauvreté » des années Kennedy-Johnson (Murray, 1986).

La culturalisation de l'explication de la pauvreté peut ainsi s'interpréter comme une reconversion du racisme dont les formes les plus explicites n'étaient plus tolérées après les victoires juridiques du mouvement des droits civils (DiTomaso, 2012). Les débats ayant précédé la réforme de l'assistance de 1996 ont porté, en leur centre, sur la figure de la « Welfare Queen », figure à laquelle la jeune femme noire, habitante du ghetto, immature et intempérante dans ses comportements sexuels a succédé pour cristalliser les sous-textes raciaux et de genre (Fraser et Gordon, 1994) de la critique – et de la quasi-abolition – du *Welfare*.

Cette racialisation -et cette stigmatisation corrélative du *Welfare*- permettent de comprendre les ressorts de l'adhésion des strates les plus stables des habitants des quartiers Afro-Américains vivant dans les quartiers défavorisés aux mots d'ordre de la responsabilisation individuelle. Des mécanismes de distinction et d'évitement du stigmaté sont à l'oeuvre vis-à-vis chez ces populations, associées tant d'un point de vue social que racial, aux assistés. Il

a d'ailleurs été démontré que, chez les Afro-Américains, les opinions envers le *Welfare* étaient moins associées à celles envers les questions raciales que chez les Blancs (Sigelman et Welsh, 1991). Ce type de réponse à la stigmatisation est fondamental pour comprendre les transformations sociales en lien avec les politiques d'assistance.

➤ *Depuis la réforme de 1996, le gouvernement des pauvres est d'abord néolibéral et paternaliste*

Cela signifie que l'action publique mise sur des incitations de marché pour résoudre la pauvreté. Même si une de ses particularités est d'être très localisée et de subir de fortes variations entre les Etats, le traitement institutionnel des pauvres ne doit cependant pas être isolé des évolutions plus générales de la société étasunienne. Comme le soulignent Soss, Fording, Schram (2009) :

*« La transformation de la régulation de la pauvreté est partie-prenante d'un effort politique plus large pour redéployer les forces actives de gouvernement aux Etats-Unis. Sa nouvelle physionomie peut être rattachée aux mêmes forces politiques qui ont promu la dérégulation de l'industrie, les exemptions d'impôts, reporté les risques sociaux sur les individus et affaibli les protections sociales dont jouissait la classe moyenne. Les politiques ambitieuses qui ont été appliquées aux pauvres reflètent un agenda sociétal plus large : leurs succès politiques sont mieux compris comme le reflet de changements plus larges dans les modes d'organisation et de mobilisation du pouvoir aux Etats-Unis. » (2009, p.2)<sup>5</sup>*

A cette dimension néolibérale liée à l'importance prise par les mécanismes de marché, est associée un nouveau paternalisme (Mead, 1986 ; 1992) qui considère les pauvres comme des adultes qu'il convient de traiter comme des enfants, en les forçant, au besoin, à avoir des comportements conformes aux normes sociales en vigueur : stabilité familiale et participation au marché du travail.

La participation au marché du travail passe donc par une régulation explicitement paternaliste. L'intensité de celle-ci connaît, encore une fois, de très fortes variations selon les Etats et il serait illusoire d'englober le continent étasunien dans une même image homogène, et ce, d'autant plus que le terrain d'enquête que j'ai mené est situé dans un Etat les plus libéraux (au sens américain de progressiste). Néanmoins, une des spécificités des Etats-Unis est d'encadrer, de manière explicite, la pauvreté par un ensemble de discours et de mécanismes coercitifs. Ainsi, l'action philanthropique est l'autre versant, moral ou compassionnel (Fassin, 2010) misant sur la valorisation et le soutien, d'un cadrage institutionnel et politique (Asen, 2002) de la pauvreté à la fois néolibéral et paternaliste.

Ce contexte invite à se demander comment les *nonprofits* ou fondations contournent, se confrontent ou convergent avec ces orientations structurantes de la politique publique. A titre d'hypothèse, l'ancrage territorial de l'action peut se lire comme une stratégie de redistribution des ressources qui ne met pas directement en cause les inégalités sociales

---

<sup>5</sup> « Poverty governance has been transformed as part of a much broader political effort to redirect activist government in the United States. Its new look can be traced to the same political forces that have worked to deregulate industries, cut government tax revenues, shift risks onto private actors, and weaken social protections for the middle class . The ambitious schemes that have been applied to the poor reflect broader societal agendas; their political successes are best understood as reflections of larger changes in the organization and mobilization of power within the American polity.» Traduction de l'auteur.

(Poupeau, Tissot, 2005) qui se déploient à l'échelle de la société et qui, de ce fait, parvient à assurer un transfert de ressources par rapport aux formes de captation à l'oeuvre au profit des classes les plus favorisées (Oberti, 2010, pour l'exemple scolaire à Chicago et Paris). Le territoire est une catégorie qui fait l'objet d'une préoccupation intense dans la sociologie américaine, même s'il est parfois difficile de la dissocier de la question raciale (Sampson, 2011). Elle est également au cœur des stratégies d'action publique, notamment depuis l'élection d'Obama à la présidence en 2008 (Silver, 2010). Le territoire est envisagé par les acteurs philanthropiques comme une institution susceptible d'être utilisée pour opérer une requalification symbolique de ses habitants, voire une création *ex nihilo* de la communauté de ceux-ci. Le terme de communauté lui-même est plurivoque. Il désigne à la fois le lieu matériel de l'intervention, le quartier, et le groupe social qui doit le transformer et le faire vivre. Evoquant les politiques de rénovation urbaine et leurs relations avec les habitants Thomas Kirszbaum (2009) a saisi les enjeux inhérents à l'utilisation de ce terme :

*« Dans une acception minimaliste, la community est synonyme de « quartier », et faire du développement communautaire, c'est développer un quartier dont la spécificité est d'abriter une majorité de pauvres. A un niveau d'exigence plus élevé, il s'agit de faire advenir une community qui n'existe qu'à l'état latent, par un travail méthodique et patient de conversion d'une communauté d'expériences négatives, subies isolément, en capacité à agir collectivement pour des buts que l'on se donne en commun. » (p.18-19).*

Alors que les politiques publiques américaines visent généralement à faire sortir des quartiers défavorisés les pauvres qui souhaitent s'en extraire, d'autres modes d'action visent à structurer la communauté. Ce point est là aussi tout à fait déterminant pour savoir si ce mode d'action est transposable étant donnée l'incapacité de la société française à appréhender l'organisation des populations autrement que sous le prisme disqualifiant du « communautarisme ».

#### ➤ *L'incarcération de masse, une exception américaine ?*

La prise en compte de la dimension paternaliste de l'encadrement institutionnel des populations pauvres, et particulièrement des Afro-Américains, ne saurait faire l'impasse sur le phénomène de l'incarcération de masse aux Etats-Unis (Western, 2006). Avec 2, 2 millions de détenus (tous établissements : fédéraux, nationaux et locaux confondus) et 7,1 millions de personnes sous main de justice pour une population de 310 millions d'habitants (en 2010), les Etats-Unis ont le taux d'incarcération le plus élevé du monde (734 personnes sur 100 000, à comparer aux 113 sur 100 000 en France en 2012). En 2010, un américain sur 104 était en prison, un sur 33 était sous main de justice (libération conditionnelle, sur parole, etc.). . Loin d'être uniforme, le risque d'être emprisonné est en effet très différencié du point de vue de la classe sociale et de la "race". Sur ce dernier point, les taux d'emprisonnement varient de 380 sur 100 000 pour les blancs, 966 pour les latino-américains et 2 207 pour les noirs. Les effets sont encore accrus dès lors que les individus sont peu ou pas qualifiés, ce qui indique, en retour une position sociale défavorisée. A tel point que l'incarcération est devenue une étape normale du parcours de vie pour les strates les moins qualifiées des minorités. Les populations vivant dans les quartiers où la pauvreté est concentrée sont ainsi surexposées à l'incarcération. Selon les calculs du sociologue de Harvard Bruce Western, pour les hommes noirs sans diplômes, la probabilité d'être incarcéré au cours de leur existence a été évaluée à 60%.Ce taux d'emprisonnement et la

surreprésentation des Afro-Américains dans cette politique punitive viennent marquer la limite profonde du processus de promotion connu par cette minorité depuis la fin du mouvement des droits civils (Bobo, Thompson, 2010). Au-delà même des populations concernées, qui peuvent déjà, en tant que telles, être significatives dans les quartiers de pauvreté concentrée, c'est l'ensemble des formes de vie, des opportunités de participation au marché du travail et de construction de liens familiaux qui se trouvent affectées par l'importance de l'incarcération (Comfort, 2007 ; Comfort, 2008 ; Goffman, 2009, Duvoux, 2013).

Les stratégies des acteurs philanthropiques comme les formes de mobilisation politique émanant des habitants, et se rattachant à la défense de la communauté Afro-américaine, sont elles aussi structurées par ce phénomène. L'incarcération est largement interprétée comme une recomposition des formes historiques de ségrégation et de domination dont les Afro-Américains ont été les victimes. Elle est, pour les personnes que j'ai interrogées dans le quartier, la marque la plus évidente d'une exploitation multiforme par les institutions économiques, sociales et politiques. Outre l'incarcération, celle-ci s'est déployée et se déploie toujours à travers le marché immobilier notamment, dont les acteurs ont mené pendant des années une politique prédatrice de prêt avant que des expulsions ne viennent déposséder une partie de la population de ces quartiers, (voir Desmond, 2012). L'enquête a montré que les stratégies des *nonprofits* sont fortement contraintes par la prégnance de l'incarcération, ce dont la popularité du vocable de *reentry*, qui reconduit l'emprise de l'Etat pénal en dehors même des murs de la prison (Wacquant, 2010), témoigne. De même, les moyens de subsistance, les modes d'organisation familiale, les sociabilités de quartier mais aussi les significations des acteurs sont puissamment reliés à cette question. L'incarcération constitue le symbole d'une domination multiforme, d'autant plus complexe que les formes les plus explicites de racisme ont largement bannies de l'expression publique. Elle structure l'expression d'un sentiment d'oppression multiforme et largement partagé. Outre le fait d'exprimer la plainte liée à la permanence, derrière les apparences de l'avènement d'une société postethnique (Hollinger, 1995), de l'oppression raciale, l'incarcération, façonne, ici de concert avec les institutions endogènes de la communauté, des rôles de genre, masculins et féminins, très distingués et affirmés.

Le phénomène de l'incarcération reste, à ce jour, une spécificité étasunienne. Cependant, l'augmentation continue du nombre de prisonniers en France<sup>6</sup> invite à prendre au sérieux les effets potentiels de l'inflation de la population carcérale. Si les proportions du phénomène de l'incarcération en France et aux Etats-Unis n'ont encore rien de commun, les logiques sociales sous-jacentes manifestent des proximités qui incitent à prendre au sérieux l'exemple américain en matière de politique pénale et pénitentiaire.

Ce rapport est structuré en deux parties. La première propose principalement une revue de littérature traitant des relations entre culture et pauvreté dans la sociologie américaine. Il s'agira de montrer comment la notion de culture a été mobilisée puis relativisée pour rendre compte de la persistance de la pauvreté urbaine. Le chapitre 1 présente quelques données de cadrage sur le lien social aux Etats-Unis et les représentations de la pauvreté. Le premier point est que la pauvreté y est d'abord attribuée à la responsabilité de l'individu. Les américains conçoivent la pauvreté comme un échec personnel dû à la paresse ou à

---

<sup>6</sup> En juin 2013, au moment de l'écriture de ce rapport, la France comptait 67 977 détenus, soit le record historique à l'exception de l'immédiat après seconde guerre mondiale.

l'irresponsabilité plus qu'ils ne mettent en cause le fonctionnement de la société dans son ensemble. Cependant, cette représentation que l'on peut, à bon droit, caractériser comme individualisante ne résume pas, à elle seule, la conception du lien social qui prévaut aux Etats-Unis. En effet, une illusion tenace fait des Etats-Unis une société de part en part individualiste alors même que de nombreux éléments tendent à accréditer l'hypothèse inverse : à savoir que les Etats-Unis sont caractérisés par une plus grande préférence pour le groupe d'appartenance. En un mot, et au risque de forcer le trait, le premier chapitre montrera comment les Américains sont peut-être moins individualistes que les Français.

Le chapitre 2 effectue une revue de littérature sur les relations entre culture et pauvreté. Elle insiste particulièrement sur les étapes essentielles de la politisation de l'idée de « culture de la pauvreté » puis sur le réinvestissement de cette dimension après plusieurs décennies d'oubli. En effet, comme l'idée de culture a été associée à la volonté de « blâmer les victimes » et de couper dans les budgets publics, les sociologues n'ont pas continué à défricher ces aspects de la pauvreté, de peur de se voir accusés de contribuer à une entreprise de délégitimation de l'Etat-providence. Or, depuis une vingtaine d'années, toute une littérature sociologique a réinvesti l'étude de ces dimensions culturelles de la pauvreté tout en cherchant à prendre ses distances avec les entreprises conservatrices qui avaient été associées à l'idée de « culture de la pauvreté ». Cette littérature a connu une grande actualité ces dernières années et c'est sur les acquis récents que le chapitre 2 insiste plus particulièrement.

La deuxième partie, quant à elle, repose sur l'analyse empirique de deux programmes d'actions déployés dans la ville de Boston. Ces deux programmes sont centrés sur deux dimensions conçues comme centrales dans la vie sociale des habitants des quartiers les plus défavorisés : la famille et la communauté.

Le chapitre 3 montre la centralité de la famille dans les actions philanthropiques aux Etats-Unis. Il présente notamment un programme nommé « Family Independence Initiative » qui a été créé à San Francisco et est présent à Boston. Ce programme vise à permettre aux familles à bas revenus de gravir l'échelle sociale. Les modalités sont très représentatives d'une forme d'action contre la pauvreté alternative à l'Etat-providence.

Le chapitre 4 présente lui des réflexions sur les entreprises de médiation et de requalification touchant des quartiers dans leur ensemble. Nous partons d'abord de la présentation d'une initiative de lutte contre la criminalité qui a connu un succès national et a même été à l'origine d'un phénomène intitulé « Boston Miracle », le « miracle de Boston ». La mobilisation des acteurs religieux et associatifs, en lien avec la police, a permis de faire diminuer la violence des gangs. Ensuite, pour conserver l'anonymat des personnes auprès desquelles j'ai longuement enquêté, le nom du programme sera fictif. Cet anonymat permettra une présentation détaillée et approfondie d'une action destinée à assurer la promotion collective d'un quartier et de la communauté de ses habitants.

Comme les matériaux ayant servi à nourrir ces analyses ont été recueillis dans le cadre d'une enquête ethnographique, nous en présentons les conditions de réalisation dans un premier temps.



# Prologue

---

## L'ENQUETE DE TERRAIN : LIEU ET CONDITIONS DE REALISATION

---

L'enquête de terrain sur lequel les ressources collectées dans la seconde partie de ce rapport s'appuient s'est déployée en deux phases et a été successivement centrée autour de deux alliés et de deux séries de *nonprofits*, les premiers opérant dans les quartiers pauvres du sud de la ville mais à partir du centre ou de zones intermédiaires et les seconds, ancrés localement et dirigés par des acteurs locaux, vivant tous dans les quartiers concernés par ces actions. Cette dimension d'appartenance territoriale s'est révélée décisive dans la mesure où, dans un contexte où les formes légitimes de l'action (ce qui n'est pas la même chose que les formes réelles de l'action) doivent partir de la base (*grass-roots*) et remonter (*bottom-up*) et non l'inverse – le mode d'action vertical et descendant (*top-down*) caractérisant la bureaucratie et le *Welfare* stigmatisé par tous – elle conditionne la légitimité de l'expression des acteurs.

### 1 – Deux vagues d'enquête

L'enquête s'est développée, d'abord, auprès d'acteurs philanthropiques et associatifs avant de se tourner vers des acteurs locaux. Précisons tout d'abord que nous entendons le vocable philanthropie comme englobant les associations : la différence entre ces deux domaines étant que les fondations financent, par le biais de bourses, tandis que les associations – nonprofits – mettent en œuvre. Pourtant, l'exemple de la Fondation pour le Rêve Américain, nom fictif pour une fondation observée, et qui est développé dans le chapitre 4 du présent rapport, est celui d'une fondation indépendante qui met elle-même en œuvre une partie de ses projets. Elle est donc un hybride de fondation et de *nonprofit*. Des vagues d'entretien et des formes d'immersion, aussi prolongées que possible, se sont déroulées au sein de deux populations différentes : la première a eu lieu au sein du monde des acteurs philanthropiques ; la seconde au sein de la strate des habitants des quartiers de Boston qui participaient aux actions des *nonprofits*. Le contenu des entretiens a varié d'une phase à l'autre. Il était plus technique dans un cas alors qu'il portait plus, en tout cas explicitement, sur l'expérience vécue dans le second. De même, les formes de sociabilité et interactions avec les acteurs des *nonprofits* étaient marquées du sceau de la commune appartenance aux classes moyennes libérales et définies comme des coopérations. Avec les habitants, les interactions étaient plus définies, de leur côté et à tout le moins dans les premiers temps, comme une manière de me faire découvrir un environnement qui était supposé m'être étranger. Ici, mon statut d'étranger *réel* permettait d'euphémiser ou de taire le fait, pourtant évident, que, même si j'avais été américain, j'aurais tout aussi bien pu ignorer leurs conditions d'existence. Il n'y a aucun doute sur le fait qu'une différence forte apparaît entre les deux vagues de l'enquête et les deux populations auxquelles j'ai eu accès au cours de celle-ci. Nous voudrions seulement relever le fait que ces deux populations ne sont éloignées que si on les considère avec un regard qui les appréhende sans tenir compte de leurs trajectoires sociales et personnelles.

En effet, la philanthropie américaine aime mettre en scène la coprésence directe d'un *CEO* blanc, appartenant au monde des classes moyennes supérieures, avec des habitants absolument démunis de ressources ou vivant dans des conditions absolument misérables.

Ainsi, pour ne prendre qu'un des exemples les plus fameux – mais aussi les plus caricaturaux – les milliardaires Bill et Melina Gates ont, dans le cadre des programmes de lutte contre le Sida en Inde menés par leur fondation, participé à des rencontres avec des prostituées indiennes vivant dans des taudis (Zunz, 2011). Ce type de mise en scène est courant et recherché. Même s'il garde aux yeux des riches philanthropes qui y participent un caractère exceptionnel, il remplit des fonctions symboliques et idéologiques essentielles. Ces mises en scène, soigneusement orchestrées, sont censées *faire preuve* de l'ouverture, mais aussi du courage de ces individus qui donnent plus que leur argent, leur temps et leur personne pour les causes qu'ils défendent. La présence physique a une fonction de validation de la valeur *morale* de celle-ci, valeur morale toujours sous-jacente à l'acquisition de la richesse et dont, finalement, la richesse n'est jamais que le signe. En même temps, ce type de mise en scène illustre un programme d'action qui réalise la rencontre directe des personnes ayant la capacité décisionnelle la plus importante avec la parole des acteurs les plus opprimés. C'est bien une idéologie politique qui est ainsi mise en scène, à travers le spectacle de la confrontation directe de l'extrême richesse et de l'extrême pauvreté. De manière générale, la description de cérémonies et de rituels, parfois de création très récente par les *nonprofits*, la détermination de leur sens politique et la compréhension des formes de leur réception par la population tiennent une place essentielle dans ce travail.

Cependant, ce type de mise en scène, s'il doit être analysé précisément, est aussi largement trompeur. Loin d'être deux mondes radicalement séparés, ces deux mondes sont rattachés par les trajectoires de ceux qui les composent et par leur inscription, à des positions différentes, dans un même champ. En effet, les deux populations enquêtées ne sont opposées que par la position qu'elles occupent dans un champ commun, celui des acteurs philanthropiques et associatifs opérant dans le domaine de la pauvreté urbaine avec toutes les approches (carcérales ; familiales ; de lutte contre la violence ; d'emploi ; de drogue, etc.) qui y sont associées. Elles sont séparées par leur plus ou moins grande proximité avec les acteurs qui réunissent les capitaux symboliques, relationnels mais aussi les capitaux monétaires et qui constituent la fine élite des donateurs et des décideurs publics dans une ville d'échelle réduite comme peut l'être Boston. La ligne de séparation tient dans le mode d'accès de ces différents groupes à ces pouvoirs. Certains, les acteurs philanthropiques opérant à partir du centre-ville, y participent directement dans la mesure où les ressources grâce auxquelles ils interviennent sont issues des dons privés et/ou publics. D'autres y participent indirectement, à partir de leur ancrage territorial au sein des quartiers pauvres. Cette distinction entre participation directe et indirecte aux réseaux de pouvoir et aux ressources est évidemment trop schématique.

Pour les acteurs philanthropiques basés au centre-ville, le lien avec des donateurs privés permet, dans une certaine mesure, d'éviter le lien clientéliste avec les décideurs politiques. A l'opposé, les acteurs locaux sont directement reliés avec ceux-ci dans la mesure où ils sont des acteurs-clés de la mobilisation électorale de leurs communautés. De ce point de vue, le fait d'avoir réalisé l'enquête pendant la campagne pour l'élection présidentielle et d'avoir participé à des activités telles que le porte-à-porte dans les quartiers Afro-Américains m'a permis d'observer ce type de liens de manière directe. Néanmoins, les deux

populations sont bien rassemblées par leur commune appartenance, quoiqu'à des niveaux différents, au champ des acteurs associatifs. En effet, la population locale qui constitue le réservoir de volontaires est prioritairement composée d'individus fortement impliqués dans le tissu associatif local. Ce sont bien les strates les plus stables et les plus dynamiques de la population des quartiers auxquelles s'adresse ce type de programme de promotion « communautaire ».

Cette perception d'une stabilité et d'un dynamisme peut cacher un manque de ressources évident de la part des populations et des individus concernés et que, si leurs ressources sont importantes, relativement à leur environnement, les habitants impliqués n'en restent pas moins défavorisés sur de multiples plans. Le contraste entre la présentation de soi de certains habitants (entrepreneur, doté de nombreux réseaux) et la réalité des ressources sur lesquelles ils peuvent s'appuyer est d'ailleurs un des éléments les plus frappants au regard extérieur. Historiquement, le capital social local permet aux Afro-Américains de pallier l'accès très limité aux positions valorisées au sein de la société. L'acquisition d'un statut de « leader » au sein de leur communauté par exemple est autant la marque d'une capacité que d'une exclusion préalable<sup>7</sup>. *A contrario*, les membres de la bourgeoisie Afro-Américaine, c'est-à-dire des individus capables d'activer des réseaux à l'extérieur de leur quartier et dotés de ressources suffisantes pour scolariser leurs enfants dans des écoles privées où ces derniers sont socialisés avec des enfants blancs de classe moyenne, vivent comme des étrangers dans leur quartier, quand ils le font. De plus, ces membres de la bourgeoisie, malgré leur statut de résidents ne se présentent jamais comme tels mais au nom d'un statut ou d'une qualification dont la validation est reconnue par la société dans son ensemble.

Les individus qui composent ces deux mondes ne diffèrent donc que dans une mesure relativement modeste, du point de vue de leur trajectoire et de leur position sociales, quoique ces différences soient fortement accentuées par les formes de présentation de soi d'une partie, la plus favorisée, de ces acteurs. Les deux populations enquêtées sont situées de part et d'autre d'une ligne qui sépare, fût-ce de manière artificielle, des acteurs philanthropiques redistribuant des ressources vers les quartiers pauvres d'une part et d'autres acteurs associatifs opérant au niveau local. Mais si leur position dans le champ les sépare, quoique de manière relative, comme je viens de le souligner, leurs origines sociales les relie. En effet, loin d'être deux mondes radicalement séparés, ces populations se situent dans un continuum de positions au sein duquel des relations de proximité sont rendues possibles mais où des mises à distance sont opérées par ceux qui ont le statut le plus élevé.

Une des hypothèses à l'horizon de ce travail est d'ailleurs que la participation à des *nonprofits* accroît cet écart autant qu'il ne le résorbe : les réseaux, informations, concepts et instruments mobilisés à l'occasion des actions entreprises auprès des pauvres bénéficiant d'abord à ceux qui les mettent en œuvre, dans le champ très concurrentiel auquel ils appartiennent. Seule l'observation des enquêtés dans des contextes divers a pu me

---

<sup>7</sup>

Pour les Afro-Américains des métropoles du Nord-Est, le capital social local fonctionne comme une compensation de la ségrégation dont ils font l'objet. Dans leur étude sur les Afro-Américains de Boston au dix-neuvième siècle, James Oliver Horton et Lois E. Horton notent que "Blacks unable to participate in Boston's political structure, forbidden access to the city council or the school committee or the multiplicity of bureaucratic positions which were traditional outlets for political ambition, turned to organized black church or to the associations of their community", *Black Bostonians. Family Life and Community Struggle in the Antebellum North*, Holmes et Meier Publisher, 1979, p.52.

permettre de percevoir et de comprendre la multipositionnalité des professionnels et des volontaires, les formes de réversibilité qui pouvaient à l'occasion s'instaurer entre eux et des rapports de classe ou de strate très fins qui les lient et les séparent les uns des autres.

Un dernier point sur lequel il faut insister est le fait que lier partie, de manière relativement étroite avec des membres de ces deux univers, n'a pas été sans créer de conflits de loyauté au cours de l'enquête. En effet, chacun agissant en fonction des intérêts liés à sa position et chacun souhaitant me prendre à témoin du bien-fondé de celles-ci vis-à-vis de l'autre, il m'est arrivé, dans certaines circonstances, d'être interpellé à titre contradictoire par des interlocuteurs qui voulaient renforcer le poids de leur argument en m'y associant. Ces conflits trouvaient une forme de cristallisation au moment de l'entrée et de la sortie des réunions publiques. Pénétrer dans le lieu et le quitter en compagnie de quelqu'un est une manière pratique (par des conversations privées) et symbolique (par l'affichage d'une proximité plus privée) de mettre en œuvre une alliance, une compréhension et un partage de la définition de la situation. Lorsque les réunions étaient tendues, je sentais des pressions contradictoires pour suivre telle ou telle personne, représentant de la population locale ou membre des *nonprofits* qui m'y avaient fait rentrer. L'enquête s'est déroulée sur une période de six mois où l'observation des activités des *nonprofits* s'est faite à partir de la ville universitaire de Cambridge où nous résidions.

L'alternance quotidienne entre ces deux espaces marqués par leurs positions extrêmes fut la source de contrastes particulièrement instructifs. Avec Harvard et le Massachusetts Institute of Technology (entre autres) en son sein, ainsi qu'un nombre croissant de centres de recherche des plus grandes entreprises des nouvelles technologies (Google, Microsoft) mais aussi du secteur pharmaceutique et des bio-technologies, Cambridge est, au sein de l'agglomération de Boston dont elle est administrativement séparée, un isolat du fait de la concentration des ressources en capitaux de toutes sortes : financiers, institutionnels, humains, technologiques, etc. L'intégration au sein de réseaux de l'agglomération mais, au-delà, au sein de réseaux nationaux et mondiaux de communications, d'échanges, et la spécificité liée à la forte proportion d'intellectuels et de chercheurs en son sein en font un lieu tout à fait « à part ». Ces spécificités socio-démographiques, associées au caractère étudiant de la population puisque les étudiants des universités précitées résident, en grande partie, dans la ville elle-même, renforcent l'étrangeté du lieu. Pour résumer un ensemble de caractéristiques de cette ville par un nombre limité de traits limités liés aux pratiques sociales qui s'y déploient, Cambridge est spécifique dans la mesure où l'espace public de la ville, intensément lié à la vie universitaire, se prête à un usage à la fois studieux et ludique de l'espace. Par exemple, l'accès à internet est souvent possible, y compris depuis la rue et il n'est pas rare de voir des étudiants travailler, via le réseau, depuis des espaces publics. Il n'est pas exceptionnel d'assister à des fêtes, célébrations diverses, rassemblements. Les usages ludiques ou parodiques de l'espace public ne sont pas rares.

L'ensemble de ces traits contraste fortement avec ceux liés aux usages sociaux de l'espace public de Dorchester, Roxbury ou Mattapan. La plus élémentaire observation dans les rues de ces quartiers qui, pour être physiquement plus distants du centre-ville de Boston n'en sont pas moins administrativement rattachés à cette ville (ce qui est, en soi, une indication, dans la mesure où elle illustre la dynamique de séparatisme municipal des « communautés » les plus privilégiées, le quartier de Brookline, lui aussi très aisé, n'appartient pas à la ville de Boston, malgré sa proximité plus grande que Mattapan par exemple), témoigne de la bien moins grande intensité de la fréquentation des espaces, à

l'exception des extensions immédiates du foyer que sont les marches devant les porches des maisons, lieux de conversation entre voisins ou membres de la famille très intenses. Les restaurants où il est possible de s'asseoir sont également très rares, ce qui occasionne des déplacements pour les habitants qui ne trouvent, à quelques rares exceptions près, aucun lieu public de sociabilité dans leur quartier. Certaines des observations ont bien eu lieu dans des « sit-in restaurant » mais ceux-ci étaient toujours marqués par des formes de distinction.

Les quartiers sont évidemment marqués par une très forte opposition de leur composition sociale et raciale. Les blancs et asiatiques (qui constituent le groupe le plus aisé, *devant les blancs*, aux Etats-Unis) sont largement dominants à Cambridge. D'après les données du recensement de 2010, les premiers représentent plus de 60 % et les seconds moins de 15 %. Les Afro-Américains représentent 13 % de la population de Cambridge, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne nationale mais largement inférieur à la proportion de la population de l'Etat du Massachusetts. Ainsi, il ne faut pas homogénéiser l'espace social de Cambridge malgré les fortes particularités signalées. A l'inverse, Roxbury, Dorchester et Mattapan concentrent la population Afro-Américaine de la ville dans des proportions très importantes et cette concentration a d'ailleurs tendance à s'intensifier dans le temps dans la mesure où, entre 2000 et 2010, la densité de population s'est accrue. Si la diffusion spatiale peut être considérée, depuis l'Ecole de Chicago, comme un marqueur de l'assimilation sociale aux Etats-Unis (Safi, 2011), les données les plus récentes suggèrent, au contraire, une spécialisation accrue de l'espace dans la distribution des groupes raciaux. Les populations latino-Américaines constituent, de loin, le second groupe. Si je considère les 6 *census tracts* (découpage du recensement correspondant aux zones entourées en bleu dans le document suivant) dans lesquelles l'enquête s'est concentrée, la population Afro-Américaine est de 73 % et celle des Latino-Américains est de 20 %. Les blancs représentent 1 % de la population. Leur exclusion est quasi-absolue de la résidence. Néanmoins, ces indicateurs extrêmes de ségrégation raciale sont atténués par les formes de fréquentation des quartiers. Ainsi, il est possible de voir des « blancs » dans les quartiers Afro-Américains en nombre bien supérieur à ce qu'ils représentent dans la population, notamment parce qu'ils y occupent des positions professionnelles au sein du monde commercial (ils sont souvent vêtus d'uniformes qui les distinguent de la population des habitants), administratif (police, services publics divers) ou *nonprofits*.

La présence des blancs dans des situations de responsabilité et de contrôle dans les quartiers Afro-Américains fait l'objet de formes aiguës de ressentiment au sein des populations qui y vivent. A contrario, les blancs, et cela peut être l'occasion de malentendus dont je donnerai un exemple très significatif, pensent souvent qu'étant donné leur quasi-absence en tant qu'habitants dans ces lieux, les Afro-Américains ne sont pas habitués à les voir dans leurs quartiers, ce que, encore une fois, l'observation la plus élémentaire permet de démentir.

## Boston and Its Neighborhoods



Source : James Jennings (2009), « Community Based Nonprofits », The Barr Foundation, p.3. Le rond a été ajouté par mes soins pour identifier la zone d'enquête

Ces éléments liés à la composition démographique de la population ne sont, de loin, pas les seuls. Les différences sociales, intimement liées à cette composition, s'expriment de manières multiples. Ainsi, les formes d'habillement chic mais relâchées qui prévalent dans la ville universitaire de Cambridge contrastent avec l'image, attendue, de jeunes vêtus comme l'étiquette de la rue le commande, avec notamment des pantalons largement baissés au-dessous des fesses. Elles contrastent aussi avec la sur-correction vestimentaire d'une partie de la population des quartiers Afro-Américains, particulièrement visible à la sortie de la messe le dimanche mais diffusée bien au-delà. Les costumes gris ou beiges, nœuds papillons, cravates tranchent avec le code (faussement ?) détendu en vigueur à Cambridge. Finalement, ce qui frappe, ce n'est pas tant l'homogénéité que les contrastes internes aux quartiers Afro-Américains. Si l'opposition binaire entre des catégories de la population qui se rattachent à des valeurs et un mode de vie emplis de dignité sociale (*decent*) et celles qui se rattachent au monde de la rue (*street*) soulignée par Elijah Anderson est peut-être trop tranchée pour rendre compte de l'interpénétration de ces deux strates dans les réseaux d'inter-connaissance ou, de manière radicale, de leur cohabitation au sein d'un même foyer (Wacquant, 2002) elle n'en est pas moins manifestée de manière ostensible dans les rues. Deux registres vestimentaires très tranchés s'opposent et sont comme le signe d'un conflit pour le contrôle de l'espace public, contrôle qui définit nombre des enjeux de l'intervention sociale.

Enfin, nombre d'éléments visuels témoignent de la profondeur des phénomènes de pauvreté et de violence qui saturent non seulement les formes de représentation de ces quartiers à l'extérieur, mais également les messages destinés à la population elle-même. Ainsi, les marqueurs de l'état, limité, des ressources de la population, ainsi que des formes de violence qui se développent dans leurs lieux de vie font l'objet d'une signalisation sous forme d'images affichées partout extrêmement intense ou de signes et messages laissés par des habitants, et faisant parfois office de « mémoire ».

## 2 – Les quartiers noirs et latino-américains de Boston

Boston est enfin une ville où la ségrégation est historiquement importante et où elle se renforce, la proportion de noirs vivant dans des quartiers noirs ayant tendance à augmenter, en même temps que ces quartiers sont plus mixtes pour les raisons que je viens d'évoquer. Pour finir ce chapitre de présentation des quartiers, nous présentons les indicateurs démographiques et sociaux les plus significatifs, avant de nous intéresser aux facteurs institutionnels et aux relations sociales qui se déploient autour des principaux problèmes publics. Pour ce faire, nous nous appuyons notamment sur le rapport de James Jennings, « The State of Black Boston. A Select Demographic and Community Profile, 2010 »<sup>8</sup>. Comme son nom l'indique, ce rapport insiste spécifiquement sur la situation des Afro-Américains, cependant, il le fait en mettant en lumière la différence avec les autres groupes. L'ampleur de la relation d'inégalité et de désavantage relatif et absolu apparaît ainsi de manière particulièrement nette, ainsi que les caractéristiques économiques, institutionnelles et démographiques.

---

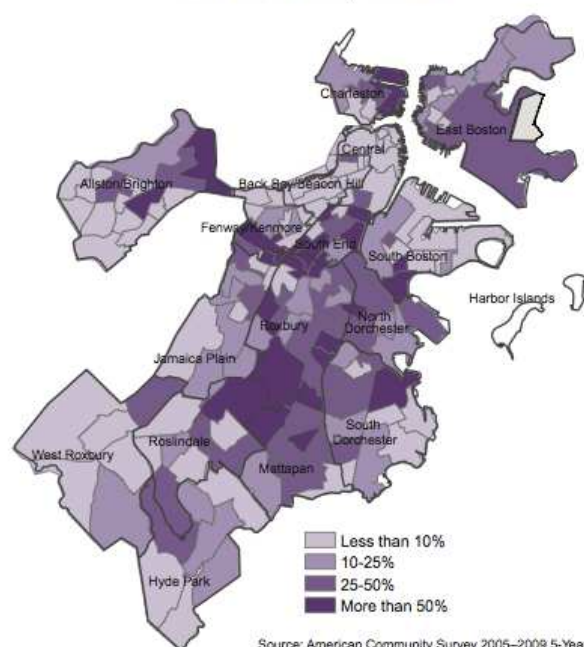
<sup>8</sup>

Il s'agit d'un rapport préparé dans le cadre d'une commande pour l'association de défense des Afro-Américains, la NAACP, l'Urban League of Eastern Massachusetts et le William Monroe Trotter Institute.

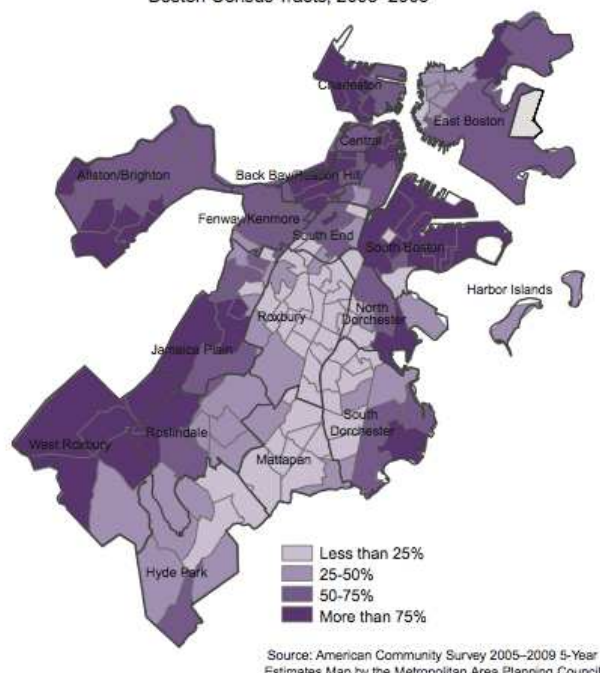
## 2.1 – Ségrégation et indicateurs de désavantage social

Parmi les indicateurs sociaux les plus significatifs, la répartition géographique et raciale de la pauvreté est particulièrement marquée, ce qui renvoie, une fois de plus, à l'importance de la ségrégation dans cette ville, qui s'est radicalement tournée vers le marché mondial des services à forte valeur intellectuelle ajoutée. Dans les quartiers à majorité Afro-Américaine (et à forte minorité Latino-Américaine) de Dorchester, Roxbury et Mattapan, la pauvreté des enfants s'élève à 42 %, ce qui constitue le niveau le plus élevé du Commonwealth. La pauvreté constitue une réalité endémique dans la ville de Boston (19 %), à un niveau largement supérieur à celui des Etats-Unis (15 %). Sa concentration fait apparaître sans aucun doute possible cette juxtaposition des quartiers pauvres avec les quartiers à dominante Afro-Américaine. Ainsi, les cartes suivantes montrent la juxtaposition de la distribution de la pauvreté des enfants au sein de la ville de Boston et la répartition des minorités :

Percent of Children Living In Families At or Below Poverty  
Boston Census Tracts, 2005–2009



Percent of the Population that is White Non-Latino  
Boston Census Tracts, 2005–2009



Source : Boston Foundation, 2011

Ces indicateurs de pauvreté finissent par donner leur identité à ces quartiers. Il n'est pas rare de les entendre définis comme les « poor » ou « destitute » ou « deprived neighborhoods » de la ville, non sans que certaines de ces désignations ne contiennent une part d'évaluation morale négative de leurs habitants. Ils définissent par-là même les objectifs de ceux qui, de l'extérieur, souhaitent aider ces habitants à améliorer leur environnement en même temps que les limites de ces actions : selon les concepteurs des initiatives philanthropiques et associatives, pour être soutenable, le progrès doit venir de la « communauté » elle-même. Celle-ci « sait » mieux que les autres ce dont ses membres ont besoin. Cette stratégie est



elle-même porteuse d'inégalités (Swidler et Cotts, 2009) même si les mécanismes de développement de celles-ci ne seront pas au cœur de cette étude.

Retenons que, dans cette optique, les formes de la promotion sociale du quartier doivent provenir de ses membres. A défaut, c'est une nouvelle forme d'assistance et de pouvoir qui serait, dans l'esprit des acteurs du monde des *nonprofits*, déployée. Elle contribuerait alors à aggraver, plutôt qu'à résoudre, le problème identifié : la pauvreté conçue comme l'ensemble des freins à la réalisation par chacun de son destin – nécessairement ascendant – au sein de la société américaine.

Les principaux déterminants sociaux à partir desquels un diagnostic sur l'état social des quartiers Afro-Américains de Boston (Dorchester, Roxbury et Mattapan) peut être posé sont de trois ordres. Plutôt qu'une étude de communauté exhaustive, nous indiquons quelques éléments démographiques, socio-économiques, institutionnels qui semblent particulièrement structurants de ces quartiers.

## *2.2 – Facteurs socio-économiques*

La situation socio-économique des minorités Afro et Latino-Américaines est particulièrement défavorisée, quelque soit l'indicateur retenu. Elle fait apparaître la cause structurelle fondamentale de la pauvreté au sein de ces populations. Ainsi, le niveau de chômage des Afro-Américains est le plus élevé, 13 % en 2006-2008 (soit, avant la crise économique qui a frappé le pays de manière massive, à partir de 2008) tandis qu'il est de 4,9 % pour les blancs. Les Latino-Américains ont un taux de chômage de 10 % et les Asiatiques de 8 %. Comptant pour 21,3 % de la population active, les Afro-Américains représentent 55 % des chômeurs. Ces chiffres constituent cependant une définition restrictive qui ne tient compte que du chômage enregistré, très limité dans le temps (Wilson, 1997). La participation au marché du travail est beaucoup plus faible que ces chiffres ne l'indiquent. Ceux-ci font cependant apparaître les différences avec les autres groupes et la permanence d'un désavantage systématique sur le marché du travail. Celui-ci s'explique en partie par l'absence de qualifications et par le décalage entre l'offre et la demande d'emploi, très tournée à Boston vers les fonctions intellectuelles supérieures. Ainsi, les professions d'encadrement (*Management, Professional and related occupations*) sont dominantes chez les Blancs (51 %), presque chez les Asiatiques (49 %) alors que c'est le cas pour seulement 26 % des Afro-Américains et 22 % des Latino-Américains.

Les dimensions strictement économiques sont cependant insuffisantes à expliquer l'ampleur de l'écart. Il faut prendre en compte les facteurs institutionnels et raciaux proprement dits. Ainsi, le revenu moyen des ménages Afro-Américains est inférieur de 30 % à celui des blancs. Rapporté à la composition du foyer, le revenu disponible par individu des Afro-Américains et des Latino-Américains est équivalent à seulement 42 % de celui des blancs. Même à diplôme et structure familiale équivalente, un écart racial persiste donc entre blancs et Afro-Américains et contribue au niveau d'appauvrissement des populations minoritaires, les Afro et Latino-Américaines en particulier. La structure familiale ou le niveau d'éducation ne suffisent pas à expliquer l'écart entre les groupes. Même si ces variables sont contrôlées, les Afro-Américains persistent à connaître une situation défavorisée.

### 2.3 – Facteurs démographiques

L'ensemble de ces éléments résulte dans une démographie particulière. Ainsi, seulement un tiers des familles Afro-Américaines est composé de couples mariés (33,6 %) contre plus des deux tiers pour les blancs (69,8 %). Les Latino-Américains se rapprochent des Afro-Américains (34,6 %) tandis que les Asiatiques se rapprochent des blancs (70,6 %). Le nombre de familles monoparentales est, corrélativement, beaucoup plus élevé chez les Afro-Américaines (55,4 %) et Latino-Américaines (52,7 %) - car ce sont dans leur immense majorité des femmes qui composent ces foyers tandis que les taux sont 30 % moins élevés chez les blancs (22,2 %) et les asiatiques (21,1 %). Par ailleurs, le nombre de ménages comportant plusieurs générations<sup>9</sup> est beaucoup plus important chez les Afro-Américains que chez tous les autres groupes (10,2 %). Ici, les Latino-Américains (5,2 %) ont tendance à se rapprocher des Blancs (3,2 %) et des Asiatiques (3,4 %).

A cette composition différente des ménages, est associée une population plus jeune que dans le reste de la ville. Environ 28,1 % des Afro-Américains et 30,6 % des Latino-Américains ont moins de 17 ans contre seulement 13 % des blancs et 16 % des Asiatiques. Cet indicateur de la « jeunesse » relative de la population noire est confirmé par d'autres chercheurs (voir Jennings, 2010). Les femmes dominent également de manière numérique la population Afro-Américaine, d'une manière plus marquée que dans les autres groupes (54,1 % contre 51,3 % pour l'ensemble de la population de la ville de Boston). A cette jeunesse est associée une caractéristique importante, la sollicitation des grands-parents dans ces quartiers. Les chiffres de la responsabilité directe des grands-parents sur les petits enfants sont très significatifs, témoignant d'un report « normal » sur eux des tâches quotidiennes d'éducation.

L'absence physique des parents, notamment due à l'incarcération de nombreux pères, mais également aux emplois de service très prenants des mères, constitue une contrainte qui contribue de manière décisive à ces formes d'organisation. Au-delà, le type de foyer, où les familles monoparentales dominent, explique également en partie cette délégation. Son importance révèle surtout un élément constitutif des rapports sociaux dans ces quartiers. Ils mettent en présence, de manière relativement peu médiatisée par les figures parentales, de jeunes enfants et adolescents et des personnes en âge d'être grands-parents et qui assument souvent, de manière quotidienne, la charge liée à ce rôle. La surreprésentation féminine accroît l'absence, relative, des hommes adultes, de la population. Ici, l'importance du système carcéral ne saurait être négligée (Western, 2006). Celui-ci opère, parfois pour des délits mineurs, une ponction démographique qui a partie liée avec la reproduction de configurations familiales telles que les familles monoparentales, elle-même en relation étroite avec la pauvreté.

---

<sup>9</sup> "Multigenerational household are households where the householder is living with their son or daughter and Overturf Johnson, Robert Konewski, Kristin Smith, and Paul Tillman, *Changes in the Lives of U.S. Children: 1990-2000*, Population Division, U.S. Census Bureau (November 2005)", note 11 du rapport Jennings, 2011, p. 25.

## 2.4 – Facteurs institutionnels

Ces facteurs socio-économiques produisent un attachement particulier aux institutions. Les ménages Afro et Latino-Américains sont ainsi significativement plus nombreux à devoir recourir à l'assistance sociale, dans des proportions respectivement de 8,3 % et 9,4 %, alors que seulement 1,9 % des blancs et 4,8 % des asiatiques le font. Les Afro et Latino-Américains sont bénéficiaires du programme « Food Stamps », bons alimentaires qui constituent une aide en nature dont l'importance n'a cessé de croître depuis la réforme de l'assistance de 1996, dans une proportion largement supérieure (respectivement 22 et 26,5 %) à celle des autres groupes (11,9 % des Asiatiques et 6,3 % des Blancs).

Parmi les facteurs institutionnels, le logement et le système éducatif sont également particulièrement révélateurs de la fragilité sociale des populations. Concernant le logement, trois indicateurs peuvent être soulignés. Tout d'abord, le taux de propriétaires parmi les Afro-Américains (29,8 %) est supérieur à celui des Latino-Américains (18,4 %) et des Asiatiques (24,9 %), ce qui peut s'expliquer par l'importance du nombre d'immigrés dans ces deux groupes, mais est largement inférieur à celui des blancs (45,2 %). La part du revenu consacrée aux dépenses de logement est également très importante et supérieure à celle des autres groupes : près de deux tiers des Afro (63,1 %) et Latino-Américains (64,8 %) dépensent plus de 30 % de leur revenu disponible dans le logement contre 46,6 % des Blancs et 49,1 % des Asiatiques. Enfin, les expulsions sont également beaucoup plus fréquentes dans les quartiers à dominante Afro-Américaine que dans les autres, ce qui tend à confirmer les analyses qui font du logement le support d'une exploitation multiforme mais particulièrement intense des populations vulnérables (Desmond, 2012). Les types de logement donnent aux quartiers une partie de leur physionomie. Ainsi, les *housing projects* ou logements subventionnés avec leur architecture très uniforme de petits immeubles de un ou deux étages alignés couvre une partie importante des quartiers. Cependant, des formes plus discrètes de logement subventionné (connues sous le nom de Section 8) font apparaître que de l'habitat pavillonnaire peut « cacher » une très grande fragilité sociale.

L'école est une autre institution concentrant les indicateurs de désavantage social. D'abord, au regard de la jeunesse de la population, le nombre d'écoles est très limité. L'investissement en services publics est particulièrement réduit dans ces quartiers au regard de la population et le niveau des écoles publiques est considéré comme très mauvais<sup>10</sup>. Le taux de la population adulte qui ne dispose pas de diplômes est important. Des indicateurs plus spécifiques, liés au quartier de Grove Hall, à l'intersection de Roxbury et Dorchester, font apparaître une réalité complexe, marquée par un cumul de désavantages. Ainsi, dans les cinq zones de recensement (*census tracts*) que couvre le quartier, la proportion de la population à avoir un diplôme du supérieur s'élève à 15 % contre 33 % aux Etats-Unis mais 47 % dans le Massachusetts et 51 % à Boston. L'écart en termes de diplôme est supérieur de 1 à 3. L'importance du diplôme allant croissante sur le marché du travail, il est possible de trouver un des nœuds de la reproduction du désavantage (Youth Violence System Project, Neighborhood Briefing Document “Grove Hall”, 2010).

<sup>10</sup>

Ce constat, répété, conduit, de manière qui peut sembler surprenante, certains analystes de la pauvreté urbaine à faire du système public et de la représentation syndicale en son sein un des facteurs de la reproduction du désavantage subi par les Afro-Américains. Ainsi, William Julius Wilson a soutenu le programme des “charter schools” qui permet aux familles pauvres de quitter le système public d'enseignement mais qui, en retour, “privatise” le système scolaire dans une large mesure.

L'école s'articule enfin, pour la majorité de ceux qui la quittent sans diplôme, avec l'incarcération, épisode « normal » de la vie sociale pour les populations les moins qualifiées. Ainsi, 40 % des Afro-Américains ayant quitté le système scolaire sans diplôme (*high school drop outs*) sont en prison à un moment donné. Sur le cycle de vie, 60 % de cette population a connu ou connaîtra un épisode d'incarcération. La métaphore du tuyau reliant l'école à la prison (« school-to-prison pipeline ») est utilisée pour rendre compte de la relation quasi-automatique instaurée entre l'échec scolaire d'un côté, l'incarcération de l'autre, par la médiation de la consommation ou le trafic de drogues notamment. Comme il a déjà été souligné, l'impact de l'incarcération est multiforme, il contraint les stratégies de survie des populations, le type d'intervention des *nonprofits* qui investissent le secteur en pleine expansion de la réinsertion (*reentry*), l'accès aux formes élémentaires de la citoyenneté (comme l'identité), voire les relations les plus quotidiennes, marquées par l'emprise de l'univers carcéral. Les répercussions sur la vie du quartier sont multiples, que ce soit sous la forme d'effets sanitaires en termes de contamination par le HIV accrue par les épisodes d'incarcération et les abus sexuels que de nombreux prisonniers peuvent y subir/commettre ainsi que de santé mentale. Cet impact de l'institution carcérale est tellement fort qu'il est possible de le lire, en creux, dans les données démographiques les plus élémentaires qui, loin de refléter une culture spécifique, sont ainsi fortement travaillées par des facteurs économiques et institutionnels.

A l'issue de cette brève présentation, il apparaît bien que la ségrégation sociale, très marquée dans la ville de Boston, ouvre la voie à un désavantage cumulatif en termes d'infrastructures marchandes ou publiques, de pauvreté, de violence, de crime, de monoparentalité, etc. L'incarcération qui touche une partie très substantielle des hommes de ces quartiers constitue une dimension supplémentaire de ce désavantage. Elle structure l'ensemble des relations sociales dans les quartiers où vivent les populations qu'elle cible le plus étroitement, contribuant à l'affaiblissement des ressources (économiques mais aussi sociales ou familiales) de ces populations. Obstacle à toute entreprise de « travail social » dans la mesure où elle frappe de privation d'un ensemble de droits les anciens détenus, elle constitue une forme d'organisation spécifique dont l'empreinte est en permanence visible. L'incarcération de masse, ou d'hyperincarcération (pour reprendre le vocable de Loïc Wacquant destiné à faire apparaître l'emprise de l'Etat pénal sur des fractions spécifiques de la population, à la fois définies par la race et par la classe), constitue bien une exception américaine dans la mesure où elle s'est édifiée depuis trente ans comme un mode de régulation spécifique de la pauvreté urbaine, associé aux politiques de *workfare* appliquées aux mères célibataires (Wacquant, 2011). Cette hyperincarcération s'est stabilisée à un très haut niveau historique. Elle fait aujourd'hui l'objet d'un questionnement, questionnement en partie lié à la prise de conscience de ces effets d'effritement du tissu social mais sans doute au moins autant à la crise des finances publiques locales qui conduit à mesurer le coût financier (sans même parler du coût social ou humain) de cette politique<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup>

Pour un exemple de « scepticisme » sur la pertinence des peines d'emprisonnement pour délits mineurs, voir : <http://www.nytimes.com/2012/12/12/science/mandatory-prison-sentences-face-growing-skepticism.html?pagewanted=all>

# Partie 1

---

## LE VOLONTARISME AMERICAIN A L'ÉPREUVE DE LA PAUVRETE URBAINE

---

### Introduction

Cette première partie a pour vocation de replacer l'objet d'études dans la littérature pléthorique qui existe sur la pauvreté urbaine. Loin de chercher à être exhaustive, ce qui est absolument hors de la portée d'un seul chapitre, voire d'un ou de plusieurs livres, cette série de remarques au sujet des développements de la littérature récente dans ce champ a pour objectif de mettre en relation une réflexion générale sur la construction du lien social aux Etats-Unis d'une part, les formes de construction sociale et les explications savantes de la pauvreté urbaine aux Etats-Unis de l'autre. Partant du constat de l'existence de deux vagues de recherche sur la pauvreté urbaine au vingtième siècle (Wilson et Aponte, 1985), nous nous concentrons sur la relecture des travaux de la deuxième moitié du siècle, c'est-à-dire, dans une large mesure ceux qui ont suivi et se sont positionnés par rapport à la publication du rapport « Moynihan » publié en 1965, *The Negro Family. A Case for Public Action*. A vrai dire, l'échelle temporelle couverte est beaucoup plus courte puisque nous nous contentons de ressaisir les inflexions les plus récentes de cette littérature. L'idée générale de cette première partie n'est pas de faire une histoire de la réflexion sociologique, déjà produite (O'Connor, 2002) mais bien plutôt de situer l'objet d'études empiriques dans le contexte épistémologique qui est le sien. En effet, les recherches font apparaître des déterminants sociaux, qu'ils soient matériels et symboliques incontournables pour comprendre les représentations, formes de vie et frontières symboliques des populations concernées par l'enquête.

Le premier chapitre aborde la question du lien social aux Etats-Unis. Il évoque brièvement les caractéristiques historiques et sociales qui contribuent à rendre compte du fait, établi de longue date, que les américains expliquent la pauvreté par des caractéristiques individuelles à un degré bien supérieur à celui des habitants des principaux pays européens. L'impact des racines religieuses, des formes d'organisation politique, mais aussi de la composition démographique est ainsi évoqué. Cette section se termine par une distinction entre l'individualisme et le volontarisme des américains. En suivant la thèse du sociologue Claude S. Fischer, nous montrons pourquoi ce dernier terme permet, mieux que celui d'individualisme, de rendre compte de la formation du lien social dans ce pays. Les enjeux épistémologiques et politiques de ce déplacement, minces en apparence, sont en réalité considérables.

Le second chapitre s'intéresse à la manière dont s'exprime, dans la période la plus contemporaine, un ensemble de « contradictions » de ce volontarisme au sujet de la pauvreté urbaine. Après le mouvement des droits civils, la ségrégation et l'oppression raciales ont changé de visage et se sont largement reportées sur la critique conservatrice du *Welfare*. Après l'entrée en masse des femmes sur le marché du travail, la « dépendance » envers une organisation familiale traditionnelle et « fonctionnelle » n'était plus de mise.

Ces deux phénomènes se sont produits au même moment où l'insécurité sociale s'est développée à un point tel qu'elle entraîne, pour la première fois depuis deux siècles, une rupture de cycle dans l'accroissement de la stabilité de la population américaine et une polarisation de classe croissante. Dans ce contexte, la mise en cause de la dépendance des populations les plus fragiles envers ce *Welfare* s'est appuyée sur la prééminence donnée aux facteurs culturels dans l'explication de la pauvreté.

Cependant, et c'est l'objet de la deuxième section de ce deuxième chapitre, issue d'une réflexion structuraliste (Wilson, 1978 et 1987), la recherche contemporaine a réinvesti ces dimensions culturelles dans l'explication de la pauvreté, en cherchant à éviter les effets d'homogénéisation et de stigmatisation inhérents à l'imputation de la pauvreté urbaine à des variables liées à l'organisation familiale ou à des traits comportementaux ou ayant rapport à l'état d'esprit des personnes. L'importance de l'identification de ces facteurs culturels ne s'arrête pas aux enjeux scientifiques. En effet, les représentations ordinaires de la pauvreté leur donnant, aux États-Unis, une importance considérable, les prendre en compte est une nécessité pour rendre compte des modes d'action publique ou philanthropique que nous étudierons dans le chapitre suivant.

La troisième section du deuxième chapitre vise enfin à faire apparaître un déplacement survenu récemment dans cette littérature riche et cumulative. En nous appuyant sur des articles, nous montrons en effet comment un déplacement du diagnostic est opéré par les chercheurs qui montrent que c'est moins l'absence de ressources au sein des quartiers que l'exploitation dont ils font l'objet par d'autres parties de la société qui explique la reproduction de la pauvreté. Ces réflexions invitent à intégrer les facteurs institutionnels à la réflexion sur la pauvreté urbaine.

## Chapitre 1 – Les Etats-Unis sont-ils un pays individualiste ?

Posée à ce niveau de généralité, la question semble largement dépourvue de signification. Et pourtant, elle ne peut pas être contournée. L'individualisme de la société américaine est une des caractéristiques la plus souvent mentionnée pour « expliquer » le fait, par exemple, que les pauvres sont considérés comme responsables de leur situation plutôt que de mettre en cause le fonctionnement socio-économique ou l'injustice sociale comme ce peut être le cas en Europe en général. Cet individualisme, auquel est souvent accolé l'épithète rude (« rugged»), serait notamment issu de l'expérience des colons, vivant une vie solitaire et semi-sauvage le long de la frontière qui s'est étendue à l'ouest du continent jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle (Turner, 1921). Les principales caractéristiques de cet individualisme supposé définir les Etats-Unis et leur spécificité culturelle peuvent se définir ainsi :

↳ La personnalité individuelle et la responsabilité en lieu et place de l'importance du groupe comme valeur fondamentale,

↳ Cet individualisme consiste d'abord dans le rejet de l'Etat et de l'intervention dans le domaine économique.

Des données d'enquête comparative internationale montrent en effet que les Américains sont plus prompts à interpréter le monde comme étant composé d'individus indépendants et autonomes. La vision qui fait de l'individu lui-même la source de sa situation économique en général et de sa pauvreté en particulier, découle de ce premier trait. De manière constante, les Américains sont deux fois plus nombreux que les Européens à penser que la paresse est responsable de la pauvreté (World Value Survey, V172). La notion de dépendance cristallise les représentations négatives de la pauvreté (Morel, 2000). Même si cette notion a recouvert plusieurs registres en fonction des périodes, celle-ci se déploie aujourd'hui de manière prioritaire dans le registre psychologique, faisant de la pauvreté le résultat d'une défaillance morale (Fraser et Gordon, 1994).

### 1 – Facteurs explicatifs d'un rapport individualisant à la pauvreté

Plusieurs éléments peuvent contribuer à expliquer cette spécificité. Aucun de ceux mentionnés ci-dessous n'est à lui seul suffisant, et sans doute ne constituent-ils pas, même réunis, une liste exhaustive, loin s'en faut. Il n'y a pas un facteur qui soit susceptible d'expliquer une culture. Le premier élément qu'il convient peut être de mentionner est que l'idée d'égalité n'a pas la même signification aux Etats-Unis et en Europe. Au risque de schématiser à outrance et d'ignorer une littérature philosophique qui a montré à quel point cette notion pouvait être ambitieuse, aux Etats-Unis, l'égalité s'interprète d'abord comme une *égalité des chances* et non comme une *égalité des conditions* (pour une perspective sur l'idée d'égalité aux Etats-Unis et en France, voir Rosanvallon, 2011). La contrepartie de cette vision de l'égalité est que les Etats-Unis se caractérisent également, et là se trouve peut-être la source la plus profonde de leur « individualisme », par une égalité des conditions entendue comme une perception égalitaire des rapports sociaux. Ce point, déjà mis en avant par Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique*, peut être interprété comme une forme de socialisme sociologique. A l'exception des relations raciales marquées par une inégalité radicale, dont la forme tient d'ailleurs peut-être plus de la caste que de la

classe par la différence anthropologique que la différence de race a longtemps signifié, les relations sociales sont marquées par une horizontalité qui tient sans doute à l'absence de legs aristocratiques.

Cette représentation des Etats-Unis comme une société égalitaire au XIXe siècle ne saurait être disqualifiée aujourd'hui, à titre de projection rétrospective sur ce pays de la situation actuelle au regard de la redistribution des revenus. En effet, même si Tocqueville souhaitait signaler le caractère aristocratique de la société française qui ressortait, de son point de vue, par contraste avec la nature plus contractuelle des liens aux Etats-Unis, le fait, historique que les Etats-Unis étaient, dans les premiers moments de leur développement, une société effectivement égalitaire, donne des arguments en faveur de la plausibilité de l'existence d'une telle perception du lien social. Les travaux les plus récents en matière d'économie historique ont en effet démontré que non seulement la distribution des revenus était plus égalitaire au début du XIXe siècle qu'elle ne l'est aujourd'hui. Ils ont, de plus, démontré qu'elle était également plus égalitaire qu'en Europe. Cela signifie que, même si Tocqueville a, à juste titre, insisté sur la perception égalitaire du lien social en vigueur aux Etats-Unis, celle-ci était rendue possible et soutenue par une société réellement plus égalitaire que les sociétés européennes de l'époque (Lindert et Williamson, 2011).

Cependant, cette caractéristique ne saurait être intégrée que comme un correctif à une vision qui ferait apparaître, de manière rétrospective, la thèse de Tocqueville comme déformée idéologiquement par les convictions libérales de leur auteur. Celles-ci existent bel et bien et les réflexions de Tocqueville sur l'assistance légale et le paupérisme sont là pour le prouver mais elles sont loin de résumer l'ensemble de sa pensée. De plus, l'égalité dans la perception du rapport social n'est pas simplement, comme le rappel des données de l'histoire économique ne peuvent le laisser penser, le reflet d'une situation donnée, intimement liée aux conditions de formation de la République américaine. Cette représentation égalitaire du lien social a en effet empêché la formation d'une vision sociale plus structurée autour de classes antagonistes, et ainsi puissamment contribué à l'explication individuelle de la pauvreté. Elle a été délibérément recherchée comme un moyen de maintenir des compromis politiques en vigueur quand la période de la modernité libérale restreinte (Wagner, 1996) est entrée en crise du fait de l'industrialisation et du développement d'une société de masse aux Etats-Unis comme dans le reste du monde occidental. En essayant de cerner la spécificité du capitalisme américain, l'historien Olivier Zunz explique ainsi de manière convaincante que la classe sociale a fait l'objet d'une naturalisation au moment de la naissance de la société de consommation de masse. Son analyse de la genèse d'une auto-représentation de la société américaine comme étant structurée autour d'une classe moyenne à la fois uniforme et stratifiée permet de comprendre en quoi l'analyse de Tocqueville conserve une pertinence, à condition de concevoir la perception égalitaire du lien social qui prévaut aux Etats-Unis, non comme le simple produit de l'absence originelle d'une aristocratie mais également comme celui du travail institutionnel et idéologique permanent grâce auquel la représentation de cette égalité d'opportunité est recrée<sup>12</sup>.

A partir de là, le premier élément à prendre en compte est l'importance des racines religieuses de la société américaine. Les Etats-Unis sont une société fondée sur le protestantisme radical. En matière de législation sociale, l'influence religieuse a été très forte

---

<sup>12</sup>

Nous disons bien la représentation car, en réalité, la mobilité sociale aux Etats-Unis n'est pas plus importante qu'en Europe.



et elle continue de s'exercer, notamment depuis que la réforme conservatrice de l'assistance instaurée en 1996 ait contribué à faire des groupes religieux un des acteurs centraux de la mise en œuvre des politiques publiques, déléguées de l'Etat fédéral aux Etats, puis des Etats aux autorités locales et des autorités locales vers ces groupes. Ce point a été largement documenté, il est à peine besoin d'y revenir. En individualisant la relation à Dieu, le puritanisme a produit une valorisation de l'indépendance individuelle, inimaginable dans les pays catholiques. Cependant, si, historiquement, les puritains ont eu une influence, c'est d'abord du point de vue idéologique, par le contractualisme qu'ils ont véhiculé et qui portait d'ailleurs en lui-même l'individualisation qui allait succéder à la fondation. Dans les pages très convaincantes qu'il consacre à la question de l'influence réelle des puritains sur la dynamique sociale de fond des Etats-Unis, Claude Fischer avance que la volonté des puritains de recréer une communauté représente une anomalie au sein de l'expérience coloniale. La dynamique sociale décisive de la société américaine est inverse de celle des autres sociétés modernes: celle-ci débute par une sorte d'anarchie individualiste le long de la frontière, l'influence collective des groupes ne se faisant sentir sur des individus d'abord dispersés que dans un second temps.

Replacée dans cette perspective, l'individualisation par déprise de la règle collective qui a caractérisé les sociétés puritaines (et l'ensemble des autres sociétés occidentales) est une dynamique inverse à celle de la société dans son ensemble. Si les puritains ont eu une influence, c'est d'abord du point de vue idéologique, par le contractualisme qu'ils ont véhiculé et qui portait d'ailleurs en lui-même l'individualisation qui allait succéder à la fondation.

### *1.1 – La fragmentation raciale*

La composition de la population joue de deux manières différentes sur l'Etat-providence. La première, et principale, est la fragmentation ethno-raciale. Celle-ci a été identifiée par la science politique comme un obstacle fort à la solidarité et à la redistribution. Ainsi, dans leur travail comparatif, Alberto Alesina et Edward Glaeser (2006) ont montré que l'existence d'une division raciale au sein de la classe ouvrière américaine avait empêché, dans les années 1920 et 1930, la constitution de coalitions progressistes sur le modèle européen développée par la théorie des ressources de pouvoir. Les développements récents témoignent de l'existence d'une telle corrélation négative entre solidarité et diversité. Les travaux de Robert D. Putnam (2007) sur la diversité et la communauté ont ainsi été la source d'une réflexion renouvelée mais qui réactualise un constat déjà établi à plusieurs reprises.

La question raciale contribue, avec d'autres facteurs, à relativiser l'importance de la pauvreté, rattachée par la société dans son ensemble à une altérité et donc susceptible d'être considérée comme une anomalie et non un problème structurel, alors même que la majorité des pauvres sont blancs – même si la proportion des Afro-Américains pauvres est largement supérieure à celle des blancs. Aujourd'hui, des stéréotypes raciaux sont communément associés à l'image du « mauvais pauvre », c'est-à-dire du pauvre non-méritant (Gilens, 2000). Le fait que la fragmentation raciale s'oppose à la construction de programmes sociaux ambitieux est suffisamment établie pour qu'il ne soit pas ici question de le remettre radicalement en cause. La littérature historique sur la formation de l'Etat social aux Etats-Unis invite cependant à prendre en compte le fait que, dès le début du vingtième siècle, la fragmentation raciale n'a pas tant résulté dans une absence

d'intervention que dans une *intervention sélective et hiérarchisée*. Le travail historique de Cybelle Fox a remarquablement montré que les blancs originaires d'Europe, les hispaniques et les Afro-Américains avaient fait l'objet, dans les premières décennies du vingtième siècle, de formes de traitement radicalement différentes (Fox, 2012). Cette racialisation des formes d'intervention s'est poursuivie, y compris à l'époque du New Deal et ont contribué à une construction des problèmes publics où la pauvreté, tout particulièrement quand les pauvres recourent à l'assistance est une condition particulièrement stigmatisante et dégradante. Nancy Fraser et Linda Gordon (1994) ont montré, après d'autres, que la dépendance qui structure le discours stigmatisant sur l'assistance est associée à des sous textes raciaux, largement hérités des périodes précédentes.

De ce point, l'importance croissante de l'intervention publique et l'implication également croissante de l'Etat fédéral au détriment des acteurs plus locaux dans le traitement de la pauvreté au vingtième-siècle n'ont pas éradiqué ce soupçon (voir Duvoux, 2013b). Aujourd'hui encore, les formes d'assistance les moins légitimes (*Temporary Assistance for Needy Families* ou *Food Stamps* qui s'adressent aux individus valides) restent les plus visibles dans un ensemble beaucoup plus complexe ou les prestations accordées aux invalides (*disabled*) ou sous forme de crédits d'impôts (*Earned Income Tax Credit*) jouent un rôle fondamental et, pour le dernier programme cité, croissant. A la fin du dix-neuvième siècle, les institutions de la Poor House jouissait d'un intérêt allant très au-delà de leur importance réelle (Ziliak et Hannon, 2000).

### 1.2 – Les facteurs institutionnels

Ces facteurs sont de différents ordres. Les premiers, et les plus importants tiennent à la structure fédérale de l'Etat américain. Les différences inter-étatiques ont, de concert avec la fragmentation ethno-raciale, contribué à la difficulté de l'élaboration d'un agenda politique progressiste en empêchant la formation de coalitions politiques susceptibles de les porter. L'action de l'Etat fédéral n'a cessé de se développer en matière sociale mais elle le fait de manière parfois ambiguë, notamment par le fait de mettre en œuvre des programmes, de manière de plus en plus récurrente sous la forme de crédits liés (*block grants*) qui donnent une certaine forme de flexibilité aux Etats. Outre ces éléments liés à la structure politique fédérale des Etats-Unis. D'autres, plus conjoncturels, liés à ce qu'il convient d'appeler « la » politique peuvent également être considérés. Ainsi, l'avènement du nouveau conservatisme au début des années 1980, marqué par l'élection de Ronald Reagan, a profondément transformé les représentations et modes d'action publique. La critique du *Welfare* a été au cœur des thématiques portées et la lutte contre les syndicats a eu des effets d'affaiblissement profond de capacité de défense des salariés du secteur industriel notamment. L'idée que le gouvernement n'est pas la solution mais qu'il est le problème a également contribué à la formation d'un nouveau consensus sur les limites à fixer aux prérogatives de l'Etat fédéral notamment. Même si, contrairement à ce qui était annoncé, le démantèlement de l'Etat-providence américain n'a pas été complet (Pierson, 1995), le reaganisme a eu pour effet de renverser une tendance d'un demi-siècle à l'édification de protections sociales de plus en plus substantielles et universelles, et ce, même si des facteurs culturels ont toujours imposé de strictes limites à l'adoption d'un revenu d'assistance pour les citoyens en capacité de travailler ou à celle d'un salaire minimum (Steenlands, 2008). Il a, comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre, réactivé des représentations anciennes, fortement morales, de la pauvreté.

Après ces éléments liés à « la » politique, il faut prendre en compte l'effet des politiques publiques et notamment l'importance prise par les exemptions d'impôts dans la redistribution. En effet, ces instruments, utilisés de manière de plus en plus massive, notamment en direction des franges les plus aisées de la population, sont relativement discrets et leur importance est peut-être sous-estimée de par le fait qu'ils ne sont pas des programmes de redistribution directe mais qu'ils sont souvent la contrepartie d'une action qui retourne, d'une manière ou d'une autre à la collectivité, même si c'est souvent au profit, indirect, des donateurs. La philanthropie fait ainsi partie des secteurs qui bénéficie d'exemptions d'impôts importantes, exemptions d'impôt qui vont d'abord aux plus riches donateurs. Un Etat-providence que personne ne connaît existe ainsi (Howard, 2008).

Enfin, une dernière hypothèse mérite d'être soulignée. Il s'agit de l'importance du localisme dans la vie politique américaine. Les politistes britanniques Nicola Lacey et David Soskice (2013) ont développé l'argument selon lequel la décentralisation de la politique sociale et criminelle aux Etats-Unis était le facteur explicatif majeur pour rendre compte des disparités territoriales et des indicateurs sociaux très dégradés de ce pays, en moyenne, dans les comparaisons internationales. En effet, selon eux :

*« Notre principal argument est que la décentralisation du système politique américain qui octroie une autonomie très large aux municipalités et qui règne sur un ensemble très large de décisions sur l'éducation, le logement, la justice criminelle à travers la compétition électorale, produit une dynamique de polarisation dans laquelle il est impossible d'obtenir un soutien politique stable pour des politiques intégratrices, sinon redistributives. Les électeurs moyens sont, de manière disproportionnée, des propriétaires votant pour des représentants qui maximisent la valeur de leur bien ainsi que la qualité des services dans leur environnement immédiat et qui sont réticents à voter pour de coûteuses infrastructures dont l'accès n'est pas restreint. A cette aune, il est rationnel pour les gouvernements locaux d'élaborer des politiques reposant sur un zonage strict en matière d'écoles, de logement social, de sécurité et – c'est l'exemple le plus extrême – de populations délinquantes enfermées dans le système carcéral. »*

Plusieurs points dans l'extrait suivant méritent d'être soulignés. Le premier est que l'incarcération est le signe le plus tangible de l'inégale distribution territoriale et raciale du coût de l'organisation d'ensemble, sociale, économique et politique de la société américaine, nous y reviendrons dans la dernière section du chapitre suivant. Le second point est que le caractère décentralisé de la vie politique américaine, que Tocqueville avait déjà signalé, est bien un des éléments explicatifs des inégalités sociales et des indicateurs qui manifestent l'écart extrême, au regard de la situation des autres pays occidentaux, entre les populations aux Etats-Unis. Le troisième, souligné par les auteurs, est que cette dimension d'organisation politique n'a produit tous ses effets de différenciation qu'au cours de la période de l'après-fordisme dans la mesure où les emplois industriels offraient aux populations peu ou pas qualifiées une voie d'insertion sociale alors que la société contemporaine valorise l'éducation supérieure et les capitaux de différents ordres qui permettent de l'obtenir. Pour comprendre la différenciation sociale et le degré qu'elle atteint aujourd'hui, il faut donc se replonger au cœur de l'organisation matérielle et symbolique de la société américaine.

## 2 – Le volontarisme américain

L'individualisme américain est donc une réalité puissamment ancrée dans les différentes structures matérielles, symboliques et institutionnelles de cette société. Il a notamment un effet puissant en matière de structuration des représentations populaires et des réponses à la pauvreté. Cependant, l'individualisme américain est peut-être une réalité plus complexe qu'il n'y paraît. Pour le démontrer, je m'appuierai sur un article de Claude Fischer publié en 2008 et consacré aux « paradoxes de l'individualisme américain »<sup>13</sup>. Le sociologue rappelle les traits soulignés au début de cette section sur l'individualisme américain : la prééminence qu'il accorde à l'individu sur le groupe d'une part, le rejet de l'Etat dans l'intervention économique de l'autre. Ces caractéristiques ne font aucun doute mais elles ne sont pas les seules. En effet, si l'on se réfère à l'analyse des comparaisons internationales, celles-ci offrent un tableau beaucoup plus complexe que ces traits « individualistes » ne le laissent supposer. En effet, lorsqu'ils sont interrogés sur la manière dont ils arbitrent entre les intérêts individuels et ceux du groupe, les Américains sont plus nombreux que les Européens à valoriser le groupe. De nombreuses données démographiques simples en attestent : les Américains fréquentent plus l'église, se marient plus, ont plus d'enfants, prennent part à un plus grand nombre d'organisations.

Pour résoudre cette contradiction, Claude Fischer affirme qu'il faut rechercher « la logique sous-jacente réconcilie les oppositions de surface ». Ce n'est pas l'individualisme, mais le volontarisme qui distingue la culture et la société américaines. Au contraire des autres sociétés qui reposent sur des communautés constituées à l'intérieur desquelles les individus naissent et auxquelles ils sont organiquement liés, les Etats-Unis définissent les groupes – avec l'exception décisive de la race – comme des associations volontaires. C'est volontairement qu'une personne appartient à un couple, un marié, une famille, un quartier, une église, etc. A la différence de l'individualisme, le volontarisme inclut, et même célèbre dit Fischer, l'affiliation au groupe. « Dans cette vision du monde, les individus recherchent l'accomplissement individuel à travers le groupe ». Cette nuance entre individualisme et volontarisme est tout, sauf sémantique. Elle est décisive pour comprendre les valeurs les plus profondément ancrées dans la société américaine (la foi et son expression publique par exemple), les formes sociales les plus fondamentales (et l'essor de la philanthropie en est sans doute le meilleur exemple), il n'est pas jusqu'aux formes politiques qui ne puissent trouver leurs racines dans ce mode d'organisation du lien social.

Pour saisir un certain nombre d'enjeux de cette thèse, il est possible de se référer à l'ouvrage *Made in America* publié en 2011 par le même auteur. A la suite des fresques existantes sur la mentalité américaine, que l'on songe, au-delà même du livre de Tocqueville *De la démocratie en Amérique* à celui dirigé par Robert Bellah, *Habits of the Heart*. Ce dernier livre classique, de 1985, écrit par un collectif de chercheurs affirmait que depuis la fondation de la Nation, l'individualisme s'était développé et avait érodé les liens communautaires, ce qui avait conduit les Américains à un état d'isolement et de mal être.

La thèse de Fischer s'oppose à l'idée du déclin de la communauté pour montrer, au contraire, la continuité de l'expansion du lien social volontariste. Pour le démontrer, la

---

<sup>13</sup> Fischer Claude S., (2008), « Paradoxes of American Individualism », *Sociological Forum*, Vol. 23, N°2, June. Dans cet article, le sociologue pointe les contradictions les plus manifestes des différentes caractéristiques du supposé individualisme américain telles qu'elles apparaissent dans l'ouvrage de Williams, Robin M. Jr., (1970), *American Society*, 3rd ed. New York: Knopf. pour finir par indiquer la solution qui lui semble la plus adéquate afin de résoudre ces contradictions.

démarche d'investigation des sociétés contemporaines cède la place à l'investigation historique et au recueil de données statistiques. Ces sources permettent à Fischer de déterminer la trajectoire d'évolution de la société américaine depuis sa fondation, en suivant les différents domaines explorés par une monographie classique, c'est-à-dire en repartant de l'infrastructure physique et matérielle pour atteindre l'étude des mentalités, après un détour par les groupes et les espaces publics. Le recours à l'histoire sociale se justifie pour répondre à des questions portant sur la sensibilité des Américains et son évolution au cours des derniers siècles. Sont-ils plus anxieux ou plus sceptiques que leurs ancêtres ? Pensent-ils et sentent-ils différemment au fil du temps ? L'ampleur de la tâche oblige l'auteur à un travail de sélection des données.

De manière cohérente avec ce questionnement, le propos se concentre sur l'Américain moyen et sur les figures dominantes de la société américaine (classes moyennes plutôt qu'élites et démunis; protestants plutôt que catholiques ou juifs; blancs plutôt que noirs ou hispaniques, etc.). Le grand mérite de l'auteur est de justifier de manière explicite ces choix et, par extension, le champ d'application de la dynamique d'ensemble qu'il met au jour. Car, malgré les évolutions historiques profondes qui ont marqué non seulement la deuxième partie du XIXe siècle (guerre civile et reconstruction) mais également le dernier tiers du xxe siècle (abolition de la ségrégation légale; entrée massive des femmes sur le marché du travail; déclin de la sécurité économique par le travail et fragilisation des familles modestes), une même dynamique traverse les péripéties de l'histoire : celle-ci se caractérise par un élargissement d'une solution adoptée dès la fondation de la société américaine pour régler la question des relations entre individu et communauté, le volontarisme.

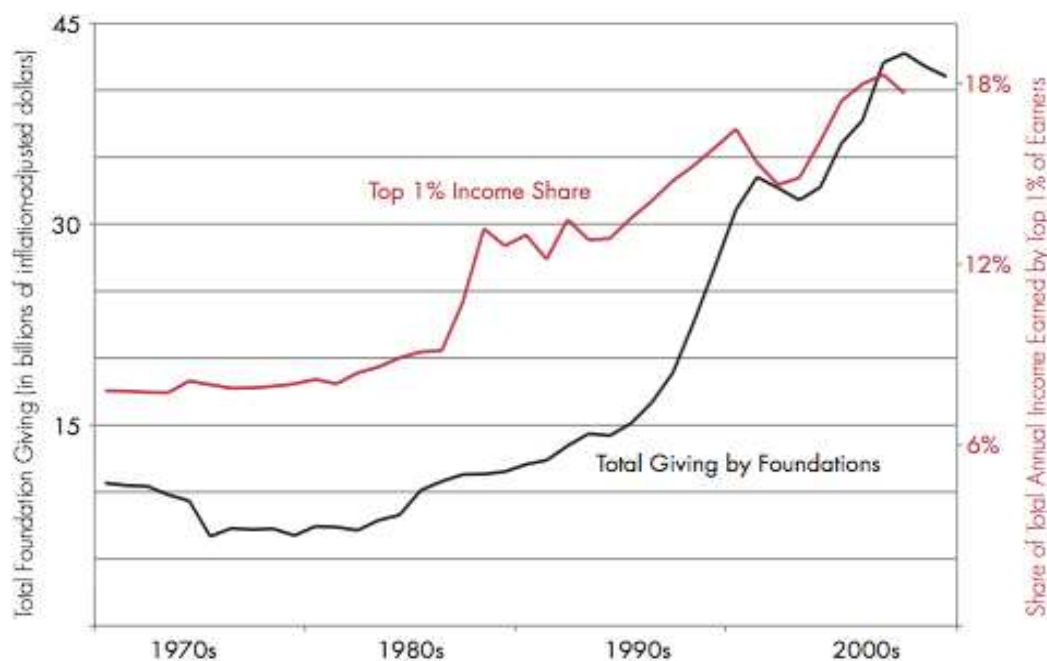
L'introduction du livre signale immédiatement les limites fortes que le recours à l'histoire des mentalités (constituée notamment à partir d'archives personnelles et judiciaires), à la sociologie économique ou aux séries longues de la statistique suggère par rapport aux thèses selon lesquelles des transformations radicales se seraient opérées dans l'esprit des Américains. Ceux-ci ont moins changé qu'on ne l'imagine couramment même s'ils ont, au cours de leur histoire, acquis des traits émotionnels (*emotional habits*) et des compétences cognitives (*cognitive skills*) qui leur permettent de participer plus pleinement au volontarisme de la société américaine. Le volontarisme américain apparaît donc en perpétuel développement. Cet essor est aussi bien quantitatif, puisque le volontarisme a progressivement atteint des populations qui en étaient initialement exclues (les femmes et certaines strates des minorités raciales notamment), que qualitatif puisque les modes de vie des Américains sont de plus en plus ancrés dans le volontarisme. En quoi consiste donc cette caractéristique fondamentale de la culture américaine ? Il s'agit d'abord d'une croyance dans l'idée que chaque personne est un individu souverain, indépendant et responsable de lui-même. À cette première idée en est associée une seconde : la personne ne peut s'épanouir qu'en investissant de manière soutenue et élective des groupes et communautés. La promotion historique de ce volontarisme est rapportée dans l'ouvrage à la culture matérielle, dans les deux premiers chapitres consacrés à la sécurité et aux biens, puis aux relations sociales elles-mêmes (l'étude des groupes) et enfin aux espaces publics et aux mentalités.

Le volontarisme se définit par l'adhésion volontaire de l'individu au groupe. Celle-ci débouche logiquement sur la liberté de le quitter et sur une exigence de loyauté au groupe tant que l'individu continue de décider d'en faire partie. Au cœur du volontarisme réside donc une *fragilité* structurelle du lien social, fragilité conjurée par de permanentes

manifestations d'unanimité et un conformisme qui peuvent parfois sembler à un observateur extérieur quelque peu forcés.

Le déplacement de l'individualisme au volontarisme se révèle, d'un point de vue politique et sociologique, porteur d'enjeux majeurs pour comprendre la société américaine contemporaine. D'une part, il contribue à expliquer pourquoi la philanthropie a pu se développer, non seulement comme une pratique élitiste mais également comme un phénomène de masse au sein de la société américaine. La participation sociale est valorisée et c'est en grande partie grâce à celle-ci qu'il est possible d'obtenir un statut social ou, à tout le moins de signifier son adhésion et sa mise en œuvre des normes sociales, malgré le caractère superficiel ou « formel » que cette participation peut revêtir dans certains cas.

Le volontarisme permet de rendre compte d'une matrice profonde de production du lien social. A l'opposé de l'échelle sociale, il permet de contribuer, avec de nombreux autres facteurs, à rendre compte du sens du renforcement considérable des inégalités dans la société américaine. En effet, les exemptions d'impôts accordées aux catégories les plus aisées de la population américaine et qui comptent pour une part importante de l'explication de l'augmentation des inégalités n'ont été rendues possibles et acceptées que parce qu'elles ont été accompagnées d'un investissement corrélatif dans diverses formes d'interventions volontaires et privées dans un ensemble d'actions à finalité sociale – en donnant à ce dernier adjectif une extension très large et indéfinie, de contribution à la société. L'individualisme supposé de ces catégories qui auraient fait peser leur poids politique supérieur à celui des autres groupes pour obtenir des réductions d'impôts, phénomène particulièrement bien documenté par la littérature récente en science politique (Gilens, 2012 ; Pierson et Hacker, 2011), ne suffit pas à comprendre l'ensemble des recompositions en cours dans les transferts sociaux et leurs modes de justification dans les Etats-Unis d'aujourd'hui.



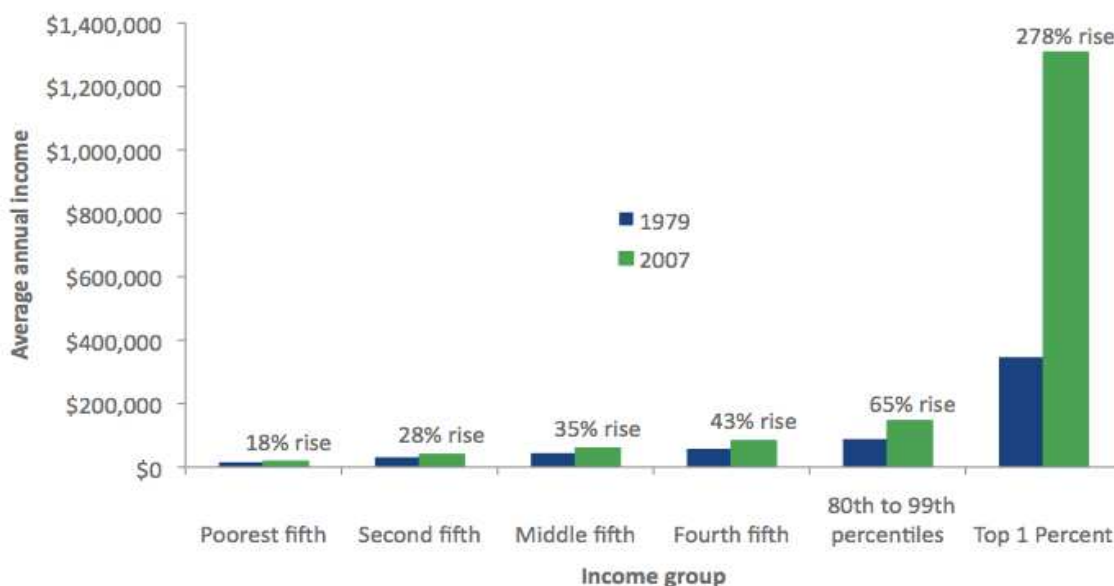
Source : Kevin Laskowski, « Philanthropy and Inequality : What Relationship ? », *Responsive Philanthropy*, Winter 2011/2012.

*Note de lecture* : du milieu des années 1960 au milieu des années 2000, le montant total des dons aux fondations (courbe noire) est passé, en dollars ajustés à l'inflation, de 10 milliards à plus de 40 milliards; sur la même période, la part du revenu annuel national détenue par le premier centile de la population (courbe rouge) est passé de 7 à 18 %.

Comme l'a suggéré Robert Reich, spécialiste de la philanthropie à l'Université de Stanford le moment politique actuel dans lequel se trouvent les Etats-Unis et dont la genèse remonte aux années 1980, consiste dans une conversion par les catégories les plus aisées de leurs impôts en dons pour bénéficier des retombées matérielles et statutaires de cet « investissement » de plus en plus explicitement présenté comme tel (sans parler de la lutte entre élites qui se joue à travers la philanthropie, voir Nicolas Guilhot, 2005). Au risque de pousser trop loin l'interprétation, on peut dire qu'aux Etats-Unis, le groupe valorise le sacrifice de l'individu en conférant à celui qui s'engage au profit de la communauté un statut valorisant et que ce statut accroît en retour la contribution de ceux qui ont obtenu un statut particulier et rend leur vision du groupe plus positive (Willer, 2009). Ainsi, c'est le don à la société, rendu possible par la captation d'une partie des ressources autrefois fiscalisées, qui justifie, *en dernière instance* (en retournant ainsi la sémantique marxiste pour signaler et souligner l'importance des aspects symboliques et non seulement matériels pour rendre compte des rapports les plus directement monétaires), les inégalités auxquelles la société américaine a consenti et consent toujours.

### **3 – Les inégalités sociales aux Etats-Unis**

En effet, la philanthropie peut contribuer à justifier les inégalités sociales, mais elle ne peut le faire qu'une fois que celles-ci se sont constituées. Or, c'est bien un aspect important de l'étude ici entreprise que de comprendre la dynamique sociale d'ensemble dans laquelle les transformations de la pauvreté sont interprétées. En effet, le développement des inégalités sociales s'explique, aux Etats-Unis, avant tout par une explosion des revenus des plus riches et la stagnation de toutes les autres catégories sociales. Ainsi, l'observation de la dynamique des revenus fait apparaître le décrochage de la partie la plus riche de la société. Le 1 % les plus riches a vu ses revenus croître de 278 % sur la période 1979-2007 quand les 20 % les plus pauvres ont vu leur revenu croître de « seulement » 18 % sur la même période.



Source: Calculations from Congressional Budget Office, "Trends in the Distribution of Household Income Between 1979 and 2007," Washington, D.C.: CBO, October 2011.

Source : Economic Policy Institute ;

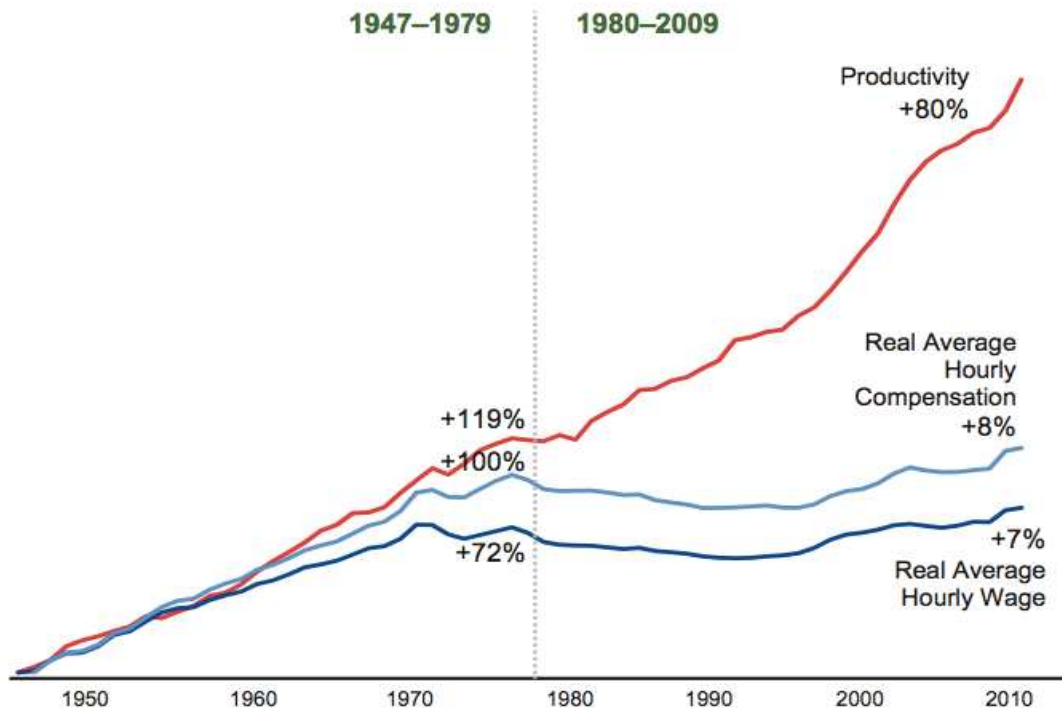
*Lecture* : vertical : revenu annuel moyen ; horizontal : groupe de revenus (Quintiles 1 à 4 ; 80 à 99 % ; 1 %).

Cette augmentation est liée à un ensemble de transformations d'ensemble : globalisation économique, déclin du syndicalisme, dérégulation de l'emploi, nouvelles technologies. Ceci dit, comme Jacob Hacker l'a souligné dans son ouvrage *The Great Risk Shift*, ce sont bien des choix politiques qui ont contribué à nourrir ces inégalités, de concert avec la volatilité et l'incertitude économiques croissantes des catégories intermédiaires et la déstabilisation avancée des plus modestes. Ces choix politiques trouvent leur origine dans les orientations prises par Ronald Reagan au début des années 1980. Au risque d'être trop schématique, celles-ci ont facilité la concentration des revenus parmi les détenteurs du capital, au détriment de la rémunération du travail. Ainsi, le graphique suivant fait apparaître le décalage dans le partage des gains de productivité. Il apparaît nettement qu'à partir du début des années 1980, la croissance des salaires réels et des revenus des salariés ont stagné alors que la productivité, elle, n'a cessé de croître. Il y a bien là une rupture historique.



## The Great Prosperity / The Great Regression

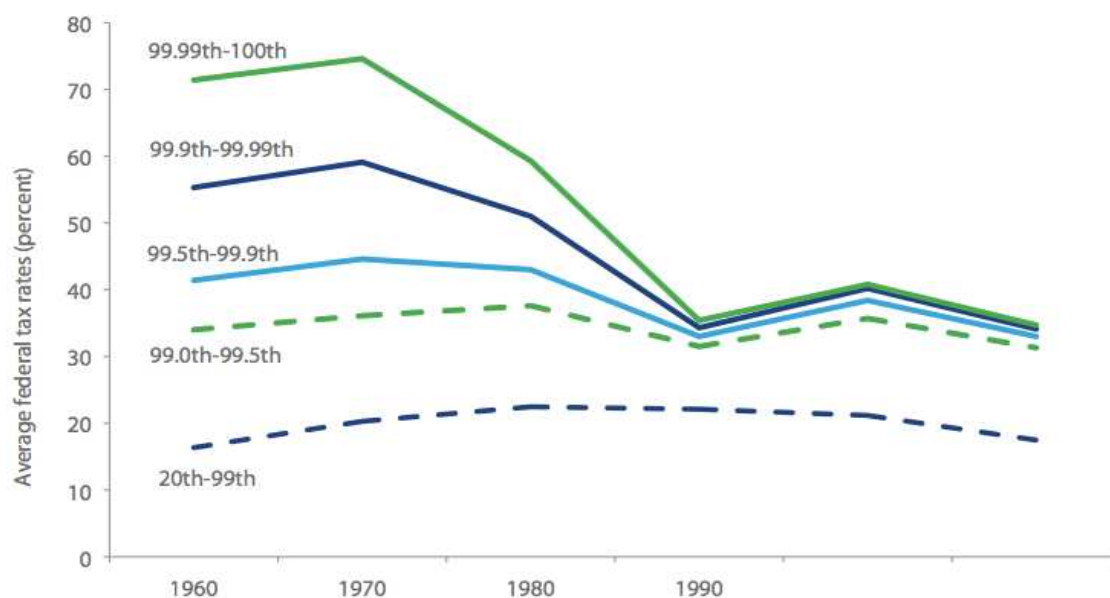
### Changes in Productivity and Earnings US, 1947–2009



Source : US Bureau of Economic Analysis, adapté de *The Boston Indicators Report* 2012.

Lecture : « La grande prospérité / la grande régression : changements dans la productivité et les gains aux Etats-Unis, 1947-2009. Ligne du haut : productivité ; ligne du milieu : revenu moyen horaire des salariés ; ligne du bas : salaire moyen horaire réel.

Ces inégalités sociales très importantes se manifestent par une polarisation des emplois entre une masse d'emplois très précaires et dépourvus de protection sociale d'une part et des emplois très qualifiés et très bien rémunérés de l'autre. Plus d'un salarié sur cinq et une salariée sur trois vivent avec un salaire équivalent au niveau de la pauvreté (environ 22 000 dollars annuels pour une famille de 2 adultes et 2 enfants). Le dernier point, bien mis en lumière par Saez et Piketty (2003) tient dans le caractère régressif des évolutions fiscales depuis le début des années 1980. On voit ici que les taux d'imposition des plus hauts revenus ont fortement baissé pour se rapprocher de ceux appliqués aux autres catégories :



Source: Economic Policy Institute analysis of Thomas Piketty and Emmanuel Saez, "How Progressive Is the U.S. Federal Tax System? A Historical and International Perspective," *Journal of Economic Perspectives* 21(1):3-4, 2007. <http://elsa.berkeley.edu/~saez/piketty-saezJEP07taxprog.pdf>

Enfin, les inégalités constituent un champ de réflexion considérable aux États-Unis. Le succès des ouvrages comme ceux de Timothy Noah, *The Great Divergence* (2010) l'ont attesté. La mobilisation et l'influence des plus riches ont été démontrées comme étant à la source de cette explosion des inégalités même si une grande prudence doit prévaloir dans l'interprétation<sup>14</sup>.

## Conclusion

À titre de conclusion, parler du lien social aux États-Unis en terme de volontarisme permet de comprendre la nature du « rêve américain » qui façonne l'idéologie nationale et contribue de manière décisive, dans le contexte de notre étude, à expliquer les ressorts de l'adhésion des populations, même les plus pauvres, à l'idée que la volonté de l'individu est souveraine et lui permet de s'avancer dans la société. Celui-ci porte en son centre la *croissance* dans cette capacité de l'individu à dépasser les contraintes structurelles qui pèsent sur lui. Mais il ne peut le faire qu'en s'associant aux autres et en participant à la société. Ce sont les formes de participation à la société auxquelles ce rapport sera consacré dans ses deux dernières parties.

Cependant, au regard de cette tendance historique au développement du volontarisme, la période contemporaine (celle qui s'est ouverte à partir de la deuxième moitié des années 1970), est ambivalente. Celle-ci s'est en effet ouverte par la remise en cause des principales

<sup>14</sup> Pour une synthèse de la littérature récente en sciences politiques, voir Isaac Martin, « Plutocracy in America » dans *BooksandIdeas.net* : <http://www.booksandideas.net/Plutocracy-in-America.html>

barrières à la participation sociale des groupes tenus en marge de la pleine participation à la vie économique et politique (femmes et Afro-Américains). Dans le même temps, elle a vu le développement d'une insécurité sociale (Hacker, 2006) massive, d'une concentration des revenus chez les plus riches sans équivalent depuis le début du vingtième siècle et une érosion, très différenciée selon les classes sociales (Fischer et Mattson, 2009), de la stabilité progressivement acquise au vingtième siècle. Dans le contexte d'un affaiblissement progressif des barrières légales à la participation des populations – femmes et minorités notamment – c'est bien aux populations elles-mêmes que la responsabilité de leur fragilisation économique et sociale a été imputée. Une interprétation conservatrice de l'idée de culture de pauvreté s'est imposée et a conduit à une réforme d'ampleur de l'Etat-providence américain.

## **Chapitre 2 – Les rapports ambigus de la culture et de la pauvreté**

### **Revue de littérature étatsunienne**

Ce deuxième chapitre étudie les relations entre culture et pauvreté à partir d'une revue de littérature. Même si la culturalisation de la pauvreté – c'est-à-dire l'insistance sur ses manifestations culturelles plus que sur ses causes socio-économiques – est permanente depuis le début du vingtième siècle aux Etats-Unis, nous repartirons des débats qui se sont développés depuis la fin des années 1960 au sujet des populations Afro-Américaines des centres-villes (*inner-cities*). C'est à leur sujet qu'une littérature s'est développée, à la suite notamment de la parution du « rapport Moynihan » en 1965. Pourtant, depuis lors, l'étude des dimensions culturelles de la pauvreté s'est imposée. Celle-ci est désormais articulée aux dimensions structurelles et institutionnelles qui permettent de rendre compte de la pauvreté urbaine.

#### **1 - Une lecture conservatrice de l'idée de « culture de pauvreté »**

Les relations entre culture et pauvreté ont pendant longtemps été pensées dans le cadre de la thèse d'Oscar Lewis. Cet anthropologue, dont les monographies de familles pauvres ont connu un succès mondial, définissait la culture de la pauvreté comme un ensemble de valeurs, d'attitudes et de comportements, essentiellement différent de celui des classes moyennes, adopté en réaction à des circonstances qui ne permettent pas de s'intégrer dans la société. Devant vivre au jour le jour, les pauvres se replient sur le présent ; n'ayant que peu d'opportunités de promotion sociale, les pauvres abaissent leurs aspirations ; les hommes ne pouvant nourrir leurs foyers, ceux-ci sont tenus par les femmes, etc. Par la suite, les enfants s'appropriant ces modes de vie et attitude, l'adaptation aux circonstances extérieures se transformerait en un mode de vie pérenne qui interdirait aux descendants de profiter d'une éventuelle transformation des circonstances extérieures.

Cette thèse a fait l'objet de débats passionnés parce qu'en proposant une définition de la culture, elle s'inscrivait au cœur d'enjeux théoriques âprement disputés. Cependant, c'est en raison de ses enjeux politiques qu'elle a suscité le plus de passions. En effet, quoique Lewis lui-même en ait pensé, s'il est difficile de ne pas constater la spécificité des comportements, des attitudes et des valeurs des pauvres, il est sans doute encore plus difficile, pour des intellectuels progressistes, d'accepter l'idée que, puisque ce n'est pas le déficit d'opportunités qui explique la pauvreté, mais bien la culture, même une amélioration de l'offre institutionnelle n'améliorerait pas la situation des pauvres.

La thèse de la culture de la pauvreté contiendrait donc une incitation au fatalisme, sinon une tendance à « blâmer la victime », selon l'expression consacrée à cette occasion (Ryan, 1970), en plaçant dans la personne du pauvre elle-même les mécanismes producteurs de sa situation défavorisée quand il ne s'agit pas tout simplement de naturaliser les comportements d'un groupe ethnique ou racial.

Aux États-Unis, la fortune qu'a connue la notion de culture de la pauvreté est indissociable de la dégradation profonde des ghettos noirs dans les années 1960 et 1970, avec l'augmentation du nombre de naissances illégitimes et le recours croissant des mères célibataires au principal dispositif d'aide sociale américaine : l'Aid to Families with Dependant Children (celui-là même qui fut radicalement transformé par la réforme de l'assistance de 1996). Elle date notamment de la publication du rapport de Daniel Patrick

Moynihan, *The Negro Family. A Case for Public Action* (1965). L'ambition de Moynihan était d'expliquer comment l'esclavage avait conduit à une désagrégation des institutions de la communauté noire. La désorganisation sociale constatée dans les *inner-cities* était due selon lui à la dissolution des institutions de la communauté noire, au premier rang desquelles la famille, dans laquelle les femmes tenaient de plus en plus le premier rôle. Or, l'idée d'une sous-culture des Noirs du ghetto a fait l'objet d'une récupération systématique par la critique conservatrice de l'État-providence qui est devenue dominante. Cette interprétation culturaliste de la pauvreté s'est diffusée de concert avec la rhétorique conservatrice de l'ère Reagan qui réaffirmait les valeurs morales de l'Amérique. La culture de la pauvreté est devenue la culture du *welfare* à mesure que celui-ci était critiqué. Pour les critiques du *welfare*, les « chèque » de l'assistance, considérés comme un dû par des populations ayant perdu tout sens de la responsabilité sociale, incitaient à ne pas travailler et à faire des enfants hors mariage. L'idée d'une *underclass* urbaine s'est imposée pour décrire – et expliquer – le cortège de violences et de trafics de drogue qui se sont développés à des niveaux sans précédent dans les ghettos des centres-villes dans les années 1980 et 1990, avant de refluer – et de se déplacer vers les suburbs dans les années 2000. Cette récupération de la thèse de la culture de la pauvreté dans le cadre d'une rhétorique réactionnaire d'une très grande violence, a conduit à un abandon pur et simple du champ de recherche des facteurs culturels, et d'abord des formes familiales, des populations pauvres dans les grandes métropoles.

Le rapport Moynihan peut être considéré comme précurseur de cette vision conservatrice et culpabilisante des pauvres. Cependant, est-ce le rapport ou la forme de publicisation, extrêmement sélective, des thèses de celui-ci qui est en cause ? L'insistance de Moynihan sur l'importance du passé esclavagiste dans l'explication de l'instabilité de la famille noire a été remise en cause par Gutman (1971), avant que cette remise en cause ne soit elle-même critiquée par des relectures serrées des données du recensement sur lesquelles ce dernier s'appuyait. In fine, l'idée d'une famille Afro-Américaine stable après l'esclavage est sujette à caution et la critique formulée à l'égard de Moynihan elle-même en partie suspendue. Cette insistance lui a également été reprochée dans la mesure où certains ont considéré qu'elle exonérait la société américaine des formes contemporaines de racisme, de discrimination et de ségrégation qu'elle mettait en œuvre et reportait la responsabilité de la pauvreté sur ceux qui la subissaient (Steinberg, 1981; Ryan, 1971). Des conservateurs ont, il faut dire, opéré une lecture très sélective du rapport (Banfield, 1967), invisibilisant l'insistance de Moynihan sur le sous-emploi subi par les Afro-Américains les plus fragiles, à une époque où le mouvement des droits civils les avait isolés des strates les plus stables de leur groupe racial qui avaient pu accéder à l'habitat pavillonnaire.

De manière générale, le contexte de réception du rapport a radicalisé les opinions qui se sont exprimées à son sujet. Aujourd'hui, celui-ci est considéré comme prophétique dans la mesure où il anticipait un mécanisme causal entre la dégradation du marché du travail (Sampson, Massey, 2009) et la décomposition de la famille qui s'est, depuis sa publication, étendu bien au-delà des frontières de la catégorie de population au sujet de laquelle il avait initialement été identifié. Sur ce point sensible des implications politiques des thèses contenues dans le rapport Moynihan et de la postérité qu'elles ont eues, que l'idée selon laquelle ce serait l'instrumentalisation politique, à des fins conservatrices du rapport, et non celui-ci qui devrait être incriminé, est, en soi, une thèse. Les enjeux de celle-ci dépassent le contexte américain (Fassin et Fassin, 2010) car, du sens que l'on donne au rapport Moynihan en faisant de lui un instrument de responsabilisation des pauvres (noirs) ou, au

contraire, de mise en lumière de la complexité des causes qui les accablent, dépend souvent largement l'identification d'un propos sur le spectre politique.

### *1.1 – Elargir la perspective : l'impact des transformations sociologiques profondes*

Le néolibéralisme se caractérise par la responsabilisation des plus pauvres. Dans le contexte américain, l'imputation de la pauvreté urbaine aux comportements, notamment familiaux, et à la culture de la dépendance supposément engendrée par l'aide sociale, destinée en priorité, dans ce pays, aux familles monoparentales, ont constitué l'interprétation dominante de la dégradation des conditions sociales dans les centres-villes urbains. Des recompositions importantes ont eu lieu à partir des années 1970 et ce sont elles qui nous intéressent en premier lieu. Les transformations des grands équilibres macro-économiques et le développement subséquent des inégalités sont des phénomènes désormais bien connus. Le fait que deux mouvements sociaux de grande ampleur aient eu lieu l'est tout autant. Le rapprochement entre ces évolutions macrosociales et les transformations des représentations de la pauvreté urbaine et des réponses apportées, s'il n'est pas entièrement inédit, est moins souvent abordé.

Ainsi, depuis les années 1960 et 1970, deux populations auparavant maintenues à l'écart de tout ou partie des principales institutions de la société américaine, qu'elles soient politiques ou économiques, ont vu leurs conditions radicalement transformées. Ainsi, les femmes sont entrées massivement sur le marché du travail depuis plusieurs décennies. Il existe aujourd'hui d'ailleurs de très fortes inégalités non seulement entre les hommes et les femmes mais également entre les femmes elles-mêmes (MacCall, 2001). Seule leur participation croissante au marché du travail a permis aux familles de classe moyenne de maintenir leur statut (Hacker, 2006). Cette participation n'est pas allée sans fortement redéfinir les rapports de genre et ce même si les inégalités entre hommes et femmes restent profondément ancrées et structurantes dans les interactions quotidiennes, ce qui détermine une inégalité profonde dans l'accès aux ressources les plus élevées et aux positions les plus valorisées (Ridgeway, 2011).

L'autre population concernée par une transformation de son statut est évidemment la minorité afro-américaine qui a obtenu, à l'issue du mouvement des droits civiques, l'entièreté des droits civils et politiques, ainsi que l'interdiction des formes de ségrégation légale qui subsistaient dans différents domaines de l'espace public. Plusieurs décisions de la cour suprême ont entériné la fin de la ségrégation au milieu des années 1960.

Les Afro-Américains ont pu, pour une partie d'entre eux, connaître une forme de mobilité sociale et spatiale. Cependant, cet accès à la pleine participation à la citoyenneté civile, économique et politique a eu deux effets indirects plus problématiques. Le premier est d'avoir contribué à l'isolement croissant de la fraction la plus désavantagée des afro-américains. Le sociologue William Julius Wilson évoque ainsi le départ des classes moyennes afro-américaines des quartiers de centre-ville et les effets de désorganisation auxquels il a pu contribuer<sup>15</sup>. Par ailleurs, l'autre aspect, extérieur à la communauté afro-américaine en tant que telle est la recomposition du racisme qui s'est opérée à la suite du mouvement des droits civiques qui a, pour ainsi dire, banni de l'espace public, les expressions

---

<sup>15</sup> Wilson, William Julius, (1987), *The Truly Disadvantaged. The Inner-city, the Underclass and Public Policy*, University of Chicago Press.

de formes « ouvertes » ou directes de racisme. Celles-ci ont été remplacées par des formes plus subtiles de racisme, passant notamment par la dénonciation de la culture des afro-américains et par leur négligence morale qui les maintient dans leur état de pauvreté. Nancy Ditomaso (2013) montre bien les recompositions des attitudes raciales des blancs à l'issue du mouvement des droits civils. C'est bien une culturalisation du racisme qui s'est opérée à partir de ce moment-là. La référence à la race est devenue indirecte et elle met d'abord en avant les comportements. Elle s'est focalisée sur la critique du *Welfare*. La « dépendance » qui a pu, notamment dans le cadre de l'équilibre asymétrique de la famille nucléaire reposant sur une complémentarité, recouvrir des significations positives est devenue entièrement négative et a été intégralement psychologisée. Elle est devenue le terme dans lequel la justification des inégalités de classe, de race et de genre s'est concentrée. Les jeunes mères célibataires Afro-Américaines déviantes vivant, au crochet du *welfare* dans les *inner-cities* et utilisant le système contre leur propre intérêt à long terme figurant cette coalescence de préjugés divers. Le point que nous voudrions souligner est que ce sont bien les contradictions internes du volontarisme qui s'expriment à travers cette opération de report, sur la partie la plus fragilisée de la population, de la responsabilité de phénomènes sociaux beaucoup plus larges, au premier rang desquelles le déclin des formes d'organisation familiales traditionnelles.

### 1.2 – Une vision conservatrice de la pauvreté

Le théoricien conservateur le plus influent est sans aucun doute Charles Murray. Son livre *Losing Ground* (1986), publié quelques années seulement après l'élection de Ronald Reagan, a marqué les esprits (il alla jusqu'à susciter des critiques chez les républicains) en affirmant que c'étaient les politiques sociales de la « grande société » promue à partir des années 1960 qui étaient responsables du développement de comportements antisociaux. L'argumentation de Murray est assez simple, voire simpliste : les politiques publiques de l'Etat social ont donné la possibilité aux individus de développer des comportements (retrait du marché du travail, naissances hors mariage) allant à l'encontre de leur intérêt à long terme dans la mesure où ils s'opposent aux valeurs fondamentales de la société. Cette vision qui assume de manière frontale l'idée d'une culture de la pauvreté et fait porter sur le déclin de la famille la responsabilité de la plupart des problèmes sociaux a trouvé une forme de consécration dans la réforme de l'assistance de 1996. L'influence décisive du *welfare* n'a jamais été démontrée. Son retrait n'a pas entraîné la fin des comportements mis en cause.

Même s'il est le plus connu, Charles Murray n'est, et de loin, pas le seul, penseur conservateur en matière de politiques sociales et familiales aux Etats-Unis. Deux autres noms importants peuvent être associés à ce courant. Le premier est Lawrence W. Mead. Celui-ci attribue par exemple les difficultés que les Afro-Américains rencontrent sur le marché du travail à une sous culture de défaitisme et de résistance (1992). Il affirme ainsi que le défaitisme des afro-Américains s'exprime à chaque fois qu'ils rencontrent des difficultés à trouver et à garder un emploi. Confrontés à celles-ci, les Afro-Américains, selon Mead, se réfugient dans une mise en cause des autres ou du système, des employeurs qui les discriminaient. Ils arrêteraient alors leurs efforts et attendraient des autres qu'ils améliorent leur situation à leur place. Cette culture serait transmise génération après génération comme un legs de l'esclavage. Ces explications sont contestables à de nombreux points de vue, tant du lien à l'esclavage que pour rendre compte de l'augmentation du chômage entre les années 1960 et 1990 par exemple, elles n'en restent pas moins significatives de la manière dont les théoriciens conservateurs nient les facteurs structurels

qu'ils soient économiques ou politiques dans le destin particulièrement défavorisé des Afro-Américains. Les travaux de Lawrence W. Mead montrent que le conservatisme ne s'oppose pas nécessairement à l'intervention de l'Etat. Celui-ci ne soutient pas un retrait de l'Etat mais une intervention de celui-ci pour appliquer des valeurs telles que l'éthique du travail. Le constat est inverse à celui des libéraux (c'est-à-dire des progressistes), le problème des pauvres n'est pas qu'ils manquent de liberté, mais qu'ils en ont trop.

Enfin, le criminologue James Q. Wilson (2002) affirme que l'ensemble des problématiques sociales qui affectent notamment la communauté noire sont liées au développement du divorce et des naissances hors mariage, et sont le produit indirect de la tolérance occidentale envers la cohabitation. Pour Wilson, la séparation sociale entre des familles soudées et remplissant leurs différentes obligations sociales et d'autres qui s'enfoncent dans les comportements anti-sociaux tient à l'effondrement de la famille et au développement du divorce et des naissances hors mariage. Si l'existence d'une corrélation entre composition familiale et cumul de difficultés sociales est difficilement contestable, l'imputation causale et surtout les remèdes proposés (le mariage) le sont beaucoup plus. L'angle d'approche des problèmes sociaux qui ne peuvent, dans cette perspective être réduits que par une restauration de la famille, est très significatif.

La convergence de la pensée et des orientations de ces auteurs a donné à ce mouvement les contours d'une offensive idéologique, véritable offensive de modernisation (Wagner, 1996) destinée à accréditer l'idée que l'individu est un individu responsable, autonome et maître de son destin et que l'Etat social est un frein par rapport à cette représentation normative. Il s'agit bien là d'une tension interne au volontarisme, soulignée partout où l'Etat-providence s'est développé : par la sécurité qu'il donne aux individus, celui-ci leur fait paradoxalement perdre le sentiment de leur interdépendance (Gauchet, 1992 ; Fischer, 2011).

### *1.3 – Le changement dans les représentations politiques*

Le résultat fut une transformation de la façon dont les élites se représentent la pauvreté. Celle-ci a été étudiée par Joshua Guetzkow (2010) à partir des discours sur les programmes de lutte contre la pauvreté prononcés au Congrès à deux périodes charnières : celle de la « Grande société » d'abord, l'époque où Johnson avait déclaré une « guerre inconditionnelle à la pauvreté » (1964-1968), moment clé de la mobilisation d'un ensemble d'experts de la pauvreté, ensuite la période « néo-libérale » d'offensive contre les programmes de la Grande société (1981-1996). S'appuyant sur un état des recherches sur la relation entre idées et politiques sociales, ces études ont un point commun : mettre en relation l'étendue et la générosité du filet de sécurité avec la représentation du « mérite » des pauvres (*deservingness*). Si ce point est important, il ne permet pas, selon l'auteur, de répondre à deux questions clés : comprendre le changement des politiques sociales d'une part, et le développement d'instruments de lutte contre la pauvreté d'autre part. Evoquant ainsi la réforme de l'AFDC (*Aid to Families with Dependent Children*) et sa transformation en TANF (*Temporary Assistance for Needy Families*), il rappelle que ses promoteurs ne se sont pas contentés de décrire les pauvres comme non-méritants (*undeserving*) mais les ont représentés comme des victimes d'un filet de sécurité dont la générosité les aurait poussés dans la dépendance. Dans cette perspective, c'est faire acte de compassion envers ces pauvres que d'imposer de strictes limites temporelles au bénéfice de l'aide sociale comme cela fut fait. Il faut reconsidérer les conceptions politiques de la pauvreté dans des « catégories culturelles de la valeur » plus fines.

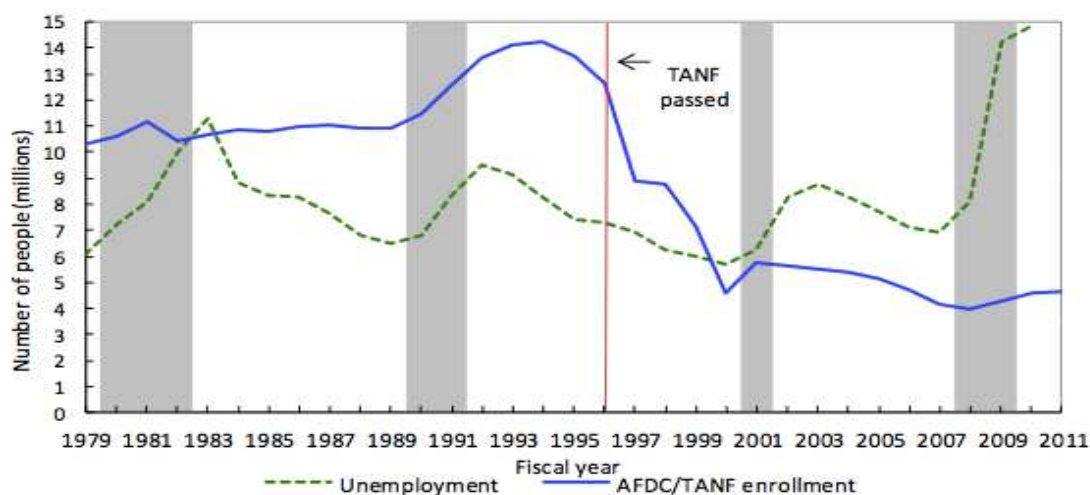


Son travail d'analyse du discours politique en remontant à la source lui permet de dépasser ces notions de *deservingness/undeservingness* comme des catégories plus importantes pour les sciences sociales qui cherchent après coup à donner sens aussi bien aux évolutions qu'aux acteurs politiques eux-mêmes. L'auteur s'attache à montrer, à partir du concept de « cadre » (frame) que, dans les deux périodes étudiées, les réponses correspondent à la manière dont le législateur façonne les causes de la pauvreté et les capacités et motivations des pauvres. Dans les années 1960, c'est l'effondrement de la communauté qui est tenue pour responsable de la pauvreté, mais les problèmes psychologiques que rencontrent les Noirs sont rattachés à la limitation de leurs opportunités de s'intégrer dans le courant central. Les pauvres étaient vus comme des victimes désarmées et désespérées de transformations économiques et de discriminations. La société était vue comme responsable de leur sort. Ceux qui voulaient s'en sortir ne le pouvaient pas. Ceux qui ne le voulaient pas ou plus étaient les victimes d'un contexte qui les empêchait de développer des valeurs convergentes avec le reste de la société.

Dans la période néolibérale, ce sont les individus eux-mêmes qui sont tenus pour responsables de leur pauvreté, les valeurs qui leurs permettraient de faire les bons choix leurs font défaut. La dissolution de la famille est considérée comme le résultat de l'action du gouvernement dont la générosité produit une dépendance envers l'aide sociale – c'est-à-dire produit le maintien dans la pauvreté – en même temps que d'autres maux (dépenses ; croissance ralentie, etc.) Dans les années 1980 et 1990, c'est le *welfare* lui-même et non plus la pauvreté qui devint le problème, la maladie à guérir. La croissance des naissances hors mariage chez les adolescentes (noires) américaines est l'indice d'une culture de la dépendance dont on redoute la reproduction intergénérationnelle – quand bien même rien n'atteste celle-ci.

Si la pauvreté est perçue comme l'absence ou la perte des valeurs du courant central de la société (les valeurs familiales et l'éthique du travail), les pauvres sont décrits comme des acteurs rationnels qui s'adaptent aux incitations perverses de l'aide sociale. Celle-ci incite à concevoir des enfants hors des liens du mariage et détourne du travail.

La principale manifestation politique de ce tournant fut la réforme de l'assistance de 1996. A cette occasion, l'AFDC a été transformée en *Temporary Assistance for Needy Families*. A l'occasion de la réforme de 1996, le programme a connu différentes transformations parmi lesquelles certaines étaient spécifiquement liées à l'instauration d'une obligation de contrepartie en travail. Celle-ci est appliquée de manière différenciée en fonction des Etats et de la race des allocataires : plus sévère au Sud et pour les Noirs ; moins strict au Nord-Est et pour les femmes blanches. D'autre part, une limitation à cinq ans de la possibilité de bénéficier de la prestation a été fixée. Enfin, le programme a été transformé en « *block-grant* », en fond que les Etats peuvent utiliser de manière plus autonome et flexible.



Sources: Administration for Children and Families, Bureau of Labor Statistics, and National Bureau of Economic Research.  
 Note: Gray bars indicate recessions.

Source : Center on Budget and Policy Priorities

*Note de lecture* : de 1979 à 2011, la ligne continue fait apparaître le nombre (en millions) d'allocataires de la principale prestation d'assistance, destinée aux familles monoparentales, l'Aid to Families with Dependent Children devenue Temporary Assistance for Needy Families en 1996; sur la même période, la ligne en pointillée représente le nombre, en millions, de chômeurs.

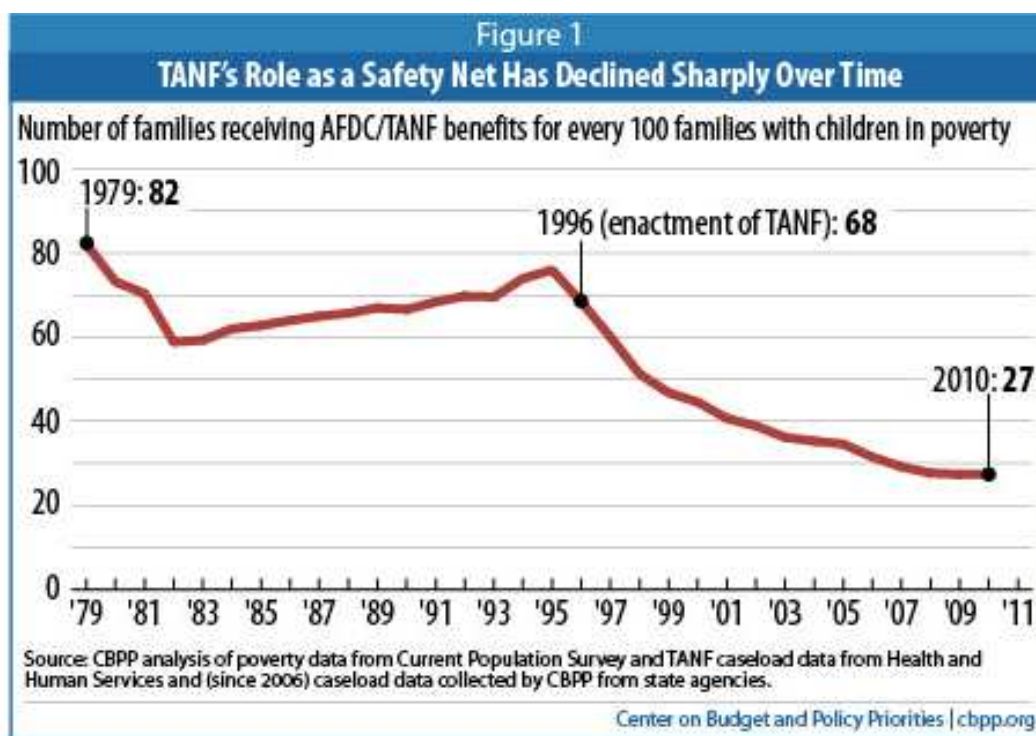
Or, ces Etats sont soumis à une situation fiscale particulièrement difficile, créée en partie par les initiatives ayant conduit à l'impossibilité de lever des impôts sur les propriétés et les entreprises et les conduisant donc à taxer plus leurs pauvres<sup>16</sup>, ils peuvent décider d'opérer des coupes dans ces budgets et ainsi limiter fortement leur portée. C'est ce qui s'est produit.

L'intervention croissante de l'Etat fédéral a connu un coup d'arrêt et les coupes dans les dépenses sociales sont aujourd'hui courantes et massives au niveau des Etats. En conséquence, l'ancienne prestation d'assistance a vu ses effectifs décroître de manière radicale depuis la réforme de 1996. Le nombre d'allocataires est passé de plus de 14 millions à environ 4 millions<sup>17</sup>.

La récession n'a pas fait remonter le nombre d'allocataires de cette prestation dont les effectifs ont décroché par rapport à la croissance du nombre d'enfants pauvres (c'est-à-dire le critère devant ouvrir, pour leurs parents, le droit de recourir à la prestation). La volonté « d'en finir avec le *Welfare* tel que nous le connaissons » pour reprendre les termes par lesquels le président Bill Clinton a résumé l'esprit de sa réforme a abouti à en finir avec cette forme de *Welfare*.

<sup>16</sup> Newman, Kathrine, and O'Brian, Rourke, (2011), *Taxing the Poor, Doing Damage to the Truly Disadvantaged*, UCP.

<sup>17</sup> Il existe cependant une exception à cette sévérité : le cas des mères victimes de violences domestiques, documentée et analysée par Delage (2013).



Source : Center on Budget and Policy Priorities.

*Lecture* : Ce graphique illustre le déclin du rôle de filet de sécurité de la prestation qui a remplacé l'AFDC, le TANF. En 1979, cette prestation couvrait 82 % des familles pauvres avec enfants. En 2010, c'était le cas pour 27 % de celles-ci.

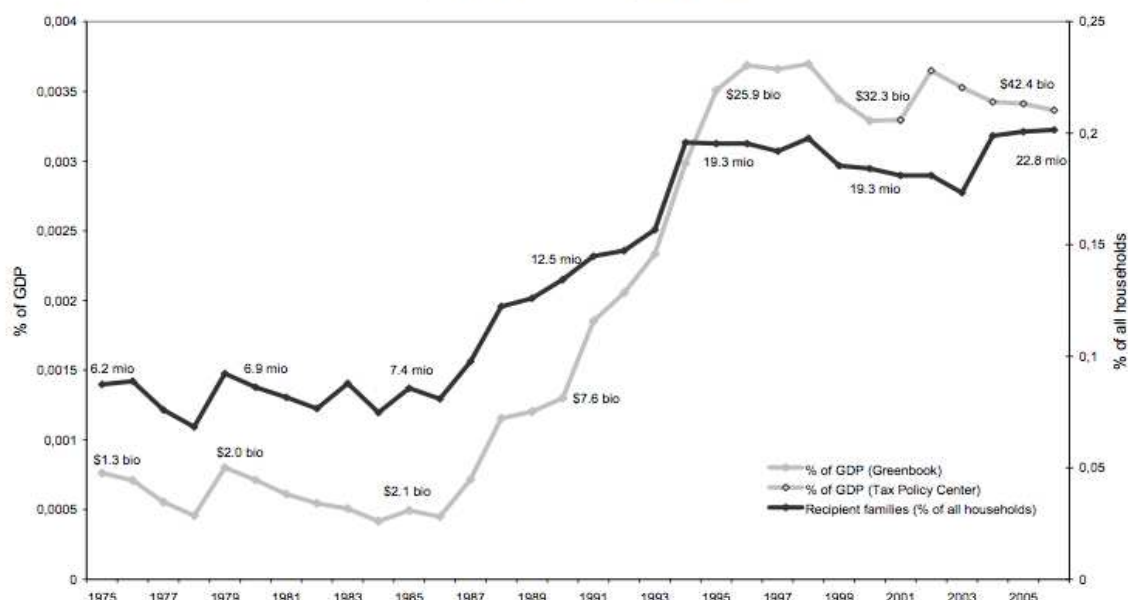
#### 1.4 – Les recompositions de l'assistance

L'assistance en tant que droit a ainsi été très systématiquement limitée. Cependant, plus qu'une éradication, il convient de souligner que cette réforme a conduit à une réévaluation d'autres types de programmes. Ainsi, Haskins Ronald, un analyste de la Brookings Institution affirme qu'à la suite de la réforme, un tournant s'est produit dans l'aide aux travailleurs pauvres. L'idée développée est que le soutien du gouvernement fédéral ne saurait plus passer uniquement par la promotion de la responsabilité individuelle. Selon lui, le soutien aux familles à bas revenus mais travaillant a augmenté après la réforme de 1996. Le slogan selon lequel "les gens qui travaillent ne devraient pas être pauvres" (*people who are working should not be poor*) reçoit alors un certain écho dans la classe politique. Cela ne signifie pas que des politiques relevant de ce nouveau cadrage de la lutte contre la pauvreté laborieuse mais que des recompositions importantes ont eu lieu. De la même manière, la vision, précédemment évoquée, selon laquelle les Blancs seraient opposés aux politiques d'*affirmative action* peut être corrigée. Ainsi, des études ont démontré que s'ils s'opposent aux politiques raciales "préférentielles" avec des quotas ou des stratégies de promotion destinées à obtenir une égalité des résultats des différents groupes, les blancs approuvent les programmes d'*affirmative action* qui accroissent les chances, tels que les programmes éducatifs, de formation ou de recrutement spécifiquement dédiés aux Afro-Américains (Bobo, Smith, 1994). L'auteur conclut dans un autre article que les programmes rendant les

Noirs capables de se saisir d'opportunités risquent moins d'être perçus comme des défis aux valeurs de l'individualisme et de l'éthique du travail (Bobo, Kluegel, 1993, p. 446).

Particulièrement représentative de cette transformation est la promotion de l'Earned Income Tax Credit (EITC). L'EITC a été adoptée par le Congrès en 1975 et élargie quatre fois depuis (1986; 1990; 1993 et 2001). L'EITC est un crédit d'impôt ciblé sur les travailleurs les plus modestes. Il vise à favoriser le travail et augmenter les revenus qui en sont tirés en réduisant les impôts des foyers éligibles. Pour des travailleurs pauvres avec deux enfants, le crédit peut s'élever à 40 % de la valeur du salaire. En d'autres termes, l'EITC repose sur un dispositif de soutien aux travailleurs modestes qui n'offre aucune aide à ceux qui ne travaillent pas. Du fait de la faiblesse des salaires en vigueur dans de très nombreux secteurs du marché du travail américain, l'EITC a permis à 9,2 millions d'américains de sortir de la pauvreté en 2010. Ses effets sur les gains des membres de la famille sur le marché du travail et sur le cycle de vie des enfants sont également jugés très positifs.

Figure 8: Earned Income Tax Credit expenditure (as % of GDP) and recipient families (as % of all households), 1975-2006



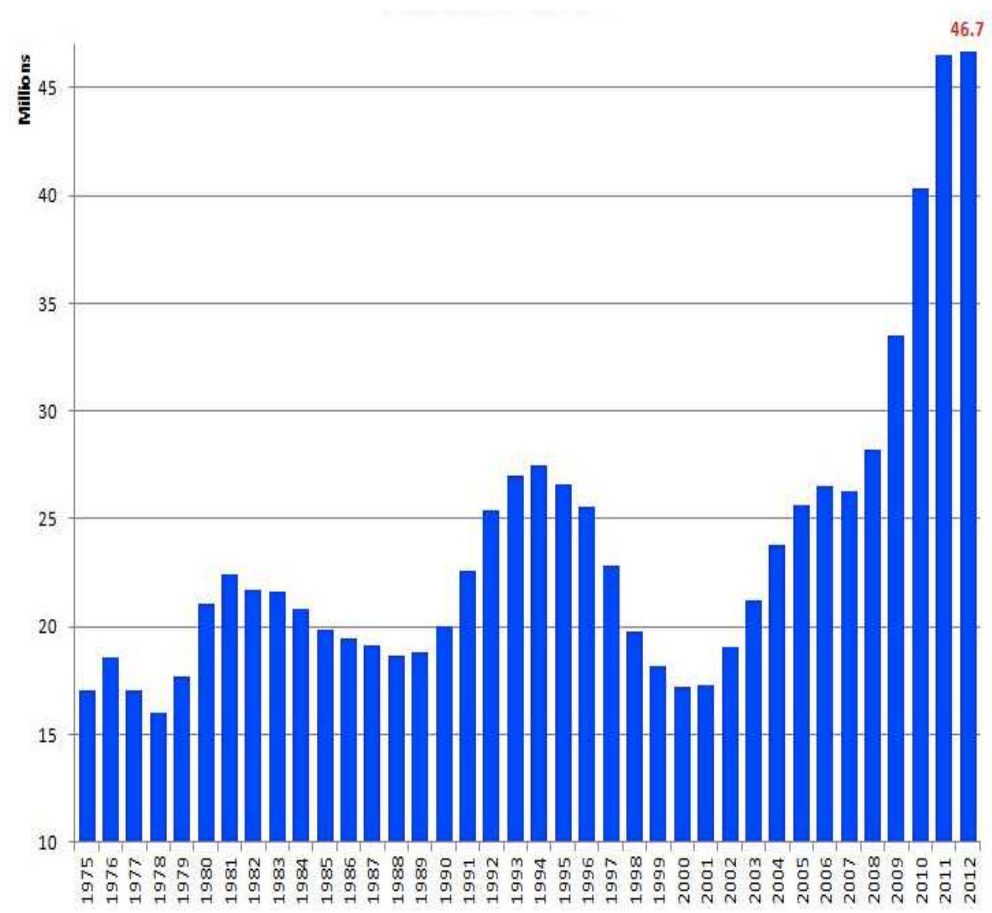
Calculations from Statistical Abstract of the United States 2009 (Tables 53, 456, 645), Tax Policy Center: Historical EITC Recipients, Greenbook 2004 (Table 13-41), Historical Statistics of the United States (Table Ae 29-37)

Source : Jens Alber, "What the American and European Welfare States have in common and where they differ", WZB Working Paper, 2009.

*Lecture* : Le graphique illustre la croissance du crédit d'impôt, Earned Income Tax Credit mesuré à partir du nombre de familles qui en bénéficient (courbe noire et en gras); et en pourcentage du Produit Intérieur Brut (GDP)

A côté de ces mesures, d'autres programmes, considérés comme moins controversés, ont connu un développement important. Ainsi, le *Supplemental Nutrition Assistance Program*, un programme d'aide fédéral ancien (aussi connu sous le nom de *Food Stamps*) sous forme de coupons alimentaires octroyés sous conditions de ressources et placés sous la responsabilité de l'U.S. Department of Agriculture. Le nombre d'allocataires de cette

prestation a considérablement augmenté ces dernières années pour atteindre plus de 46,7 millions en juin 2012. La croissance exponentielle de ce programme, met en lumière l'importance structurelle des prestations en nature dans le filet de sécurité américain. Elle témoigne aussi de l'absence d'autre programme d'assistance en espèces pour une partie croissante de la population américaine.



Source : Mike Trivisonno's Blog.

*Lecture* : Ce graphique illustre la croissance du nombre d'allocataires de la principale prestation d'assistance en nature, les « Food Stamps ».

## 2 – Une voie étroite pour penser la culture

En réaction à la vision conservatrice qui s'appuyait sur la réalité sociale de la dégradation des *inner-cities* où habitent les franges les plus défavorisées de la minorité Afro-Américaine pour dénoncer la responsabilité des populations elles-mêmes dans leur situation et ainsi délégitimer la protection que les institutions leur octroyaient, une tradition de recherche sociologique s'est développée qui a d'abord mis l'accent sur les facteurs structurels tels que la désindustrialisation, la croissance du chômage et l'écart croissant entre les populations les plus défavorisées des *inner-cities* et les autres (parmi lesquelles les franges les plus aisées de la minorité Afro-Américaine). Partant de l'analyse structurelle de William Julius Wilson dans son ouvrage séminal *The Truly Disadvantaged*, elle a progressivement restitué au ghetto

ses dimensions culturelles et a visé à enrichir la vision sociologique de la pauvreté avec l'intention explicite d'influencer les politiques mises en œuvre en donnant une clé d'accès aux représentations des populations et à l'incidence que ces représentations ont sur leurs comportements.

### 2.1 – Une nouvelle tradition de recherche

Comme en témoigne la tenue d'une conférence spécialement dédiée à son 25<sup>e</sup> anniversaire, ce livre a eu un profond retentissement sur le travail des sciences sociales. Il a permis à une communauté de chercheurs de s'emparer de nouveau des questions relatives à la pauvreté urbaine concentrée des afro-américains. Il proposait un cadre théorique et empirique solide qui a permis de renouveler des discussions paralysées par la réception médiatique et politisée du rapport Moynihan précédemment évoqué. Trois aspects peuvent permettre de résumer les enjeux de ce livre qui fait la part belle à une interprétation structurelle de la pauvreté urbaine :

Le premier point à souligner est que Wilson affirme que les centres urbains des grandes villes américaines ont connu le développement d'une *underclass* dont nous avons déjà cerné les contours<sup>18</sup>. Le second est que les emplois disponibles pour les habitants des inner-cities ont disparu avec la désindustrialisation de l'économie américaine. La production s'est réorientée vers les *suburbs* et a contribué au développement de deux mécanismes dénommés *spatial* et *skills mismatch* – c'est-à-dire la déconnexion entre l'offre et la demande de travail dans les centres urbains. L'augmentation du chômage pour les afro-américains est la *cause* des différents phénomènes auxquels la pauvreté et la désorganisation sociale ont été attribués : déclin du mariage ; développement de la pauvreté. Ces phénomènes ont conduit au développement d'une désorganisation sociale de masse, c'est-à-dire la perte de maîtrise que les adultes peuvent avoir sur leur territoire de résidence. La fuite de ces quartiers des afro-américains de classe moyenne a accéléré le phénomène d'isolement social (*social isolation*) et a contribué, par l'absence de modèles d'identification positifs, au développement de pathologies sociales qui ont connu un pic dans les années 1980-1990 avec l'introduction du crack et de la cocaïne dans ces centres urbains : crime, délinquance juvénile, naissance hors-mariage et dépendance envers l'assistance. La concentration de la pauvreté et l'isolement social sont les principaux facteurs ayant conduit au développement de codes culturels oppositionnels au sein des jeunes hommes afro-américains en rupture avec le système scolaire.

Une des principales réponses à l'argumentation de Wilson a été celle de Douglas Massey et Nancy Denton. Dans un ouvrage paru quelques années plus tard intitulé *American Apartheid* (Massey, Denton, 1993), ces auteurs ont répondu à la relativisation de l'importance de la race sous-tendue par l'argumentation de Wilson (1978) et ont montré que la ségrégation était le résultat d'une action délibérée ayant concerné l'ensemble des leviers de l'action publique et privée (voir Sugrue, 2005) ayant repoussé et concentré les afro-américains. Les explications économiques ne suffisent pas, dans cette perspective, à rendre compte de la concentration de la pauvreté. Le racisme contemporain reste un facteur

---

<sup>18</sup> Wilson a été critiqué de manière très vive pour avoir utilisé le terme d'*underclass* qui est, comme nous l'avons vu, d'abord un terme à visée moralisatrice et stigmatisante. Wilson a d'ailleurs cessé d'utiliser le terme, lui préférant celui de pauvreté urbaine (« urban poverty ») ou de « ghetto poverty ».

important dans le fonctionnement du parc immobilier par exemple. La discrimination raciale revenait ainsi au premier plan. Au-delà de ce travail, c'est à la suite de la publication de l'ouvrage de Wilson qu'un champ de recherches sur la pauvreté urbaine s'est (ré)ouvert, il a récemment intégré la dimension culturelle.

## *2.2 – Une vision plurielle pour penser la culture*

Ainsi, c'est une véritable littérature qui s'est développée pour rendre compte des dimensions culturelles de la pauvreté urbaine. Pour mieux définir la notion de culture, Michèle Lamont et Mario Small (2008) proposent d'utiliser un ensemble de concepts. Ils distinguent sept concepts permettant une meilleure compréhension de la pauvreté grâce à l'affinement des catégories d'analyse. Ils différencient des valeurs (values), des cadres (frames), des répertoires (repertoires), des récits (narratives), des frontières morales (symbolic boundaries), du capital culturel (cultural capital) et des institutions (institutions).

La première démarche pour appréhender à nouveaux frais les relations de la pauvreté et de la culture est de relativiser l'importance des valeurs sur lesquelles s'appuie la rhétorique conservatrice pour ethniciser les pauvres, et montrant qu'elles sont dépourvues de validation empirique. Les pauvres n'ont pas de valeurs fondamentalement différentes du reste de la société mais ils ne disposent pas toujours des répertoires d'actions et de stratégies leurs permettant de mettre ces valeurs en pratique. Cette perspective pluralise fortement la culture et fait apparaître les contradictions entre différents répertoires d'actions avec lesquelles chacun doit faire. Plus profondément, Michèle Lamont signale que l'idée de répertoire n'explique pas pourquoi certains éléments du répertoire sont choisis dans le cours de l'action.

Autrement plus importante est l'idée de cadre qui suggère que « la façon dont les individus agissent dépend de la manière dont ils se conçoivent eux-mêmes, [et dont ils conçoivent] le monde et leur entourage ». Puisée dans la tradition interactionniste, cette idée de cadre permet de montrer les effets pratiques des perceptions différentes d'un même événement par des individus ou des groupes ayant acquis un bagage d'expériences et des compréhensions différentes. Les cadres d'interprétation du quartier de résidence influent sur la participation de ses habitants. Cette insistance sur les cadres permet de faire apparaître l'hétérogénéité interne des quartiers pauvres en termes de comportements ou de résultats et d'invalider l'idée d'une culture du ghetto qui serait partagée de manière homogène par les habitants des quartiers déqualifiés. L'appréhension de la pauvreté par le concept de cadre rend possible de rompre avec une vision rigide de la relation causale entre culture et comportement. La notion de cadre suggère que la culture rend l'action possible ou probable ; mais jamais nécessaire. Elle trouve un prolongement dans l'idée de récits qui, d'une certaine manière, individualise cette détermination des comportements par des facteurs culturels. Si les individus agissent en fonction de cadres socialement construits, ils le font aussi à partir du récit qu'ils ont élaboré de leur propre expérience.

Le concept de frontières symboliques (voir encadré), formé par Michèle Lamont et Marcel Fournier, permet d'articuler le niveau microsociologique de l'expérience vécue, celui qui étudie la façon dont les individus donnent un sens à leur situation, avec des aspects plus structurels, telles que les traditions politiques et culturelles de différents pays. Les auteurs rappellent les résultats de précédents travaux qui avaient montré qu'aux États-Unis les

ouvriers se distinguent fortement des pauvres, du fait de l'individualisme qui y prévaut et beaucoup moins en France, en partie du fait des traditions catholiques et socialistes qui ont donné une assise à l'idée républicaine de solidarité.

Le problème est que les catégories culturelles de mérite correspondent ainsi à des différences politiques dans la lutte contre la pauvreté dans les deux pays. Le concept de frontière symbolique joue en quelque sorte un rôle d'interface en proposant une définition culturelle de la formation des structures sociales.

### **Frontières sociales, frontières symboliques**

D'après la définition donnée par Lamont et Fournier, les frontières symboliques sont des « distinctions conceptuelles effectuées par des acteurs sociaux pour catégoriser des objets, des gens, des pratiques aussi bien que le temps et l'espace. Les frontières constituent un système de règles guidant l'interaction en déterminant qui se réunit et pour quels actes sociaux. Ainsi, elles séparent les individus dans des classes, dans des groupes de travail, dans des professions, des espèces, des sexes et des races. Par conséquent, les frontières n'ont pas uniquement la force de créer des groupes, elles ont le potentiel de produire de l'inégalité car elles forment un moyen essentiel par lequel les individus acquièrent un statut, monopolisent des ressources, écartent des dangers, ou légitiment leurs avantages sociaux, et cela souvent en référence à un mode de vie supérieur, à des habitudes, au caractère ou aux compétences. » (Michèle Lamont et Marcel Fournier (eds), *Cultivating Differences : Symbolic Boundaries and the Making of Inequality*, Chicago, University Press of Chicago, 1992, p. 12).

Ces frontières symboliques sont à distinguer des frontières sociales qui sont « des formes objectivées des différences sociales se manifestant en un accès inégal à des ressources (matérielles et non-matérielles) et des opportunités sociales ainsi que leur distribution inégale. » L'existence des frontières symboliques est une condition nécessaire mais non suffisante pour la fondation et la légitimation de l'exclusion sociale qui peut se traduire par le développement d'inégalités et de ségrégations. Michèle Lamont et Virag Molnar, « The Study of Boundaries across the Social Sciences », *Annual Review of Sociology*, 2002, 28 : 168-169. Cependant, alors que les frontières sociales sont institutionnalisées, les frontières symboliques caractérisent les luttes de classement par lesquelles la majorité des groupes tentent de maintenir les privilèges attachés à leur statut, cf. Paul Lichterman et Nina Eliasoph, « Culture in Interaction », *American Journal of Sociology*, 2003, 108 : 735-94.

Enfin, les concepts de capital culturel et d'institutions complètent ce cadre théorique en rattachant les acquis des premières distinctions aux effets liés à la stratification sociale. La transmission des goûts – et des dégoûts – permet une reproduction de l'avantage des familles de classe moyenne. La poursuite de l'analyse met en avant une discordance culturelle (*cultural mismatch*) entre les goûts nécessaires à l'inclusion dans le groupe de pairs et l'intégration dans le milieu scolaire. Cette dimension enrichit l'analyse des *skills* et *spatial mismatches* grâce auxquels le chômage des habitants pauvres du ghetto a été



analysé par le sociologue William Julius Wilson. Analyses sur lesquelles nous allons désormais nous arrêter.

Sans chercher à faire une synthèse exhaustive des travaux qui peuvent être intégrés dans une telle approche, nous mentionnerons ici deux articles consacrés au rapport au travail pour faire apparaître la pluralité des approches possibles d'un objet presque identique. Ces deux contributions illustrent l'articulation d'une relecture de traditions de recherche avec la présentation d'une étude de cas empirique. « A Test of Sincerity » de Sandra Susan Smith (2010) met à l'épreuve d'une enquête qualitative l'idée que les facteurs culturels jouent un rôle crucial dans la mobilisation du capital social. Par la même occasion, elle renouvelle l'analyse de la sociologie des réseaux en reprenant à nouveaux frais le thème fondateur de cette méthodologie. Son étude porte sur les employés de service de l'Université de Berkeley où elle enseigne. À partir d'entretiens approfondis semi-directifs, elle cherche à comprendre la façon dont les Africains-Américains et les Hispaniques mettent des membres de leur groupe en relation avec un employeur – autrement dit, quand les liens forts jouent le rôle des liens faibles. Elle montre précisément que les latinos aident plus et plus explicitement les membres de leur groupe à se faire employer. Cela tient au fait qu'ils sont moins souvent que les Africains-Américains inscrits dans des réseaux comportant un nombre important de personnes sans-emploi. Ce paramètre aurait pu ou même dû jouer en sens inverse parce que les employés noirs considèrent la pauvreté en termes moraux, c'est-à-dire se sont appropriés les croyances dominantes. De ce fait, ils interprètent les demandes comme des tentatives de sauver les apparences en adoptant, de manière purement extérieure, des expressions de motivation au travail. L'assistance envers autrui se fait alors de manière passive et sélective. Entre les ghettos noirs et le *barrio*, une nuance capitale se déploie : les premiers sont frappés par le chômage, les seconds par le sous-emploi ; une plus grande confiance sociale en résulte entre les habitants de ces derniers quartiers. Cette perspective, étayée par une enquête de terrain bien menée et restituée, approfondit plus qu'elle ne les remet en cause les résultats acquis par vingt-cinq ans de recherche sur le chômage des Noirs dans la perspective de la sociologie des réseaux et du capital social. Les mécanismes de la discrimination statistique sont mis au jour, au sein même du groupe ethnique qui en est la principale victime. Elles perpétuent la stigmatisation et l'exclusion de la société dont pâtissent les Noirs.

Alford A. Young (2006) s'intéresse, quant à lui, au concept de cadrage. Il repart d'une explicitation de la façon dont les travailleurs à bas salaires interprètent et présentent les images de leur réalité sociale pour réviser la littérature sur la culture de la pauvreté. Le problème, souligne Young, est que la façon dont les Africains-Américains défavorisés donnent du sens aux opportunités a été négligée au profit d'une logique morale binaire : ou bien ils devaient être encouragés à saisir les opportunités économiques et les perspectives de promotion scolaire... ou bien ils devaient être sanctionnés pour ne pas l'avoir fait. La perspective du cadre sort l'étude des dimensions culturelles de la pauvreté de sa dimension normative et moralisante. Il convient dès lors de s'attacher aux particularités des expériences de vie pour rendre compte des représentations diversifiées du monde social de ces populations. L'article s'appuie sur des entretiens avec vingt-six jeunes hommes afro-américains de Détroit, ville particulièrement marquée par la pauvreté – elle était en 2002 la plus pauvre des États-Unis – où les Noirs sont particulièrement frappés par le sous-emploi urbain.

Il porte plus particulièrement sur la signification qu'ils peuvent donner à la notion de « good job » de manière à comprendre comment ces individus élaborent un sens de l'ordre et de la hiérarchie quand ils considèrent le monde économique. Sans surprise, ceux qui ont fait des études donnent plus d'importance aux gratifications liées à l'autonomie et à l'expressivité. L'élasticité et le caractère évolutif de la notion même de cadre ressortent de cette analyse, au-delà même de la pluralisation des représentations au sein d'un groupe *a priori* homogène.

Enfin, pour ce qui concerne la dimension familiale, les travaux de Kathryn Edin et Maria Kefalas ont apporté un résultat décisif. En effet, dans le cadre d'une étude sur de jeunes mères célibataires blanches, Afro-Américaines et Porto-Ricaines vivant à Camden, New Jersey. Les auteures montrent qu'à la différence des femmes ayant un statut social plus élevé, ces jeunes mères célibataires à bas revenus donnent une grande valeur à la maternité. Ne pas avoir d'enfants à l'âge de trente ans est, pour elles, un échec. Elles valorisent par ailleurs le mariage et reportent celui-ci, non parce qu'elles ne lui donneraient pas ou peu d'importance mais parce qu'elles ne veulent pas se marier avec un homme qu'elles estiment peu fiable. Or, ces femmes sont confrontées, dans leur monde, à une absence relative d'hommes susceptibles de remplir leurs obligations, en raison de leur pauvreté, de la faiblesse de leur attachement au marché du travail mais aussi du traitement institutionnel qu'ils connaissent et, notamment, de l'importance de l'incarcération dans leur cycle de vie. La maternité est, pour ces jeunes femmes défavorisées, le rôle social le plus valorisant qu'elles peuvent prétendre remplir. Il est donc compréhensible qu'elles l'investissent même si cette valorisation peut, à terme, conduire à une reproduction des conditions qui l'ont produite, enfermant ces femmes dans la pauvreté. La féminisation de la pauvreté (Pearce, 1978) répond ainsi à des contraintes structurelles mais aussi à des réponses culturelles qui peuvent aggraver, en y ajoutant un effet propre (Wilson, 2010, p. 127).

### *2.3 – Articulation des facteurs structurels et culturels : les analyses de William Julius Wilson*

Même si, comme il le reconnaît dans la conclusion de son ouvrage, *More Than Just Race*, il a intégré les facteurs culturels pour répondre à une critique qui lui avait été adressée, le sociologue William Julius Wilson propose une vision qui articule de manière extrêmement précise les facteurs structurels et culturels dans l'explication de la pauvreté urbaine. Les distinctions qu'il a produites sont très significatives de la manière de penser l'intrication de ces facteurs. Il nous semble particulièrement utile de résumer brièvement les résultats de la contribution de cette figure majeure de la sociologie de la pauvreté dans ce débat. Pour ce faire, nous procéderons en trois temps. Après avoir donné les définitions, nous évoquerons les définitions qu'il donne des notions de structure et de culture, puis nous nous intéresserons à l'articulation qu'il propose pour les phénomènes économiques et puis pour terminer les questions familiales.

William Julius Wilson a posé une série de définitions qui peuvent permettre d'éclairer les termes de la discussion qui a lieu aujourd'hui entre culture et structure. Evidemment, ces définitions ne font pas l'objet d'un consensus auprès de tous les sociologues. Elles sont l'objet d'une interprétation qui est propre à ce sociologue. Néanmoins, il me semble

qu'elles sont les plus communément acceptées. Parmi les termes en jeu, le premier est celui de structure sociale :

*« La structure sociale renvoie à la manière dont les positions sociales, les rôles sociaux et les réseaux de sociabilité sont façonnés dans les institutions, qu'elles soient économiques, politiques, éducatives, familiales. Une structure sociale peut être un marché du travail qui offre des incitations financières et menace de sanctions financières pour obliger les individus à travailler ; elle peut être une Eglise, une famille ou une université qui détient un certain pouvoir, privilège ou influence extérieure aux individus qui occupent ce rôle. (2010b, p. 201, traduction de l'auteur) ».*

L'ensemble des phénomènes institutionnels au sens très large est recouvert par cette définition. Les processus sociaux ainsi que les actes sociaux sont ainsi considérés comme relevant des dimensions structurelles. Le terme actes sociaux (*social acts*) renvoie ainsi au comportement d'individus qui ont une place particulière dans la société. Le sociologue prend comme exemple le fait de produire des stéréotypes, de stigmatiser, de discriminer, d'exclure, etc. Le terme processus sociaux (*social processes*) renvoie quant à lui à la fabrique de la société en tant que telle : les lois, les politiques, les pratiques institutionnelles discriminantes ou ségrégatives ont un impact sur la pauvreté urbaine.

Par ailleurs, des facteurs structurels contribuent non seulement directement à la concentration des Afro-Américains dans la pauvreté urbaine mais des facteurs structurels y contribuent également indirectement. Ainsi, des éléments de la politique publique en apparence les plus « neutres » ou les plus généraux peuvent être considérés comme ayant une incidence sur la production de la pauvreté. Le sociologue élabore une liste de facteurs *structurels indirects*.

#### **Facteurs structurels indirects selon William Julius Wilson (2010, p.144-145)**

- Transports et autoroutes fédérales qui ont déplacé les emplois des villes vers les quartiers résidentiels.
- Déductions fiscales pour les emprunts immobiliers et emprunts pour les vétérans qui ont facilité l'émigration des classes moyennes des centres-villes, y laissant les Afro-américains isolés.
- Rénovation urbaine et création d'autoroutes qui ont détruit les voies piétonnes et la continuité économique de nombreux quartiers noirs à bas-revenus mais relativement stables.
- Politique fiscale des « Nouveaux Fédéralistes » qui ont débouché sur des coupes drastiques dans l'aide fédérale aux villes dont les populations étaient de plus en plus Afro et Latino-Américaines.
- Faibles politiques du marché du travail qui ont réduit le niveau réel du salaire minimum et politiques fiscales régressives. Les deux combinées ont détérioré la capacité des travailleurs pauvres des centres-villes à nourrir leurs familles.

La culture, de l'autre côté, correspond à l'ensemble des comportements et représentations des individus qui connaissent des conditions territoriales similaires :

*« La culture renvoie au partage de représentations et de comportements parmi des individus qui sont confrontés à des circonstances territoriales identiques (comme des quartiers pauvres et ségrégués) Donc, quand les individus agissent conformément à leur culture, ils suivent les inclinations développées du fait de leur exposition à des traditions, pratiques et croyances partagées par ceux avec qui ils vivent et interagissent dans leur environnement physique et social » (2010b, 202, traduction de l'auteur).*

On perçoit ici très nettement l'ancrage urbain et territorial de la notion de culture. Cette définition n'est pas limitée aux valeurs ou normes du groupe mais, suivant l'analyse d'Ann Swidler (1986), elle inclut les ressources du répertoire culturel (habitus, style et compétences) et les processus de signification et de prise de décision qui ressortent du niveau micro-individuel.

Deux types de facteurs culturels ont une importance particulière. Il y a d'une part les systèmes de croyance de la société dans son ensemble, au premier rang duquel le racisme, qu'il soit direct et biologique ou indirect et culturel. D'autre part, il y a les traits culturels qui émergent de formes stabilisées d'interaction à l'intérieur de groupes évoluant au sein d'un environnement marqué par la ségrégation raciale et la discrimination.

Dans tous les cas, pour Wilson, les facteurs structurels sont prédominants. Cependant, ceux-ci ne suffisent pas à comprendre l'ampleur du désavantage subi par les populations. Même si les facteurs culturels endogènes aux populations concernées émergent du fait des causes structurelles externes aux populations. Ils n'en ont pas moins un certain degré d'autonomie, de telle sorte que les comportements engendrés par les forces culturelles autonomes renforcent souvent les conditions qui ont été produites par les inégalités structurelles.

Enfin, la question de la temporalité doit être intégrée à l'analyse. En effet, s'appuyant sur les travaux récents qui ont démontré la transmission intergénérationnelle du désavantage social lié à la concentration de la pauvreté (Sharkey, 2008), l'auteur affirme que la distinction entre facteurs structurels et temporels est elle-même dépendante du moment où le processus social est pris en compte. Les attitudes telles que le « code de la rue », c'est-à-dire l'ensemble d'attitudes et de comportements oppositionnels, valorisant la violence, l'honneur, la prédation des femmes, la « cool-attitude », partagés par les fractions les plus défavorisées de la population des *inner-cities*, sont produites par des facteurs culturels mais ils influencent en retour les structures dans la mesure où ils perpétuent la pauvreté concentrée.

D'un point de vue politique, l'auteur signale qu'une division du travail funeste existe entre les libéraux qui mettent l'accent sur les facteurs structurels, au premier rang desquels la ségrégation et la discrimination, et les conservateurs qui privilégient les facteurs de motivation individuelle, des facteurs plus culturels.

Pour Wilson, faire l'impasse sur les facteurs culturels présente un double inconvénient. Le premier est que les facteurs structurels ne permettent pas de comprendre l'ampleur des phénomènes de pauvreté urbaine concentrée. Seuls, ils sont incapables d'expliquer l'importance du désavantage, en particulier dès lors qu'il est question de la situation des Afro-Américains.

Par ailleurs, étant donnée la propension particulièrement forte de l'opinion américaine à donner la prééminence aux facteurs culturels dès lors qu'il s'agit d'expliquer la pauvreté, leur intégration dans des programmes d'actions se révèle décisive pour obtenir l'adhésion du public. Cette dimension est vraie, a fortiori, dès lors que c'est la possibilité même de mener les projets, comme dans le cas des fondations, qui dépend de l'adhésion d'une partie du public, c'est-à-dire des donateurs. Ce point est tout à fait décisif car il fournit l'explication la plus plausible pour rendre compte de la raison pour laquelle les *nonprofits* insistent autant, et parfois au détriment de leurs propres constats ou à l'opposé des convictions de ceux qui les animent, sur les facteurs culturels dans l'explication de la pauvreté urbaine.

### 3 – Exploitation et sens de l'exploitation

Dans le contexte d'une Amérique se représentant volontiers comme post- raciale et où la recherche a récemment mis l'accent sur l'hétérogénéité interne des populations pauvres, le désavantage subi par les Afro-Américains demeure réel et vérifiable par de nombreux indicateurs, mais il est plus difficile de l'identifier<sup>19</sup>.

Pour y parvenir, un déplacement du regard sociologique sur la pauvreté urbaine a été opéré récemment. En effet, avec la prise en compte de l'incarcération, mais aussi de l'expulsion massive des femmes Afro-Américaines de leur domicile (phénomène qui a la même logique que celui dit des « subprimes » qui a d'ailleurs conduit au déclenchement de la crise économique mondiale de 2008) celui-ci insiste sur la dimension de l'exploitation subie par ces populations. Ainsi, une nouvelle génération d'ethnographes met aujourd'hui l'accent sur les facteurs de domination institutionnelle et sur les recompositions de l'exploitation économique pour saisir la transformation des pratiques sociales en cours dans ces quartiers. Deux phénomènes, particulièrement genrés, ont profondément modifié la vie des populations les plus vulnérables de ces quartiers. L'expulsion du logement, qui concerne en priorité les femmes et l'incarcération, qui touche d'abord les (jeunes) hommes. Loin d'être isolés, ces deux phénomènes cumulent leurs effets de fragilisation des ressources matérielles, sociales et symboliques des individus et des familles. Ils contribuent conjointement à la reproduction de la pauvreté urbaine. Souligner leur importance revient à réévaluer l'importance des facteurs institutionnels et raciaux.

Pour étudier l'impact de ces phénomènes et la manière dont leur prise en compte renouvelle les formes d'explication de la pauvreté urbaine, nous nous appuyons sur deux articles publiés respectivement par Matthew Desmond, Assistant Professor à l'Université de Harvard, « Eviction and the Reproduction of Urban Poverty » (2012) et Alice Goffman, Assistant Professor à l'Université de Madison-Wisconsin, « On the run : Wanted Men in a Philadelphia Ghetto » (2009). Ces articles s'inscrivent dans une série de travaux

<sup>19</sup>

La section qui suit a fait l'objet d'une publication dans *La Vie des idées.fr* le 8 Janvier 2013.

ethnographiques tendant à corriger le constat d'un isolement social de ces quartiers. Si des travaux récents, comme celui de Mario Small (2004), avaient mis l'accent sur les ressources internes de ces quartiers, soulignant au passage les effets ambivalents que les réseaux d'interconnaissance peuvent avoir sur les liens des habitants avec le reste de la société, ces travaux invitent, avec d'autres, à prendre en compte la dimension d'exploitation des habitants comme un aspect central des causes de la pauvreté urbaine. Ce n'est ainsi ni le manque de ressources de ces quartiers, ni l'abondance de réseaux sociaux tournés vers l'intérieur qui produisent et reproduisent la pauvreté et la violence endémique de ces quartiers. Au contraire, ce qui explique, en partie, leur situation, ce sont les formes de prédation et de contrôle dont leurs populations font l'objet.

### *3.1 – L'expulsion : stade ultime de l'exploitation ?*

Matthew Desmond situe son analyse de l'éviction dans le champ de recherches, dynamique depuis l'époque de l'École de Chicago, sur la mobilité et la circulation au sein de l'espace urbain. Prendre en compte le phénomène de l'expulsion, aujourd'hui particulièrement visible du fait de la crise des « subprimes », est nécessaire pour comprendre l'importance de la mobilité des pauvres et plus particulièrement des Afro-Américains. Les pauvres ont un taux de mobilité important et se déplacent le plus souvent d'un quartier pauvre à l'autre. Or, la recherche a montré l'impact négatif de cette mobilité sur un ensemble de caractéristiques : perte de revenus; résultats scolaires et délinquance des adolescents ; santé mentale et diminution des liens sociaux de voisinage. Matthew Desmond considère qu'il est essentiel d'éclairer les motifs de cette mobilité pour comprendre les causes profondes de la pauvreté urbaine :

*« Si la mobilité résidentielle produit de tels résultats, alors il est capital de déterminer pourquoi les familles pauvres se déplacent aussi souvent pour comprendre les racines profondes du désavantage social et pour concevoir des politiques publiques efficaces. » (p. 89)<sup>20</sup>*

Plusieurs causes possibles sont envisagées et successivement relativisées. Prises ensemble, l'insatisfaction vis-à-vis du quartier de résidence, la gentrification et la politique de rénovation urbaine particulièrement brutale et critiquée (voir Jane Jacobs, 1961, pour une critique de ces programmes de destruction et le travail récent de Sylvie Tissot, 2012, pour un exemple de résistance à leur application,) ne suffisent pas à éclairer cette mobilité subie. L'éviction locative apparaît comme un facteur complémentaire de l'instabilité résidentielle et de ses effets collatéraux.

L'auteur pose donc plusieurs questions de recherche : quelle est la prévalence de l'expulsion ? Où se produit-elle dans l'espace urbain ? Les femmes sont-elles plus touchées ? Quelles sont les conséquences de l'expulsion ? S'intéressant à la ville de Milwaukee avant le déclenchement de la crise immobilière en 2007, Matthew Desmond a constaté que dans cette ville de 600 000 habitants, 16 000 personnes avaient été expulsées chaque année entre 2003 et 2007. La moitié des expulsions ont lieu dans les quartiers Afro-Américains, ce qui reflète la surreprésentation des membres de ce groupe dans les populations pauvres et leur concentration spatiale. Les femmes de ces quartiers sont deux fois plus susceptibles

---

<sup>20</sup> « If residential mobility brings about such outcomes, then determining why poor families move as often as they do is crucial to our understanding of the root causes of social disadvantage and to the development of effective policy initiative »

d'être expulsées que les hommes. L'expulsion est le pendant féminin de l'incarcération, aussi banale dans sa fréquence que tragique dans ses conséquences.

La démonstration passe par l'articulation de matériaux quantitatifs et ethnographiques. L'analyse quantitative repose sur deux sources : des données d'enquête par questionnaire et l'analyse de décisions de justice recueillies auprès d'un tribunal. L'analyse ethnographique a été menée lors de deux périodes de la fin des années 2000 où l'auteur a vécu dans deux quartiers pauvres de Milwaukee, blanc puis Afro-Américain. Il a ainsi suivi dans leur vie quotidienne des familles confrontées à des procédures d'expulsions. Onze d'entre elles ont pu faire l'objet d'une étude approfondie. L'analyse des données quantitatives apporte une démonstration de l'écart important dans la répartition de genre des personnes expulsées. Si dans les quartiers blancs, les hommes et les femmes ont les mêmes taux d'expulsion, les femmes sont surreprésentées dans les quartiers minoritaires, Latino et, à un degré encore plus important, Afro-Américains.

L'analyse des données ethnographiques est alors mobilisée pour expliquer pourquoi les femmes noires de Milwaukee, représentant 9,6 % de la population, font l'objet de 30 % des expulsions locatives. Des modèles d'interaction (interaction patterns) sont mis en lumière. Ils renforcent les contraintes structurelles (structural constraints) pour expliquer la disproportion du préjudice connu par ces femmes de couleur. Paradoxalement, c'est la plus grande stabilité économique des femmes et leur participation au marché du travail légal qui les rendent aussi vulnérables.

En effet, les hommes ont, pour une grande partie d'entre eux, un passé judiciaire et carcéral (rappelons que les hommes Afro-Américains ayant quitté l'école sans diplôme ont une probabilité d'être incarcérés de 70 % durant leur cycle de vie) les interdisant de signer des baux. De plus, ils connaissent un chômage endémique et sont privés d'assistance sociale, ce qui les empêche de disposer de revenus stables et légaux. C'est parce qu'elles sont les plus capables de percevoir des revenus que les femmes des quartiers Afro-Américains les plus pauvres sont également les plus susceptibles d'être expulsées.

La fréquence de ces expulsions résulte également du décalage entre l'augmentation des coûts immobiliers et la stagnation des salaires. Les ressources des femmes sont simplement insuffisantes pour couvrir leurs frais de logement. Plus souvent employées à temps partiel, dans le secteur des services à la personne qui n'offre que des salaires réduits et des prestations connexes limitées, sinon inexistantes. De plus, le report sur ces femmes des tâches éducatives accroît leurs dépenses. Pour les mères célibataires allocataires de l'assistance, les dépenses du loyer correspondent à la quasi-totalité de leurs prestations. La majorité des locataires pauvres ne bénéficient cependant d'aucune aide fédérale. Enfin, les femmes sont sujettes à des dépenses d'éducation ou à des contraintes temporelles liées à leurs enfants.

Ces éléments expliquent en grande partie la surreprésentation des femmes Afro-Américaines dans les populations expulsées. L'auteur les complète néanmoins par la prise en compte de dimensions liées aux interactions. Pour résumer rapidement les analyses très minutieuses de Matthew Desmond dans la section consacrée à la restitution de son matériau ethnographique, il apparaît que les hommes s'en sortent mieux que les femmes en travaillant de manière illégale pour leurs propriétaires. Les petits boulots sont vus comme des travaux d'hommes et, même si les femmes ne manquent pas de compétences, il est tout

simplement impensable pour les uns et les autres de leur confier ce type de travaux – l'échange de services sexuels faisant exception (Rosen et Venkatesh, 2008). De plus, contrairement aux hommes, la construction genrée (Ridgeway, 1997, citée par l'auteur) des rôles sociaux empêche les femmes de se confronter directement à leurs propriétaires. Les stratégies plus institutionnelles de recherche d'une médiation aggravent la situation en suscitant la colère et les représailles des propriétaires.

L'auteur documente ensuite les conséquences, à court et plus long terme de ces expulsions. Il insiste sur la reproduction de la pauvreté et de la désorganisation sociale que ces épisodes contribuent à renforcer. Avec des taux d'effort en matière de logement pouvant aller au-delà de 80 % du revenu disponible, les données produites par l'auteur font apparaître l'importance de l'exploitation économique dans la construction du ghetto. Les enjeux de son travail invitent à se détourner d'une vision qui passe par la notion de manque pour rendre compte de la situation défavorisée des ghettos. Les recherches sociologiques ont successivement expliqué la situation des quartiers pauvres par l'insuffisance d'emplois, de services publics (explication structurelle) ou par le manque de modèles d'identification positifs, d'attachement aux valeurs sociales dominantes comme le travail ou la famille (explication culturelle).

Or, ces deux types d'explication ont en commun d'explicitement la production et la reproduction de la pauvreté urbaine par le manque alors que c'est, selon l'auteur, l'exploitation économique de populations vulnérables qui a été sous-estimée. L'augmentation disproportionnée des coûts du logement et les pratiques abusives des propriétaires pouvant tirer parti de l'insécurité des populations expliquent la sévérité des contraintes et la difficulté endémique à les soulager. De même, Jacob S. Ruth et Douglas Massey ont démontré (2010) que la ségrégation raciale d'un quartier était le facteur le plus explicatif pour comprendre la survenue des phénomènes d'expulsions liés aux crédits immobiliers à risque. Les minorités spatialement ségréguées ont ainsi constitué une proie privilégiée pour une forme d'extorsion économique dont le prêt à taux évolutifs et prohibitifs et l'expulsion ont été les deux faces successives et indissociables. Ce phénomène s'étend à de nombreux aspects des modes de consommation. L'ensemble de ces analyses retrouve un angle d'analyse que la description des quartiers ségrégués et paupérisés des centres-villes, les *inner-cities*, avait occulté, à savoir l'exploitation économique multiforme dont ils font l'objet (Caplowitz, 1967).

### *3.2 – L'incarcération et la production de l'insécurité juridique de masse*

L'intensité de cette exploitation n'est rendue possible que par l'insécurité des populations. Matthew Desmond associe l'expulsion qui touche les femmes à l'incarcération qui frappe les hommes et montre que les deux sont inter-reliées. L'incarcération des hommes explique en partie le report sur les femmes des responsabilités financières et parentales, qui, couplé avec la faiblesse des salaires et prestations qu'elles perçoivent, explique à son tour leur vulnérabilité.

Le travail d'Alice Goffman, publié en 2009, s'inscrit dans une série de travaux qui étudie les effets de l'incarcération de masse sur la vie des habitants des quartiers les plus défavorisés. Elle souligne, après d'autres, l'impact considérable et multidimensionnel de l'expérience carcérale, étape « normale » du parcours de vie des jeunes Afro-Américains peu ou pas



diplômés, sur la vie des familles : de l'absence de ressources, voire de simple sécurité juridique, aux effets en termes de santé publique, liés à la transmission du VIH ou aux troubles mentaux qui affectent une partie importante des (anciens) prisonniers et qui rejaillissent sur leurs communautés à leur sortie (Western, 2006), sans oublier les effets liés à l'absence prolongée des pères sur le développement psychique et social des enfants. L'incarcération affecte non seulement les proches mais également les ressources des communautés dont sont issus les détenus. L'État pénal prend ainsi en charge une partie des fonctions qui relevaient de l'État social (pour une revue de littérature sur ces derniers aspects, voir Comfort, 2007) et la réinsertion (*reentry*) désigne, de manière croissante, les stratégies d'accompagnement des formes paradigmatiques de prise en charge institutionnelle des démunis, avec leur double aspect de mise au travail et d'incarcération (Soss, Fording, Schram, 2011 ; Wacquant, 2010 ; Wacquant, 2011).

De la même manière que les données de Desmond invitent à un déplacement du type de mécanisme de causalité et à prendre l'exploitation au sérieux, le travail d'Alice Goffman renouvelle le genre ethnographique. Il prolonge les déplacements opérés par la littérature récente. Son point de départ est de signaler que la plupart des travaux ethnographiques sur le ghetto ont été produits avant la vague de l'incarcération de masse qui s'est abattue sur les États-Unis en général et sur les quartiers pauvres où vivent les Afro-Américains les plus défavorisés depuis le début des années 1980. D'autre part, les études qui se penchent sur le phénomène de l'incarcération sont, d'abord quantitatives. Comme Desmond, Alice Goffman met l'accent en ouverture sur l'impact de l'incarcération sur les opportunités des anciens détenus : discrimination sur le marché du travail, interdiction d'accès au logement subventionné, perte des droits civils. De plus, l'incarcération et ses conséquences de longue portée coupent les hommes de leur famille et contribuent à la déstabilisation des ménages.

Enfin, l'incarcération s'est accompagnée d'un système sophistiqué de surveillance dans les quartiers : caméras vidéos ; hélicoptères ; présence policière inversement proportionnelle au sentiment de sécurité de la population. L'auteure s'interroge sur ces nouvelles formes de contrôle social et la façon dont elles affectent la vie des populations. De manière significative, les travaux ethnographiques datant des décennies précédentes relatifs à l'augmentation massive de la criminalité et de la désorganisation sociale, mettaient l'accent sur l'absence des forces de l'ordre et le sentiment d'impunité qui prévalaient chez les trafiquants de drogue par exemple. C'était avant que la guerre à la drogue et les politiques de tolérance zéro soient déclenchées. La guerre à la drogue a débuté avant le développement de la consommation du crack-cocaïne qui fit des ravages dans les inner-cities à la fin des années 1980 et dans les années 1990, ce qui détruit l'argumentaire faisant de la répression une réponse à un phénomène que l'arsenal pénal a plutôt contribué à construire.

À Philadelphie, ville où Alice Goffman a mené ses enquêtes ethnographiques, la présence policière a été multipliée par 69 % entre 1960 et 2000, passant de 2,76 à 4,66 policiers pour 10 000 habitants. L'auteure, après avoir rappelé que les travaux de Loïc Wacquant avaient démontré la nécessité de décrire le rôle de l'État dans cette régulation pénale de la pauvreté, déplace le questionnement. Elle réfléchit à partir de l'approche développée par Foucault dans *Surveiller et Punir* pour mettre en lumière les formes de résistance mobilisées

face à l'omniprésence du contrôle policier et judiciaire dans le ghetto. C'est un climat de peur et de suspicion généralisée qu'elle décrit et non la production d'une autodiscipline.

La réflexion d'Alice Goffman s'appuie sur une enquête ethnographique menée durant six ans auprès d'un groupe d'une quinzaine de jeunes hommes sans-emploi, vivant dans un block quasi exclusivement afro-américain et ayant décroché du système scolaire, « traînant » autour de la 6<sup>e</sup> rue. Ils sont dénommés les « 6th Street Boys ». Tenant le compte des perquisitions, arrestations, passages à tabac, elle montre l'omniprésence de cet environnement policier dans les pratiques et les représentations sociales.

Dans le monde ainsi construit, les enfants jouent à des jeux de rôles où chacun apprend à se comporter en suspect et en policier, le langage carcéral s'infiltré dans les conversations et représentations des autres, jusqu'au sein de la famille. La « Call list » des personnes qu'un détenu est autorisé à appeler, désigne, par extension, les meilleurs amis, etc. De nombreuses personnes sont ainsi « en cavale » (« on the run ») parce qu'elles sont inculpées de crimes ou de vols mais aussi pour des infractions mineures ou pour le non-remboursement de frais liés à la procédure judiciaire. Dans ce contexte, l'auteur décrit un monde social où tout contact avec les autorités mais aussi les relations avec les proches et jusqu'à celles qui sont nouées avec les membres de la famille, sont travaillées par la perspective d'être incarcéré.

L'auteure décrit ainsi la manière dont l'ensemble des lieux, personnes et liens sur lesquels un individu pouvait s'appuyer pour définir son identité sont transformés en autant de portes d'entrées potentielles vers la prison. Le lieu de travail mais aussi l'hôpital, les tribunaux et les relations avec la police évidemment : l'ensemble de ces lieux où la personne peut et doit être enregistrée quand elle se présente sont susceptibles de donner lieu à une interpellation pour non-respect du couvre-feu, manquement à la présentation lors de contrôles judiciaires comme pour des inculpations plus graves. L'auteure décrit la façon dont un père est interpellé alors qu'il vient assister à l'accouchement d'un enfant, les réflexions sur la manière de gérer les conséquences d'une agression quand il n'est pas possible de porter plainte... Sauf à être soi-même arrêté, etc. Les relations avec les proches sont également atteintes par la condition de fugitif. Ainsi, les femmes peuvent menacer les hommes de les dénoncer s'ils s'adonnent à certains comportements (Comfort, 2008). La dénonciation peut être une forme de représailles en cas de différent conjugal ou d'épisode de tromperie. Elle montre enfin comment cet ensemble de menaces conduit les jeunes hommes à cultiver une forme de secret et d'imprévisibilité dans leurs comportements et leurs déplacements, y compris vis-à-vis de leurs plus proches.

L'auteure ne s'arrête pas à cette analyse des contraintes qui pèsent sur les jeunes hommes du fait de l'emprise du monde carcéral sur la population des quartiers pauvres Afro-Américains. Comme Desmond, elle montre que des dynamiques d'interaction se conjuguent à ces contraintes et que la menace de l'incarcération sert aussi de justification à des actions qui inévitablement auraient eu lieu. Reprenant des réflexions de Liebow (1967) sur les raisons que les hommes donnent pour expliquer leurs échecs, elle montre comment les jeunes hommes justifient leurs manquements aux obligations familiales et leur chômage par cet argument alors que d'autres éléments, parfois moins avouables pour eux, entrent en ligne de compte.

Elle en conclut que son travail confirme les thèses de Bruce Western selon lesquelles la justice criminelle contribue à la transmission du désavantage social, et celles de Loïc Wacquant selon qui cette justice est un instrument de gestion des groupes dépossédés et déshonorés. Elle ajoute que les populations, même les plus défavorisées des quartiers également les plus défavorisés, ne sont pas des victimes passives et impuissantes : elles résistent aux autorités ou les utilisent dans leurs différents. Opérant un déplacement par rapport à la thèse de *Surveiller et Punir*, elle fait également apparaître les failles du contrôle dans lesquelles s'insèrent les stratégies des acteurs.

Surtout, elle montre que l'intériorisation des règles sociales est contreproductive pour des individus placés, à une large échelle, sous mandat d'arrêt et en situation de fugitifs. Enfin, elle souligne que la peur n'a pas été éradiquée par la surveillance mais au contraire renforcée et diffusée par capillarité à l'ensemble des relations sociales. Plutôt que des prisonniers, les habitants du ghetto sont dépossédés des protections juridiques élémentaires par leur statut de fugitif, une situation que l'auteure compare à juste titre avec celle des 11 millions d'immigrants clandestins susceptibles d'être déportés et dont la situation n'a pas, à l'heure où les orientations du second mandat du Président Obama se dessinent, trouvé de début de solution politique.

Ces recherches font apparaître un déplacement important de la perspective théorique sur les quartiers paupérisés Afro-Américains en Amérique du Nord. La catégorie de l'exploitation domine ces analyses, que celle-ci soit économique ou qu'elle soit liée à l'emprise d'acteurs publics ou para-publics. La différence n'est cependant pas absolue. L'action des pouvoirs publics est souvent elle-même rattachée, en dernière instance, aux intérêts économiques de l'industrie carcérale qui parviennent à se faire entendre des décideurs aux niveaux local, national et fédéral. A contrario, la capacité de captation des acteurs marchands est liée à un manque de régulation des prêts, des assurances ou des salaires dans les secteurs où les femmes Afro-Américaines sont surreprésentées.

Ces formes d'exploitation ne sont pas directement rattachées à celles qui se déploient sur le marché du travail. Une piste de prolongement de ces réflexions serait justement de lier plus étroitement ces recherches avec celles conduites sur la régulation des strates inférieures du marché du travail (Chauvin, 2010). La multi-dimensionnalité et l'articulation de différents secteurs de l'action (ou de l'inaction) publique comme le logement, l'emploi, la santé, la prison, seraient ainsi susceptibles d'une analyse plus systématique de cette notion et de son rôle dans le développement des inégalités sociales.

L'articulation des variables de classe, aujourd'hui dominante pour comprendre les inégalités, de race, toujours centrale dans la question de la pauvreté urbaine et de l'incarcération, de genre, dont les travaux ici commentés montrent l'importance et la force avec laquelle les institutions façonnent des « rôles » sociaux différenciés au sein des minorités mais également de quartier, catégorie dominante dans l'analyse des problèmes sociaux (voir Sampson, 2011, Poupeau et Tissot, 2005), pourrait ainsi donner lieu à reconsidérer l'idée de rapport social d'exploitation.

L'existence de formes très intenses de domination et d'exploitation a donc été démontrée récemment. Cependant, un des premiers éléments de l'enquête de terrain est que, même s'ils dénoncent les discriminations et les formes d'exploitation dont ils font l'objet, les acteurs locaux de ces quartiers partagent largement une vision de leur promotion qui passe

par ce qu'il est possible de résumer comme les éléments fondamentaux du rêve américain : initiative individuelle, éthique du travail, responsabilité personnelle dans son propre destin.

Comment se fait-il que les habitants de ces quartiers adhèrent, en partie, à l'action de *nonprofits* faisant reposer leur action sur des ressorts prioritaires relevant du répertoire traditionnel du rêve américain ?

## **Partie 2**

---

### **LA FAMILLE COMME CIBLE : ENQUETE DE TERRAIN AUPRES D'ASSOCIATIONS**

---

Après avoir évoqué la construction sociale de la pauvreté aux Etats-Unis et montré l'importance donnée par les débats sociaux et politiques à la structure familiale, nous allons, dans cette seconde partie, évoquer des actions mises en œuvre par des fondations philanthropiques et associations. Les choix que nous avons opérés tenaient à l'intérêt intrinsèque des programmes et à la possibilité de les étudier directement par le biais d'enquêtes de terrain.

Ces programmes ont pour originalité d'être ciblés non pas tant sur les familles les plus pauvres que sur celles qui appartiennent aux strates légèrement supérieures aux populations émargeant dans l'assistance. Il convient donc dans un premier temps d'identifier précisément la situation des familles « presque pauvres » qui se situent, par leurs revenus, à la lisière de l'assistance sociale.

Ensuite, nous prenons deux exemples d'actions associatives et mixtes (publiques et privées) qui entreprennent d'articuler, chacune à sa manière, les facteurs structurels, institutionnels et culturels de la pauvreté urbaine. Puis, nous montrons grâce à l'exemple de la Fondation pour le Rêve Américain déjà évoquée, en quoi le quartier est une catégorie qui soutient une forme d'action aux Etats-Unis, comme cela peut être le cas en France. Le quartier, dans l'esprit des actions associatives, soutient et prolonge la famille en même temps qu'il permet d'agir discrètement sur les minorités. Nous nous intéressons notamment aux raisons de l'adhésion des populations à ces programmes qui, malgré leur originalité, occultent les déterminants les plus structurels du désavantage qu'elles subissent.

### Chapitre 3 – La famille comme levier de mobilité sociale

Comme nous l'avons vu dans la première partie en évoquant les débats sur la culture de la pauvreté, la famille est au cœur des préoccupations de la société américaine en matière de pauvreté. La société américaine associe massivement l'insécurité sociale et économique à l'érosion de la famille. L'appréciation des évolutions de la famille est un marqueur très polarisant : de véritables guerres culturelles se sont déclenchées autour des questions d'avortement par exemple. Comme la principale prestation d'assistance est liée à la situation des familles monoparentales, la sortie du *Welfare* et le chemin vers l'indépendance économique et sociale sont liés dans les représentations dominantes à la stabilisation de la sphère familiale.

Dans ce chapitre, nous allons d'abord évoquer les liens entre la composition familiale et la pauvreté, à la fois du point de vue des représentations sociales et de la réalité. Ensuite, nous nous intéresserons à une initiative particulière, celle de la *Family Independence Initiative* auprès de laquelle une partie de l'enquête de terrain a été réalisée. Cette initiative est à la fois originale dans son mode opératoire en même temps qu'elle est très illustrative du crédo américain en ce qui concerne les liens entre la sphère familiale et la mobilité sociale.

#### **Des mères en lutte contre le mépris des services sociaux : les émeutes du 2 au 4 Juin 1967**

*Le Welfare ou l'assistance est associée à la passivité et à la « dépendance » par les pouvoirs publics et une grande partie de l'opinion. Il serait cependant faux de penser que l'opposition au Welfare ne provient que d'une opinion acquise aux thèses conservatrices. En effet, l'oppression vécue dans les agences du Welfare a donné naissance à des mouvements sociaux importants. La colère qui s'y est manifestée témoigne de l'ancienneté du sentiment d'indignité et de contrôle social vécus par les populations – les mères – qui recourent à l'assistance et de la faiblesse de la dimension de droit du soutien accordé aux plus pauvres.*

*Plutôt que de longs discours ou de développements généraux, nous préférons nous arrêter, en guise de prologue, sur un épisode de l'histoire sociale d'un des quartiers de la ville de Boston où l'enquête de terrain a été réalisée. Au cœur des années 1960, lors de la période de la plus vive contestation sociale au sein de la population Afro-Américaine, les revendications contre le traitement dégradant fait aux mères allocataires de l'assistance ont débouché sur des émeutes.*

*Aux Etats-Unis, l'assistance consiste principalement en une aide pour les familles monoparentales. Comme celles-ci sont dans leur immense majorité des femmes et comme les Afro-Américains sont surreprésentés, notamment en raison de la surexposition de leurs membres au chômage, il est compréhensible que les femmes noires aient été en première ligne de la révolte contre les traitements ouvertement méprisants de certains travailleurs sociaux. Autre particularité du traitement institutionnel de la pauvreté aux Etats-Unis, les "street level bureaucrats" (Lipsky, 1980) ont un droit de regard sur les conduites de leurs "clients" qui peut aller jusqu'à la surveillance sur le lieu de vie (Castel, 1978). Ces formes*

*d'intrusion sont considérées comme des pratiques normales de contrôle de pauvres. Elles sont profondément humiliantes. Etant donné ce ciblage et ces pratiques, il est possible de comprendre pourquoi les femmes ont pu se mobiliser (Piven et Cloward, 1978). A Boston, ces mobilisations ont donné lieu à des émeutes au tournant des années 1960 et 1970. Le souvenir de ces mobilisations est tenace et l'empreinte sur l'image du quartier de "Grove Hall" où elles se sont déclenchées, profonde. Les événements ont été décrits par des acteurs locaux. La colère se concentrait sur une agence du Welfare (Grove Hall Welfare Office à Roxbury) où les employés étaient particulièrement négligents et méprisants envers la population. Le récit suivant, tiré d'un document élaboré par une association locale, est confirmé par les sources journalistiques et historiques disponibles:*

« Un an avant la date où l'émeute s'est déclenchée, Doris Bland avait organisé un groupe appelé « les Mères pour une Assistance Satisfaisante » (*Mothers for Adequate Welfare*) et elles avaient conduit de longues marches pendant l'année pour obtenir des améliorations du système d'assistance. Le jeudi 1er juin après-midi, environ 30 mères ont entamé, afin d'obtenir une assistance satisfaisante, une veillée devant l'agence du Welfare de Grove Hall située au 515 de l'avenue Blue Hill. Un petit groupe de protestataires marchait dehors et la veillée se transforma en sit-in nocturne. Les mères étaient en colère contre le fait que leurs chèques soient coupés sans avertissement, ainsi que par le traitement hostile dont elles faisaient l'objet de la part des travailleurs sociaux, de leurs responsables et des policiers, en plus d'autres récriminations.

Le vendredi, environ 50 hommes et femmes, parmi lesquels des enfants, tenaient toujours le sit-in quand les agents du centre de Welfare tentèrent de fermer les portes pour le week-end. Les protestataires enchainèrent alors les portes et demandèrent à parler au directeur. Quand il vint, ils demandèrent à lui parler devant la foule plutôt que d'entrer avec lui. A ce moment, un agent fut déclaré avoir été atteint d'une attaque cardiaque. La police chercha à lui porter secours. »

La foule s'y opposa. Une émeute s'ensuivit. Les violences durèrent trois nuits et mobilisèrent jusqu'à 1 900 agents des forces de l'ordre. Les représentants de la communauté noire estiment que la violence policière fut à la source des violences.

*Source* : Youth Violence System Project, Neighborhood Briefing Document "Grove Hall", p. 10-11 (traduction et résumé de l'auteur).

La liste des revendications du groupe des « Mothers for an Adequate Welfare » exprime, à elle seule, la frustration, le sentiment d'impuissance, d'absence de maîtrise de destin et de celui de leurs enfants, ainsi que le mépris ressenti par ces populations (Tager, p.179-180, également pour la liste des revendications) :

- les prestations ne peuvent être perdues sur la base d'une rumeur ou par oui-dire. Chacun devrait pouvoir se défendre des accusations portées contre elle/lui ;
- la police ne devrait pas être autorisée dans les centres du Welfare, dans la mesure où elle représente une « présence menaçante » ;
- les travailleurs sociaux devraient être en mesure de parler aux mères chaque jour et non seulement une fois par semaine ;

- les travailleurs sociaux traitent leurs allocataires avec le respect dû aux êtres humains.
- Chaque agence du Welfare désignera un conseil des usagers pour l'aider à gérer les situations d'urgence ;
- les mères au Welfare doivent être nommées au bureau de toutes les agences du welfare. Pour aider les enfants, les mères doivent pouvoir épargner de l'argent sur les petits emplois qu'elles occupent pour payer l'éducation de leurs enfants ;
- les mères devraient être capables de gagner 85 dollars par semaine sans pénalité et garder 70 % de ce qu'elles gagnent sur cette somme ;
- la ville devrait initier une campagne de relations publiques pour changer l'image négative des allocataires de l'assistance ;
- le commissaire de la ville de Boston pour les affaires sociales devrait démissionner ;
- les mères pour une assistance satisfaisante devraient avoir voix au chapitre dans son remplacement.

Source : Jack Tager, *Boston Riots. Three Centuries of Social Violence*, Boston, Northeastern University Press.

*La trace de ces émeutes dans les documents qui rappellent l'histoire des quartiers comme dans les sources historiques fait apparaître le contenu moral d'une indignation toujours présente – et dont l'actualité dépasse les frontières de l'espace comme de celles du temps. C'est bien parce que l'assistance est vécue comme une forme d'humiliation qu'il est possible de chercher à construire contre elle – l'Etat social qu'elle représente et dont elle manifeste l'emprise à la fois omniprésente et insuffisante – des initiatives visant à recréer le rêve américain : contre l'évidence des déterminations structurelles et institutionnelles, la croyance dans la capacité de la volonté de chacun à changer son destin.*

## **1 – Famille et pauvreté : de la représentation à la réalité**

Dans un pays-continent qui reste marqué par une forte tradition religieuse, le mariage est considéré comme une norme sociale fondamentale. La pensée conservatrice en matière sociale insiste sur le fait que le déclin du mariage est la cause de la pauvreté. Pour en donner une illustration, nous nous appuyons sur deux rapports de la *Heritage Foundation*, une fondation conservatrice dont les notes sont souvent reprises. La première a visé à corriger les représentations fausses de la pauvreté, supposément données par les médias. En effet, la *Heritage Foundation* accuse ceux-ci de faire des sans domicile fixe la représentation des pauvres alors qu'ils n'en représentent qu'une infime minorité. L'argumentation de la fondation consiste alors à corriger cette représentation en faisant apparaître les ressources dont disposent les pauvres américains en termes de biens de consommation, de logement, etc. Sans s'arrêter plus longtemps sur ces éléments, les conclusions du rapport pointent l'effondrement du mariage comme cause principale de la pauvreté. Cette baisse du mariage est elle-même associée à la hausse des prestations d'assistance qui se seraient substituées au père dans les foyers à bas-revenus :



*« Un élément central de la moindre capacité des familles à être financièrement indépendantes est l'effondrement du mariage dans les populations à bas-revenus. Alors que la Guerre à la Pauvreté a étendu les prestations, le Welfare a commencé à se substituer au mari dans le foyer et le mariage au sein des catégories à bas-revenus a commencé à disparaître. Quand Johnson a lancé la Guerre à la Pauvreté, 7 % des enfants américains naissaient hors mariage. Aujourd'hui, la proportion est supérieure à 40 %. A mesure que les pères mariés disparaissent de la maison, le besoin de plus d'assistance pour soutenir le revenu des femmes mariées s'est accru. La Guerre à la Pauvreté a engendré un effet retour destructeur : l'assistance a affaibli le mariage et cela a entraîné le besoin d'encore plus d'assistance. »*

*Aujourd'hui, les naissances hors mariage – avec la croissance corrélative des foyers monoparentaux – sont la cause la plus importante de la pauvreté des enfants. Les naissances hors mariage ne sont pas la même chose que les grossesses des adolescentes. L'écrasante majorité des naissances hors mariage provient de femmes âgées d'une vingtaine d'années et non de lycéennes. Si les femmes pauvres, ayant des enfants en dehors des liens du mariage étaient mariées aux pères de leurs enfants, deux tiers sortiraient immédiatement de la pauvreté. Environ 80 % des situations de pauvreté qui durent émanent de foyers monoparentaux. »*

*Source : Robert Rector and Rachel Sheffield, « Understanding Poverty in the United States : Surprising Facts about America's Pooors », The Heritage Foundation, 13 septembre 2011, p.16 (traduction de l'auteur).*

L'autre élément mis en exergue dans les causes de la pauvreté selon cette même note de la *Heritage Foundation* est l'absence de travail des parents.

*« La seconde cause principale de la pauvreté des enfants est l'absence de travail des parents. Même dans les périodes économiques favorables, la famille pauvre moyenne avec enfants ne comptabilise que 800 heures de travail parental par an au total : l'équivalent d'un adulte travaillant 16 heures par semaine. Le calcul est simple : peu de travail équivaut à peu de revenus qui équivaut à la pauvreté. Si la somme de travail des familles pauvres avec enfants était augmentée au niveau d'un adulte travaillant à temps-plein toute l'année, le taux de pauvreté de ces familles chuterait des deux-tiers. », Ibid. (traduction de l'auteur)*

Une autre note de la même fondation met en exergue les liens entre pauvreté des enfants et déclin du mariage. L'effondrement du mariage apparaît encore une fois comme la cause de l'appauvrissement. La solution reste à faire prendre conscience aux pouvoirs publics de l'importance du mariage et à renforcer les incitations de marché pour les allocataires de l'assistance.

## Classe et race de la monoparentalité

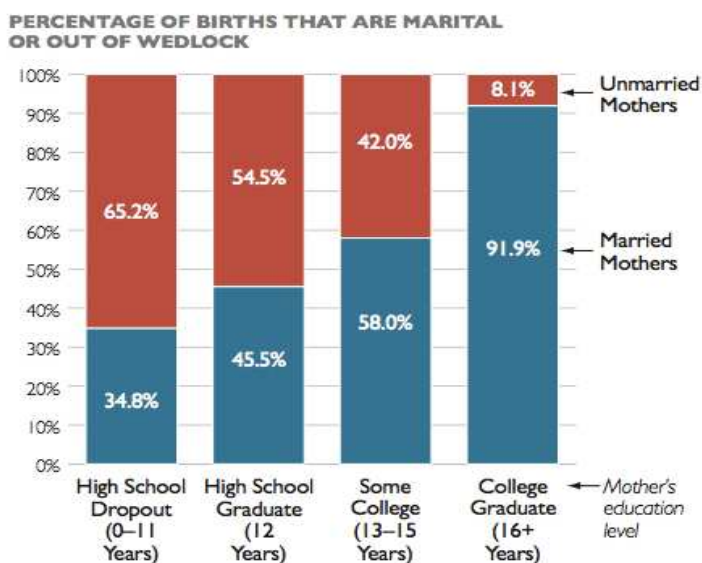


Chart 7 • Marriage and Poverty in the United States [heritage.org](http://heritage.org)

Le tableau ci-dessus montre que 91,9 % des femmes ayant un diplôme universitaire (College Graduate) sont mariées quand seulement 34,8 % des femmes sans-diplôme le sont. Ces données révèlent un contraste de classe très substantiel.

Le tableau ci-dessous fait apparaître le taux de familles monoparentales par « race ». Il souligne la très grande disparité entre les groupes, allant de 28,6 % chez les Blancs à 72,3 % chez les Afro-Américains.

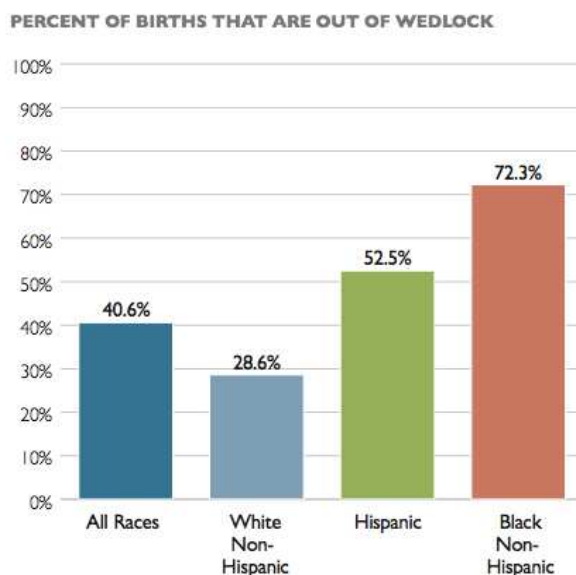


Chart 9 • Marriage and Poverty in the United States [heritage.org](http://heritage.org)

Source : « Marriage : The United States No.1 Weapon Against Childhood Poverty. How the Collapse of Marriage Hurts Children and Three Steps to Reverse the Damage », A Heritage Foundation Book of Charts, 2012, Richard and Helen De Vos, Center for Religion and Civil Society.

En réalité, l'observation des données mêmes produites par cette fondation met en lumière une partie de la complexité des phénomènes incriminés. En effet, la probabilité pour une femme d'être mariée renvoie de manière très systématique à son niveau de diplôme – niveau qui fournit lui-même un indicateur de la classe sociale d'appartenance. Ainsi, l'érosion du mariage peut être lue moins comme une cause de la pauvreté que comme un reflet des inégalités socio-économiques qui se sont développées *entre* familles au cours des dernières décennies. Comme le sociologue Claude S. Fischer le résume :

*« La pression très forte qui s'exerce sur les familles modestes (working-class families) est relativement récente. Au cours de la plus grande partie de l'histoire américaine, nous avons assisté à une stabilisation de la famille modeste et à l'expansion, même si ce fut avec retard par rapport à la bourgeoisie, de styles de vie familiale plus intimes et égalitaires. Mais la période contemporaine est problématique.*

*Pendant les années 1970 et 1980, les Américains se sont beaucoup inquiétés au sujet de l'effondrement de la famille. Nous constatons aujourd'hui qu'il s'agit en fait d'un effondrement de la famille modeste puisque la famille des catégories diplômées reste forte. La contrainte économique qui pèse sur les familles modestes – en particulier le fait que les salaires déclinent ou stagnent pour les hommes peu éduqués et que leurs femmes doivent travailler – est la source majeure des problèmes récents.*

*En même temps, des changements plus larges dans le rôle des femmes ont fait évoluer les familles américaines de manière plus générale. Les femmes sont devenues plus indépendantes, plus à même de repousser l'âge du mariage, de choisir leurs époux et plus en mesure de quitter un mariage qu'elles ne l'étaient cinquante ans auparavant. Les femmes ayant des diplômes universitaires ont réussi à négocier la révolution du genre, largement en redéfinissant le mariage vers une plus grande égalité, les moins qualifiés ont souffert. » Source : « In the land of Voluntarism », Booksandideas.net (traduction de l'auteur)*

Pour ce qui est de la variable raciale, la surreprésentation des familles monoparentales chez les Afro-Américains renvoie à un élément important du rapport Moynihan déjà largement évoqué dans la première partie. L'argument de Daniel Moynihan était le suivant : selon lui, l'esclavage aurait conduit à la désagrégation de la structure de la famille noire. Cet argument a été réfuté par Herbert Gutman (1977) qui montrait que la famille noire après l'émancipation ne présentait pas de fragilité particulière dans la mesure où la famille traditionnelle avec deux parents était courante dans le Sud. Les recherches contemporaines invitent cependant à prendre cette réfutation avec précaution. Ainsi, les recherches de Preston (Preston, Lim, Morgan, 1992) portant sur des données de recensement rendues disponibles après que Gutman ait publié son ouvrage ainsi que celles de Morgan (1993) convergent pour affirmer que le portrait de la stabilité de la famille traditionnelle chez les noirs du Sud après l'émancipation ne coïncidait pas avec la réalité, plus complexe. Il y aurait donc, en-deçà même des facteurs institutionnels, structurels et culturels mis en avant dans la première partie de ce rapport, un impact de l'histoire des relations raciales dans la société américaine sur la structure de la famille noire.

L'importance de ce facteur – la composition familiale – ne doit cependant pas être surestimée. En effet, la recherche fait apparaître un portrait des situations de la famille au regard de la pauvreté très différente de la causalité simple mise en exergue par la *Heritage Foundation*. En s'appuyant sur une revue de littérature réalisée sur l'ensemble des recherches portant sur la pauvreté et les familles dans la décennie 2000, Kathryn Edin et Joyce Kissane soulignent un certain nombre d'éléments .

Elles rappellent tout d'abord que les comparaisons internationales montrent l'importance du marché du travail et des formes de l'Etat-providence plutôt que celles de la composition familiale pour expliquer la pauvreté. La recherche a prouvé que les politiques familiales, les subventions à la garde d'enfants réduisaient la pauvreté des enfants et en particulier de ceux qui vivent dans des familles monoparentales. La recherche a également montré qu'au sein même des Etats-Unis, des variations importantes existaient entre Etats en fonction des politiques publiques. La spécificité d'un régime du Sud très peu protecteur apparaît de manière récurrente (Newman, 2011).

Elles signalent que la composition familiale ne joue qu'un rôle mineur dans l'explication de la pauvreté. En effet, des données de panel démontrent que l'augmentation du nombre de familles monoparentales est moins explicative que le taux d'emploi des femmes ou le niveau d'études. La monoparentalité joue en fait un rôle dans l'explication de l'exposition différentielle des groupes raciaux à la pauvreté.

#### **Un correctif illustré aux stéréotypes moralisateurs et racialisés : le cas de Danielle**

Loin de s'arrêter à faire la synthèse de la littérature, l'article de Edin et Kissane a à cœur d'incarner la pauvreté à travers un exemple. Nous traduisons ici quelques éléments qui cherchent à synthétiser la famille pauvre type. L'effort de synthèse est ici remarquable en ce qu'il s'attache à ressaisir l'ensemble des dimensions : biographiques, morales, économiques et institutionnelles que la littérature dessine par le biais, principalement, d'études statistiques. L'accent est également mis sur le contraste que ce « portrait-robot » de la pauvreté fait apparaître par rapport aux représentations les plus traditionnelles. Le fait de donner à la mère prise pour exemple, « Danielle », la couleur blanche est de ce point de vue significatif : les blancs, même s'ils représentent la majorité des populations, ne sont pourtant pas associés autant que les Afro-Américains peuvent l'être au *Welfare* :

« Danielle est une mère célibataire blanche de 29 ans. Elle a deux enfants. Elle vit dans un petit immeuble construit de briques situé dans le quartier très pauvre et très insécure où elle a grandi. Danielle a arrêté le lycée sans obtenir de diplôme, ce qui est très commun dans le quartier de Philadelphie où elle habite. Enceinte de son premier enfant, Danielle s'est inscrite dans le programme d'assistance. Son monde tourne autour de ses filles, mais elle s'inquiète pour sa sécurité, étant donné le quartier où elle vit. Elle craint également que ses filles suivent ses pas, aient de mauvaises fréquentations, quittent l'école et aient des enfants jeunes et sans être mariées. Sa fille de 10 ans, Audrey, a déjà commencé à « déconner » : elle refuse de faire ses études, provoque les représentants des autorités, violente sa jeune sœur de 7 ans et, selon les mots de Danielle, est simplement « mauvaise ».

Pire, le comportement d'Audrey empêche Danielle de garder un emploi. Elle ne peut trouver de babysitter qui accepte de s'en occuper, est appelée par l'école de manière récurrente pour les problèmes de comportement d'Audrey et sent qu'elle a besoin de plus de temps avec sa fille de manière à l'aider à mieux contrôler et corriger son comportement. Elle voit ces questions comme les principaux obstacles à son insertion pérenne dans l'emploi, avec son manque de qualification.

Danielle a quitté le Welfare depuis longtemps bien qu'elle reçoive toujours Medicaid et des food stamps. En ce moment, elle est au chômage et cherche activement un travail. Pour s'en sortir, elle compte sur les 86 dollars par semaine qu'elle reçoit en pension alimentaire, de l'aide d'organisations de service social et de contributions de son simili compagnon, de sa famille et d'amis. Survivre au sort du chômage est difficile.

Danielle, cependant, se félicite de sa résilience – elle a survécu au combat contre un cancer du cerveau, le meurtre de sa sœur, les abus d'un ancien petit ami et de nombreuses expériences de difficulté financière. Elle vit certes un retour en arrière mais un de ceux à partir desquels elle pourra rebondir.

Son optimisme vient de sa longue, quoiqu'erratique, présence sur le marché du travail. Au cours des cinq dernières années, elle a occupé 11 emplois : elle a nettoyé des maisons, travaillé comme télévendeuse, installé des panneaux publicitaires dans des pharmacies, été employée dans un magasin de vêtements, livré des pizzas, tenu le service des commandes dans deux pizzerias, été serveuse dans un bar et caissière dans une pâtisserie. Elle a obtenu sa paie la plus importante en 2000 quand elle a été employée par le service du recensement. Aucun de ces emplois n'offrait de protection sociale et un peu moins de la moitié étaient réalisés « au noir ». (...) Généralement, elle gagnait entre 6 et 7 dollars par heure. Les raisons qui, selon elle, ont conduit à l'arrêt du travail varient avec chaque emploi : elle a trouvé un travail mieux payé, elle était malade ou ne pouvait physiquement pas supporter les conditions de travail, l'établissement a brûlé, le travail n'était que temporaire ou à temps trop partiel, n'avait que trop peu d'heures ou celles-ci étaient distantes, ou trop incompatibles avec l'éducation de ses enfants. Malgré tous ses efforts, Danielle a évolué entre la pauvreté profonde, la pauvreté et le halo de la pauvreté pendant les cinq dernières années. »

Après avoir énoncé les raisons pour lesquelles les chercheurs peuvent trouver matière à réflexion dans le cas de Danielle, les auteures indiquent que ces chercheurs reconnaîtraient en Danielle une figure emblématique de la vie des mères célibataires après la réforme de 1996 : « beaucoup d'efforts de travail mais de médiocres et incohérentes récompenses économiques. »

Source : Kathryn Edin, Rebecca Joyce Kissane, « Poverty and the American Family : A Decade in Review », *Journal of Marriage and Family*, Volume 72, Issue 3, pages 460–479, June 2010.

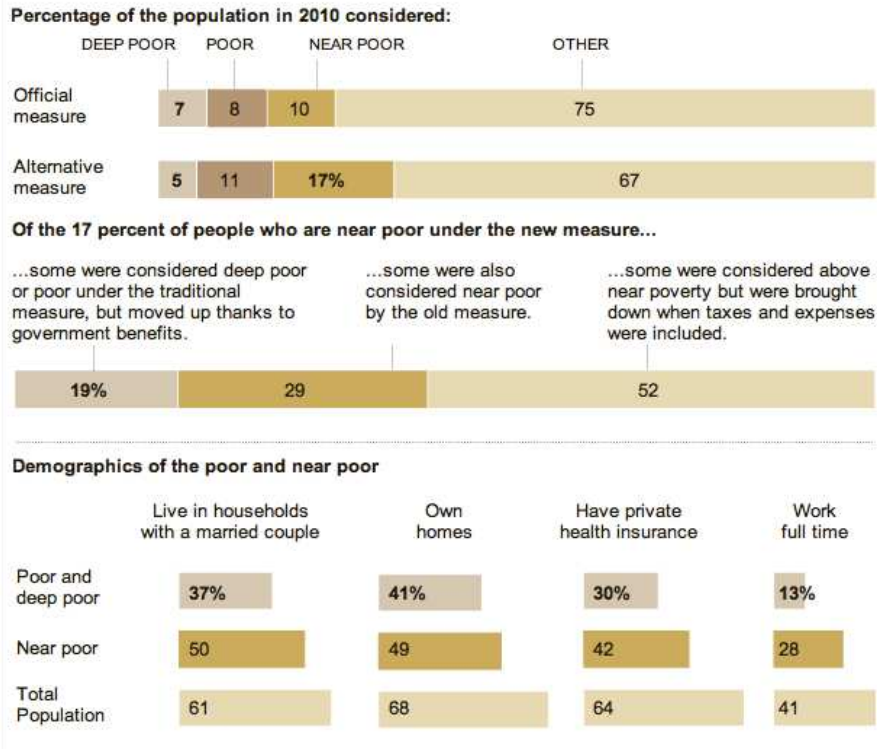
<b>Mesures officielles et supplémentaires de la pauvreté</b>		
	Mesure de la pauvreté "officielle"	Nouvelle mesure de la pauvreté
Unités de mesure	Familles et individus non-liés	Tous les individus reliés qui vivent à la même adresse, y compris les enfants résidants dans le foyer pris en charge par la famille (enfants adoptés) ainsi que tout cohabitant et ses proches
Seuil de pauvreté	Trois fois le coût d'un régime alimentaire minimal en 1963	Le 33e centile des dépenses d'alimentation, de logement, d'habillement et biens (FCSU) par unité de consommation avec deux enfants multiplié par 1,2
Ajustements du seuil	Varie par taille de la famille, composition et âge du chef de famille	Ajustements géographiques pour prendre en compte les prix du logement et échelle d'équivalence pour la taille et composition du ménage
Mise à jour du seuil	Index des prix à la consommation	Evolution quinquennale moyenne de l'indice FCSU
Ressources prises en compte	Revenu brut avant impôts	Total des revenus et des prestations en nature que les familles peuvent utiliser pour subvenir à leurs besoins compris dans les postes FCSU déduction faite des impôts, dépenses liées au travail, reste à charge médicale et garde d'enfants confiée à un autre ménage

Source : The Research : Supplemental Poverty Measure, 2011, Current Population Reports, by Kathleen Short, P60-240, US Census Bureau. (traduction de l'auteur).

### **Les chiffres issus de la « nouvelle mesure de pauvreté » publiés par le *New York Times***

Depuis 2011, le *Census Bureau* développe un nouvel indicateur nommé « Supplemental Poverty Measure ». La nouvelle mesure prend en compte le coût de la vie, les prestations servies par le gouvernement et les dépenses contraintes. Le développement de cette nouvelle mesure contre la pauvreté pour répondre aux critiques sur l'obsolescence de la ligne de pauvreté en vigueur depuis 1969 ne change pas radicalement le taux de pauvreté (16,1 % contre 15,1 % avec la mesure officielle). Par contre, des données révélées par le *New York Times* à l'occasion de la première diffusion du calcul de la pauvreté avec cette nouvelle mesure font apparaître que la population des « near poor » (les individus vivant avec moins de 150 % du seuil de pauvreté) changeait radicalement la physionomie du manque et « normalisait » les pauvres ou, à tout le moins, ceux qui luttent pour maintenir leur existence à flot, qu'ils soient officiellement comptabilisés comme pauvres ou non.

Le *New York Times* a ainsi montré qu'avec la nouvelle mesure, ce sont près de 100 millions d'individus qui vivent avec moins de 150 % de la ligne de pauvreté, soit une augmentation de 76 % par rapport à la même population rapportée à la mesure officielle. Au-delà de l'augmentation quantitative, c'est surtout le portrait de ces populations précaires qui change : celles-ci travaillent à temps complet pour un tiers d'entre elles, 50 % sont des couples mariés et possèdent leur logement dans la même proportion. Ces personnes sont plus âgées, vivent plus dans des banlieues résidentielles, et travaillent. En bref, elles ressemblent beaucoup plus à l'américain moyen que l'image des pauvres marqués par une « culture » spécifique – celle du « ghetto » ne tend à le laisser croire.



Source : *New York Times*, 18 novembre 2011.

*Lecture* : à partir des statistiques de 2010, le graphique montre les décalages entre les populations considérées comme pauvres par la mesure traditionnelle de la pauvreté et par la "nouvelle mesure de pauvreté". Parmi les "presque pauvres" (17 % de la population) selon la "nouvelle mesure de pauvreté", 19 % "étaient considérés comme pauvres ou très pauvres dans l'ancienne convention mais se sont élevés grâce aux prestations sociales"; 29 % "étaient également considérés comme presque pauvres par l'ancienne mesure; 52 % étaient considérés comme au-dessus du seuil des presque pauvres mais ont été déclassés dans cette catégorie par la prise en compte des impôts et dépenses.

Parmi ces presque pauvres, 50 % vivent dans des ménages comprenant un couple marié (contre 37 % pour les pauvres et 61 % pour la population totale); 49 % possèdent leur maison; 42 % ont une assurance maladie; 28 % travaillent à temps-plein.

Ces calculs font apparaître la différence de taille du groupe des presque pauvres (17 % contre 10 %) dès lors qu'il est calculé avec la « Supplemental Poverty Measure » qui prend en compte le coût de la vie et les prestations. Ils font apparaître la proximité de ce groupe avec le reste de la population dans son ensemble, notamment en termes de présence sur le marché du travail et de configuration familiale.



## 2 – Soutenir la famille pour faire société : l'exemple de la « Family Independence Initiative »

Etant donnée cette centralité de la famille dans la représentation des causes de la pauvreté aux Etats-Unis, il a semblé particulièrement intéressant d'enquêter sur une initiative la positionnant au centre de son action. La famille est une cible stratégique des actions que les fondations philanthropiques et les *nonprofits* peuvent soutenir, pour plusieurs raisons. La première, et la plus évidente, tient bien sûr à l'imputation de la pauvreté à une responsabilité individuelle et aux comportements dans la sphère privée. Agir sur la famille est une manière de chercher à répondre à la question de la pauvreté sans remettre en cause les fondements de l'organisation socio-économique américaine. Agir sur la famille exonère la société, à travers le marché du travail et les pouvoirs publics notamment, de se réformer. Ce mode d'action justifie donc les inégalités en insistant sur la motivation des individus, sur leur croyance en eux-mêmes et sur leur capacité à trouver, par eux-mêmes les solutions à leurs problèmes.

Cependant, si cette vision « critique » correspond sans doute à une réalité, l'observation empirique conduit à complexifier cette analyse. Il convient tout d'abord de cerner les raisons pour lesquelles cette rhétorique qui fait des pauvres ou des familles à bas-revenus les mieux à même de trouver les réponses à leurs problèmes rencontre une forme d'adhésion. Elle entretient certes un « mythe », celui de l'accomplissement individuel, mais elle le fait en cherchant à recréer, par la mise en relation des individus, les ressorts de la mobilité que les conditions socio-économiques et institutionnelles peuvent, aux yeux des initiateurs de ces entreprises, rendre difficiles, voire impossibles. S'il ne porte pas de dénonciation, le discours qui justifie ce type d'action interroge les formes de redistribution à l'oeuvre, notamment vers les plus riches. S'il critique le *Welfare* avec des arguments proches de ceux des conservateurs, elle les retourne également dans le sens d'une « déstigmatisation » des pauvres qui se heurte à nombre de préjugés et de structures de pouvoir. Ainsi, il s'agit pour les promoteurs de régénérer la participation sociale et, à travers celle-ci, d'assurer aux individus une amélioration de leur condition. Dans leur esprit, la famille est donc le premier levier d'une promotion de l'individu. La famille est la forme imaginaire de la société, la cellule élémentaire sur laquelle s'édifie une participation sociale plus large. Ce type d'initiative rencontre les représentations et les croyances pratiques d'une partie de la population qu'elle vise – même si nous montrerons, à l'appui de notre second exemple empirique, en quoi cette population fait l'objet d'un « biais de sélection » important<sup>21</sup>.

Nous nous intéressons ici à une initiative intitulée *Family Independence Initiative* auprès de laquelle une partie de l'enquête empirique dans la ville de Boston a été menée. Cette initiative n'est pas, à proprement parler, locale. L'équipe de Boston décline un modèle créé à San Francisco. L'ancrage dans ces deux contextes libéraux (au sens américain de « progressiste ») montre comment le thème de la famille peut être mobilisé par une initiative privée allant dans le sens d'une prise en compte de la volonté des pauvres de s'en sortir, à rebours des thèses principales du discours conservateur. Ainsi entendue, l'action menée est bien progressiste mais ce progressisme recouvre largement les croyances fondamentales que la société américaine entretient sur elle-même. La critique de l'assistance comme privant les individus de pouvoir sur eux-mêmes et de dignité y tient également une place centrale. La

<sup>21</sup>

L'usage de ce terme est, en réalité, métaphorique, s'agissant d'une enquête de type ethnographique.

*Family Independence Initiative* fait vivre les éléments fondamentaux de la croyance dans le rêve américain à partir d'une prise en compte des rapports sociaux réels et cherche à aider les individus à « s'en sortir » le mieux possible en s'aidant eux-mêmes. Reste à savoir comment.

### Enquête auprès de la « Family Independence Initiative » Boston

J'ai pris connaissance de ce programme par le biais d'un article paru dans la presse locale, le *Boston Globe*, qui vantait cette initiative.

L'enquête repose sur ce *nonprofit* portant sur trois sources différentes. La première réside dans la lecture de documents de présentation des actions de *Family Independence Initiative*. Le site internet présente des éléments de présentation de la démarche et des données d'évaluation qui permettent de saisir les grands axes et les résultats auprès des cohortes d'utilisateurs.

La seconde réside dans un entretien avec le directeur de FII Boston, Jésus Genera, qui a accepté de me rencontrer et de s'entretenir avec moi pendant plus de deux heures dans les locaux de FII. Jésus Genera est une figure du monde local des *nonprofits*. Latino-américain, il jouit d'une excellente réputation et enseigne à Boston University.

La troisième provient de l'observation de plusieurs réunions de FII. Ces réunions de groupes sont la principale activité de la FII. Elles durent environ deux heures et sont suivies de dîners où les utilisateurs poursuivent les conversations engagées lors des réunions à proprement parler.

La description et l'analyse développées dans les pages suivantes s'appuient sur ces trois sources. L'observation est toujours distinguée de la restitution des données issues des documents consultés. De la même manière, les propos de Jésus Genera sont indiqués comme tels.

Le programme *Family Independence Initiative* a été fondé à San Francisco en 2001 par Maurice Lim Miller, à l'instigation du maire d'Oakland. L'objectif de ce *nonprofit* (qui met en œuvre des programmes) est assez simple et n'est en rien original<sup>22</sup>. Il s'agit de soutenir les familles à bas-revenus. Mais si l'objectif n'est pas, en soi, original, la manière dont il est recherché l'est davantage. La philosophie de *Family Independence Initiative* repose sur l'idée que c'est aux familles de découvrir par elles-mêmes ce qui importe pour elles et la meilleure manière d'atteindre leurs buts. Ainsi, la *Family Independence Initiative* est marquée par une prise de distance critique avec l'intervention publique. Elle définit ainsi sa différence avec l'intervention publique envers les familles à bas-revenus :

*« Au cours de la dernière décennie, la Family Independence Initiative (FII) a démontré que les communautés à bas-revenus peuvent améliorer leur mobilité économique et sociale quand elles sont dans des*

<sup>22</sup> Les quelques éléments de présentation de la Family Independence Initiative s'appuient sur la note d'Ezra Burak, « Spotlight on... Family Independence Initiative », *Pathways*, Center For Poverty and Inequality, Stanford, consultable à l'adresse suivante [http://www.fiinet.org/writable/resources/documents/pathwayssummer\\_2011.pdf](http://www.fiinet.org/writable/resources/documents/pathwayssummer_2011.pdf) (traduction de l'auteur).

*environnements qui soutiennent l'auto-détermination et le secours mutuel, ainsi que quand l'accès aux ressources est déterminé par les forces et non par les manques. Cette approche se situe dans un contraste net avec le système mi-séculaire de soutien du gouvernement ainsi que des associations. Notre « filet de sécurité » actuel repose sur les besoins des gens plutôt que sur leurs forces. Alors que cette approche est nécessaire pour ceux qui traversent une crise, elle échoue à fournir un tremplin vers la sécurité économique. Développer un nouveau système de prestations, reposant sur l'auto-détermination et l'initiative pour ceux qui veulent quitter ou éviter l'assistance, ne diminuera pas simplement le coût des approches présentes mais augmentera la force économique du pays.»<sup>23</sup>*

Ainsi conçu, la méthode de *Family Independence Initiative* se différencie de manière systématique de l'intervention publique. Un tableau comparatif (cf. infra) apparaît même parmi les principaux arguments d'auto-présentation de la fondation. Cependant, cette mise à distance de l'intervention publique se double d'une autre mise à distance, cette fois par rapport à la vision négative des personnes pauvres comme étant paresseuses et incapables d'agir et de décider par leurs propres moyens :

*«Parce que « Pauvre » ne signifie pas incapable ou paresseux : Les stéréotypes sur les pauvres abondent tant à droite qu'à gauche. Ils sont tantôt vus comme des victimes ou comme des profiteurs. La réalité est que les populations à bas-revenus sont pleines d'initiatives, sagesse, créativité et que les gens veulent travailler pour s'élever. Ce dont ils manquent est l'accès aux ressources qui leur permettraient de mobiliser ces forces en fonction de leurs propres souhaits. Aujourd'hui, comme par le passé, il y a des groupes de familles, de voisins, d'amis qui s'auto-organisent pour se soutenir les uns les autres et améliorer leurs vies.»<sup>24</sup>*

<b>Tableau des différences entre le modèle d'action de FII et le filet de sécurité (Safety Net System)</b>	
<i>Systeme de mobilité</i>	<i>Systeme du filet de sécurité</i>
Voie auto-déterminée	Voie prescrite
Progrès récompensé	Progrès pénalisé
Les familles sont des consommateurs	Les familles sont des cas
Mutualité	Dépendance
Les familles sont capables	Les familles sont dans le besoin
Les modèles d'identification positive se diffusent de manière virale	Soutenabilité et reproductibilité limitées

Source : [http://www.fiinet.org/why\\_fii/how\\_is\\_fii\\_different](http://www.fiinet.org/why_fii/how_is_fii_different) (traduction de l'auteur)

<sup>23</sup>

Site internet de FII, [http://www.fiinet.org/why\\_fii/how\\_is\\_fii\\_different](http://www.fiinet.org/why_fii/how_is_fii_different), page consultée le 12 octobre 2012.

<sup>24</sup>

Ibid. [http://www.fiinet.org/why\\_fii/what\\_why\\_fii](http://www.fiinet.org/why_fii/what_why_fii), page consultée le 12 octobre 2012.

Cependant, cette vision d'une opposition systématique entre le modèle de la *Family Independence Initiative* et le filet de sécurité étatique est trop schématique. Elle ne correspond pas à la vision très précise du positionnement de leurs usagers que les concepteurs et les animateurs de FII disposent. En effet, ceux-ci ont construit une représentation d'ensemble de la société qui intègre les transferts dont bénéficient les plus pauvres et les plus aisés pour montrer où le besoin de l'aide que leur modèle est censé apporter est le plus nécessaire. La présentation faite par son responsable local fait apparaître l'ensemble de la population américaine en fonction d'une échelle de revenus. L'idée est de donner aux « presque pauvres » les mêmes outils que ceux donnés aux riches par des transferts publics. Ceux qui sont juste au-dessus du seuil de pauvreté sont marqués par les phénomènes de récurrence dans la pauvreté. Ces « *working poor* » sont au cœur de l'attention de FII. Il s'agit donc de pallier l'absence de soutien pour les strates inférieures présentes sur le marché du travail, celles-là mêmes qui subissent la précarisation du travail et la faiblesse chronique des rémunérations (1 salarié sur 5 et une salariée sur 3 vit avec un salaire équivalent au seuil de pauvreté) et le risque de « rechute » des familles qui émargent juste au-dessus du seuil de pauvreté (fixé à 22 000 dollars par an pour une famille de deux adultes et deux enfants). L'opposition symbolique recoupe donc une articulation pratique entre ressources individuelles et ressources publiques. Les ressources individuelles stabilisées et développées grâce au modèle doivent permettre à ceux qui sortent de la pauvreté de vivre de manière indépendante. L'objectif du programme est donc de lisser les ressources des « presque pauvres » qui perdent l'avantage des droits sociaux en travaillant pour leurs permettre de s'installer dans les échelons supérieurs de la société. Les instruments élaborés par la FII doivent également permettre de compenser l'inégalité introduite par les déductions d'impôts accordées aux plus riches. Ils portent donc, implicitement, une critique des formes et des cibles de redistribution à l'oeuvre, au-delà de la critique, explicite, du *Welfare*. Ainsi, le responsable de FII Boston déclarait :

*« Il y a un cercle vicieux où les gens qui gagnent 24 ou 25000 dollars par an ne peuvent jamais gagner assez pour se sortir de l'eau. Si je gagne 25000 dollars, ma voiture se casse, j'ai une urgence médicale, il y a un décès dans ma famille et j'ai à puiser dans le peu de ressources que j'ai, cela va me renvoyer dans la pauvreté. Dans l'autre sens, les hauts revenus ont des politiques qui donnent une forme de contrôle et de choix, des récompenses ou incitations qui répondent aux initiatives presque dollar pour dollar. Les gens pensent que le taux d'imposition doit être au plancher parce que vous savez mieux que qui que ce soit comment faire de l'argent. Quand vous allez de l'autre côté, c'est l'inverse, c'est comme si on disait, on ne peut pas vous faire confiance. » (responsable FII)*

A rebours, l'approche (qui n'est pas un programme, cela a été souligné à de nombreuses reprises) de FII consiste, selon le responsable de son agence locale à reconsidérer ce système politique et social et à inverser la perspective en investissant sur les travailleurs pauvres ou à aider ceux-ci à investir sur eux-mêmes :

*« Nous forçons les gens à prendre conscience de cette structure de pouvoir et de mettre le pouvoir dans les mains des familles. » (ibid.)*

Cette conception du pouvoir et la critique, sous-jacente, du *Welfare* est bien entendue liée à la structure des relations raciales. Le fait que le responsable de FII Boston soit lui-même un latino-américain est significatif de cette continuité entre promotion individuelle et collective. Si l'approche n'est, en tant que telle, en rien « racialisée, la signification que lui donne son responsable intègre cette dimension comme un aspect central :

*« Prenez une ville riche, avec un revenu moyen à 75000 dollars, 30000 au-dessus du pays, installez 20 personnes and dotez les de 20 millions de dollars pour mettre en place des programmes dans cette communauté et, parmi ces 20, prenez 70% d'hommes noirs et latino, qu'est-ce que les gens diront : allez vous faire foutre ! Cela n'est pas représentatif de notre communauté » (ibid.)*

Même si la FII participe, par ses financements notamment, à la circulation de l'argent philanthropique, il revêt, aux yeux de ceux qui le mettent en œuvre une signification politique plus large. Dans ce dernier exemple, la proportion qui illustre fictivement l'exemple sert à offrir un miroir déformant (en réalité, c'est une démonstration par l'absurde) à celui du secteur philanthropique de Boston où, selon le même interviewé, 70% des responsables sont des femmes blanches riches.

Le credo de FII est qu'à l'instar des familles de classe moyenne, les familles à bas-revenus sont capables de franchir des étapes significatives dans leur promotion sociale et dans leur capacité d'auto-détermination. Ce qui manque aux familles, c'est du capital social et des opportunités. Ainsi, FII ne s'autorise pas à décider pour les familles ce qu'elles doivent faire. Ce sont elles qui doivent déterminer les objectifs qui peuvent leur permettre d'avancer. Une fois que le but est déterminé, FII soutient la famille par de petites sommes d'argent, en accordant de petites bourses, etc. Des entretiens mensuels avec des membres de liaison de FII permettent de demander aux familles les démarches qu'elles ont accomplies. Les familles gagnent plus d'argent à chaque fois qu'une nouvelle activité est entreprise. Cependant, FII relativise l'importance de cette incitation financière et souligne plus volontiers l'importance de l'engagement et de la motivation qui en résulte. *A contrario*, les observations réalisées tendent à souligner l'importance des dimensions matérielles de l'aide apportée par les usagers. Les familles se retrouvent par groupes de cinq ou six, évoquant ainsi les groupes de micro-crédit. Chaque famille est invitée à recruter d'autres membres de son réseau d'interconnaissances dont elle est alors responsable :

*« FII est structurée autour de l'idée que le besoin le plus important pour les familles pour se sortir de la pauvreté, sont le sentiment de contrôle sur leur propre vie, une conscience des options qui leurs sont disponibles, un réseau social divers et mobilisé, un accès à des ressources financières tangibles pour les aider à prendre des initiatives. Plutôt que d'importer ces ressources dans une communauté, FII commence par identifier où elles existent déjà, concrètement en identifiant des familles à bas-revenus qui ont déjà pris des initiatives pour améliorer leur propre bien-être et celui des familles autour d'elles. »<sup>25</sup>*

Contrôle sur sa propre vie et développement de ses réseaux sociaux sont donc les deux maîtres-mots de l'initiative. La démarche suit quatre étapes bien identifiées :

---

<sup>25</sup> [http://www.fiinet.org/writable/resources/documents/fii\\_boston\\_2012\\_evaluation\\_final.pdf](http://www.fiinet.org/writable/resources/documents/fii_boston_2012_evaluation_final.pdf), rapport d'évaluation de FII Boston, p.10, traduction de l'auteur.

- **Recruter des cohortes de familles centrales** (*core families*) : l'idée est que les familles se recrutent elles-mêmes, non sur le critère de la plus grande proximité, mais à partir d'un sentiment d'identification avec des familles ayant la même orientation vers l'avenir, partageant la même volonté d'ascension sociale et d'entrer dans une sociabilité. Le quartier est la base de création de ces cohortes.
  
- **Identifier des objectifs atteignables et se donner les moyens de les réaliser** : les familles doivent trouver elles-mêmes les solutions à leurs difficultés et les objectifs qui leurs permettent de franchir, pas à pas, les obstacles afin d'atteindre ces solutions. Cela peut passer par l'identification d'un « grand » projet tel que l'achat d'un bien immobilier ou des projets plus limités tels que l'acquisition de compétences informatiques. Dans un tel cas, l'agent de liaison va demander au groupe et aux autres groupes se posant les mêmes questions comment faire pour les acquérir. Il peut ensuite proposer des solutions que les familles restent libres d'accepter ou non.
  
- **Fournir des données à FII** : les agents de liaison ont également pour rôle de rassembler des données auprès des familles. Selon FII, ces données permettent de mieux comprendre le rôle du choix, des options et des réseaux sociaux dans la manière de donner aux familles une maîtrise de leur chemin vers une meilleure situation sociale. FII exige donc des familles participantes qu'elles fournissent des données sur leur situation financière mais aussi sur leurs comportements de manière mensuelle. FII fournit un ordinateur aux familles pour qu'elles puissent le faire. Tout est enregistré : revenus, ressources, dépenses ainsi que des informations sur la santé des membres de la famille, l'éducation des enfants et d'autres aspects que FII ou les familles considèrent comme pertinents. Des vérifications sont effectuées chaque trimestre. FII considère que l'obtention de ces données ne diminue pas le pouvoir des familles. Celles-ci sont payées pour cela. Si une famille montre qu'elle a pu épargner, elle reçoit une mini-bourse. Elle peut recevoir jusqu'à 600 dollars sur les deux ans du programme. Pour FII, il s'agit là d'un équivalent des incitations fiscales offertes aux classes moyennes et supérieures.
  
- **Recruter d'autres familles** : les premières familles sont choisies en fonction de leur réseau social important dans les quartiers. Elles ont pour rôle de donner une incarnation de la possibilité de s'en sortir. Elles offrent un modèle d'identification positive qui contraste avec la persistance de la pauvreté. Les familles sont recrutées et payées pour que de nouvelles familles adhèrent à la seconde cohorte de FII dans le quartier. Elles doivent jouer un rôle de « leadership » social.

Chacun de ces éléments est très révélateur des caractéristiques des actions associatives : le premier point désire qu'à travers des familles, c'est un quartier que l'on vise à transformer.

Les familles recrutées sont envisagées comme étant des relais autant que des bénéficiaires. Le second souhaite que l'action soit structurée autour d'objectifs permettant une amélioration progressive de la situation des familles et des individus qui les composent. La représentation qui prévaut est celle d'une capacité croissante des individus à maîtriser leur destin. Il y a bien là une croyance stabilisée et entretenue par la plus grande probabilité d'obtenir une deuxième chance que dans les sociétés où, comme la France, la formation initiale détermine plus largement le destin social. Le troisième point marque l'importance cruciale des données et de leur obtention : seules celles-ci sont susceptibles d'étayer la crédibilité de l'entreprise. Enfin, la tâche donnée aux familles de recruter d'autres familles témoigne de la croyance dans la vertu de l'émergence d'un leadership local et du rôle positif conféré aux formes d'organisation endogène des populations. Loin d'être vues comme des formes de communautarismes, ces liens d'influence et de pouvoir sont vus comme les relais des programmes qui visent à permettre à chacun de réaliser pleinement le rêve américain.

Un des points les plus importants ressorti des observations menées lors des séances de groupes est que les membres de FII peuvent guider le déroulement des réunions, aider les membres présents à passer d'un sujet à l'autre mais qu'ils doivent surtout promouvoir la prise de parole et la capacité d'un des membres à animer le groupe et à proposer des initiatives. Les « travailleurs sociaux » ont interdiction d'intervenir dans les choix proposés par les membres des groupes. Ils doivent enregistrer les décisions qui sont prises, contrôler que des actes les suivent mais comme me le disait le directeur de la structure lors d'un entretien, s'ils s'expriment ou décident à la place des usagers, ils sont alors licenciés.

Les séances se déroulent de la manière suivante : autour d'une table, les membres des groupes, souvent cinq ou six, échangent sur les questions qui constituent, à leurs yeux, les principaux obstacles à leur mobilité : garde d'enfants ; crédit et compréhension des conditions de crédit des établissements financiers, problèmes éducatifs. Chacun doit faire en sorte d'apporter la manifestation de sa volonté de dépasser les limites, son optimisme, son soutien. Chacun des participants vient sans doute d'abord chercher là un rempart à sa solitude et une atmosphère conviviale où l'entre-soi permet de ne pas être jugé. Les participants, dans leur grande majorité des femmes, me diront elles-mêmes en aparté apprécier un endroit sûr, « *a safe place* », propice à la promotion des valeurs familiales (*family-friendly*).

FII a un mode d'action particulièrement intéressant dans la mesure où elle cherche à produire, de manière concertée et donc *artificielle* (sans que l'emploi de ce terme n'ait aucune connotation péjorative) des phénomènes perçus comme étant *naturellement* au fondement de la société américaine depuis que les communautés d'immigrants la peuplent, s'y installent et sortent de la pauvreté par l'animation de réseaux, l'imitation des pairs déjà installés et l'éthique du travail. L'existence d'une déclinaison à Boston de FII et les liens avec la fondation sur laquelle porte l'enquête de terrain (présentée dans le chapitre 3) m'ont conduits à intégrer FII comme objet d'étude empirique.

Il y a fort à penser que le modèle de FII fonctionne à Boston en tout cas, beaucoup mieux à East Boston, un quartier habité majoritairement par des immigrés récents qu'à Grove Hall-Roxbury où les afro-américains s'appropriaient moins aisément ce type d'outils, sans doute

parce que les réseaux d'interconnaissances et d'entraide sur lesquels il repose pour prendre de l'envergure sont moins développés au sein de ces populations<sup>26</sup>.

La manière dont FII travaille sur la motivation des individus n'est pas la seule façon d'intégrer les dimensions de motivation et la capacité des familles à s'organiser pour améliorer leur sort individuel et celui de l'environnement de pauvreté où elles résident. D'autres initiatives font apparaître la volonté de jouer sur les différents leviers tenant à l'environnement social comme aux comportements (notamment familiaux et éducatifs) des habitants des quartiers pauvres. C'est notamment le cas de la Harlem Children Zone, ensemble d'actions mis en place dans le quartier de Harlem à New York.

### 3 – Articuler culture et structure : l'exemple du « Harlem Children Zone »

Le programme Harlem Children Zone (HCZ) fait partie de l'agenda urbain d'Obama connu sous l'intitulé « Promise Neighborhoods »<sup>27</sup>. Harlem Children Zone est un programme qui a été fondé par Geoffrey Canada. Celui-ci a été impliqué dans la construction du capital social et humain de familles à bas revenus d'un ensemble d'habitats de Harlem. Pendant ces années, Canada a créé un réseau de donateurs pour soutenir un ensemble de services pour les enfants, depuis la naissance jusqu'à l'Université, ainsi que pour leurs familles. L'idée générale de Canada était d'améliorer les résultats scolaires des enfants ainsi que leurs accomplissements ultérieurs en s'intéressant à leurs besoins extra-scolaires. Il a cependant intégré l'école dans son approche en créant une « *public charter school* » qui sélectionne les enfants par un tirage au sort et contrôle la qualité de l'éducation qu'ils y reçoivent.

Ce programme a fait l'objet d'une analyse très serrée par William Julius Wilson. Celui-ci voit en effet dans ce type d'initiatives une opportunité pour dépasser une difficulté pour les acteurs qui reconnaissent l'importance des facteurs structurels de l'inégalité urbaine d'obtenir l'adhésion des américains qui mettent l'accent sur les facteurs culturels telle que la motivation individuelle. Ainsi, dans la perspective de ce sociologue, même si les facteurs culturels sont moins importants que les facteurs structurels dans l'explication de la pauvreté, d'une part, ils existent et, d'autre part, *toute stratégie politique cherchant à obtenir l'adhésion pour la lutte contre la pauvreté et les inégalités se doit de les intégrer.*

Le programme Harlem Children Zone constitue, dans cette perspective, une approche globale (holistic) qui appréhende en même temps les facteurs structurels et culturels. Des programmes familiaux cherchant l'amélioration de l'état de santé ainsi que des programmes scolaires ou destinés à la communauté sont présents dans cette initiative. La plupart des actions visent clairement des facteurs structurels. Ainsi, une *charter school* fait partie du programme et accroît l'offre scolaire et, aux dires de ceux qui soutiennent ce type d'action, la qualité de l'enseignement reçu par les enfants : ceux-ci ont un temps de présence à l'école accru de 60 % par rapport aux *public schools* ainsi que des cours supplémentaires le

---

<sup>26</sup> Pour une démonstration empirique de ce point tout à fait fondamental, voir Sandra Susan Smith, « A Test of Sincerity : How Black and Latino Service Workers Made Decisions about Making Referrals », *Reconsidering Culture and Poverty*, ANNALS, AAPSS, Vol. 629, May 2010, pp. 30-53.

<sup>27</sup> Les lignes qui suivent s'inspirent de la note écrite sur le programme Harlem Children Zone par James M. Quane et William Julius Wilson, « All Together, Now, One by One. Building Capacity for Urban Education Reform in Promise Neighborhoods », *Pathways*, Summer 2011, consultable à l'adresse suivante : [http://www.stanford.edu/group/scspi/\\_media/pdf/pathways/summer\\_2011/PathwaysSummer11\\_QuaneWilson.pdf](http://www.stanford.edu/group/scspi/_media/pdf/pathways/summer_2011/PathwaysSummer11_QuaneWilson.pdf)



samedi par exemple. Cependant, plusieurs programmes visent des facteurs culturels. Ainsi, « the Baby College » est un atelier de neuf semaines dédié aux futurs parents et à ceux dont les enfants vont atteindre l'âge de trois ans. Construit à partir des enseignements d'un pédiatre reconnu, (T. Berry Brazelton), ce programme dispense des conseils sur la gestion du stress parental et encourage les parents à s'occuper de leurs enfants de manière suivie.

Ainsi, le travail sur la famille débouche sur une amélioration du contexte dans lequel vivent les familles. C'est donc une articulation du culturel et du structurel qui se met en place dans ce cas. Sa reproductibilité est douteuse, ne serait-ce que parce que Harlem est un quartier très dense et qui permet une concentration des actions sur une population réunie dans un périmètre restreint.

## Chapitre 4 – Le quartier, de l'obstacle au tremplin ?

Le dernier chapitre de ce rapport sera consacré à la prise en compte des enjeux liés à la création de réseaux à l'échelle d'un quartier. En effet, une des différences décisives entre les quartiers français les plus défavorisés et les quartiers américains dits de « pauvreté concentrée » - c'est-à-dire où plus de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté – est que la criminalité y joue un rôle structurant. Les différentes formes d'exploitations subies, l'ampleur des problématiques sociales en termes d'emploi ou de ségrégation, la circulation des armes à feu, etc. font de ces lieux des territoires qui infligent une véritable « souillure » à ceux qui résident à l'extérieur. Un environnement dégradé limite les chances d'accéder à une éducation de qualité, d'avoir un emploi, de fonder une famille ; accroît la probabilité d'être détenu, etc. La prise en compte du quartier comme handicap est une donnée fondamentale dans la société américaine où les classes sociales se distribuent de manière très ségréguée dans l'espace.

Dans ce cadre, la création de réseaux entre les habitants « volontaires » et partageant une même aspiration à l'amélioration de leur condition est considérée comme le meilleur moyen de venir en aide aux habitants de ces quartiers. Ainsi, nous nous intéressons ici à un ensemble d'initiatives censées promouvoir un sens de la communauté chez les habitants d'un quartier très défavorisé de la ville de Boston. Par souhait de garder leur anonymat à une fondation sur laquelle des travaux ethnographiques ultérieurs porteront, j'ai donné au groupe étudié le nom fictif de « Fondation pour le Rêve Américain ». Pour cette fondation indépendante originale en ce qu'elle est un modèle hybride avec les nonprofits puisqu'elle met en œuvre une partie des actions qu'elle finance grâce à des levées de fonds, il s'agit bien de redonner toutes leurs chances à ceux que leur environnement défavorise en les exposant à la pauvreté et à ses conséquences, notamment l'impossibilité de se projeter dans une trajectoire de mobilité sociale ascendante. L'idée est bien de rassembler les individus qui adhèrent aux normes sociales pour leur permettre de mieux maîtriser leur environnement, y exercer un contrôle social et le transformer en lieu susceptible d'offrir des opportunités. Comme la FII, il s'agit bien de s'appuyer sur les ressources présentes au sein des quartiers pour les renforcer plutôt que d'insister sur les manques dont ceux-ci souffrent par rapport à d'autres espaces. Rompre avec l'isolement des familles est ainsi central. Cependant, malgré la rhétorique qui valorise l'initiative des habitants, c'est en lien avec des acteurs extérieurs au quartier que ce type d'initiative peut être conduit. Ainsi, le lien entre acteurs internes au quartier et acteurs extérieurs (institutions ou, ici notamment fondations) est crucial. C'est ce que nous verrons d'abord à partir d'un exemple de programme de lutte contre la criminalité liée aux gangs qui a fait de Boston un modèle national dans les années 2000. Ensuite, nous nous intéresserons à cette Fondation pour le Rêve Américain qui a cherché à projeter une action sur un quartier en étudiant, de manière ethnographique, ses actions. Enfin, nous ouvrirons la réflexion sur les raisons qui, par-delà le décalage entre l'ampleur des causes et la limitation des moyens mis en œuvre, permettent de comprendre l'adhésion qu'une partie de la population manifeste pour ce type de programmes.

## 1 – Criminalité et lutte contre la criminalité

La compréhension de la réalité sociale de ces quartiers, dans ses dimensions à la fois symboliques et matérielles, ainsi que les formes d'actions mises en œuvre par les acteurs, étatiques, économiques ou *nonprofits* qui promeuvent et/ou contrôlent leurs habitants, ne saurait faire l'impasse sur l'évocation de la criminalité. Celle-ci révèle d'abord l'image sociale de ces lieux, associée au danger et à la souillure qu'ils font porter aux individus et à la société dans son ensemble.

Pour nombre de ceux qui n'y résident pas, la criminalité est la première et, pour beaucoup, la dernière « image » de ces quartiers. Elle constitue en effet un élément très important des nouvelles des quartiers Afro-Américains dans la presse locale dont une partie est spécialisée dans l'évocation, souvent très détaillée, des formes de violence qui s'y déroulent. Des infographies « labellisent » les quartiers, voire les sous-quartiers, en fonction de leur dangerosité. Pour l'extérieur, la violence résume la vie sociale qui s'y déroule. C'est une dimension de l'injustice ressentie par les populations qui refusent de s'y laisser réduire et valorisent l'intensité de la vie sociale qui y règne. Mais c'est aussi une dimension qui a un effet de prophétie auto-réalisatrice dans la mesure où elle tient les « étrangers », entendre les Américains vivant dans d'autres quartiers de la ville<sup>28</sup>, à l'écart de ceux-ci en même temps qu'elle limite la circulation des habitants au sein de leur propre espace. La violence n'est pas seulement omniprésente dans les représentations des quartiers pour le reste de la société, par le biais des médias, elle est également d'une très grande importance dans les messages adressés à la population. La violence fait l'objet d'une grande préoccupation où les acteurs du monde des *nonprofits* et du monde académique travaillent dans une interdépendance étroite pour analyser et combattre le phénomène. Une des caractéristiques de cette littérature est de se concentrer sur les éléments les plus locaux comme le référencement des gangs présents et actifs localement (même s'ils sont moins structurés à Boston qu'ils ne peuvent l'être dans d'autres villes), la nature et ampleur de l'activité policière déployée, les caractéristiques ethniques et sociales de la population. Les causes macro-sociales qui conduiraient à une remise en cause de la société dans son ensemble et en tout cas à s'intéresser à des phénomènes qui trouvent leur origine au-delà des frontières des quartiers (Wilson, 1997), sont le plus souvent évacuées au profit d'une tentative de détermination des enjeux micro-locaux en relation avec la politique publique.

La violence et les réponses à la violence structurent une partie de l'organisation des relations sociales, à la fois entre les acteurs des quartiers et entre ces acteurs et les pouvoirs publics (police, équipe municipale, représentants du Commonwealth). La criminalité est elle-même souvent liée à une forme d'organisation sociale, celle des gangs mais d'après les observateurs locaux (policiers, *street workers*, représentants du système carcéral, etc.) ceux-ci sont, à Boston, très éclatés et n'appartiennent pas à de grandes organisations nationales

---

28

Pour les autres, les blancs aisés et progressistes, la construction symbolique de ces quartiers est ambivalente car elle met à distance en même temps qu'elle attire, et ce d'autant plus, que le parcours de vie peut se dérouler sans contact direct entre les populations qui ne partagent pas les mêmes écoles, ni les mêmes lieux de loisir sans parler du travail. De ce point de vue, l'absence de « mixité » sociale et raciale frappe l'observateur français. Même si Cambridge surreprésentait les intellectuels progressistes dans les interactions quotidiennes que j'ai pu avoir, il m'a également été possible de recueillir, au détour de rencontres, le sentiment de Bostoniens aisés plus conservateurs. Pour eux, la pauvreté urbaine n'est rien d'autre qu'un « dirty word » (un mot sale) et ces quartiers des endroits où l'on ne passe pas. La criminalité témoigne de la part de leurs habitants (habitants pris, sans autre forme de procès, comme un tout) d'un manque de respect élémentaire de la valeur de la vie humaine. Dans ces circonstances, la discussion tourne vite autour de l'assistanat « dependency » qui est une véritable obsession et que les démocrates sont accusés d'encourager. Barack Obama, en course pour sa réélection à l'automne 2012, était désigné comme le « Food Stamp President » (le président des coupons alimentaires).

comme cela peut être le cas dans d'autres grandes métropoles. Par contre, les réponses à la criminalité structurent véritablement un réseau de relations et font apparaître les coopérations ponctuelles ou plus systématiques qui peuvent exister entre acteurs locaux et pouvoirs publics, malgré l'opposition initiale entre les premiers et les seconds, très largement perçus comme des oppresseurs, notamment la police.

Comme la plupart des autres grandes métropoles, Boston a connu une vague de criminalité inédite dans son histoire, au début des années 1990<sup>29</sup>. Similairement, l'apparition d'une drogue, crack-cocaïne, est accusée d'avoir entraîné une activité délictueuse particulièrement meurtrière (Braga, 2003 ; Kennedy et *al.*, 1996). En réalité, d'autres facteurs, tels que le désinvestissement fédéral dans le soutien aux initiatives urbaines, organisé dès le début des années 1980 par l'administration de Ronald Reagan (Wilson, 2010) ont contribué à une dégradation très rapide des *inner-cities*. La violence n'a pu être aussi intense que dans la mesure où les pouvoirs publics avaient, préalablement, abandonné des pans entiers de régions urbaines, après que la désindustrialisation ait ôté aux populations y habitant les ressources à la fois matérielles et symboliques liées à l'occupation d'un emploi. Comme nous l'avons vu, Boston, ville particulièrement ségréguée, a, de plus, orienté son développement vers des activités de recherche, ce qui a contribué à une marginalisation économique et sociale avancée des populations les moins qualifiées. Dans les années 1980, la violence létale s'établissait à environ 30 morts par an (28 de 1980 à 1988) mais a rapidement accéléré à la fin de la décennie pour atteindre 73 homicides en 1990. La réponse de la police contribua à tendre les relations avec les représentants, notamment religieux, de la communauté Afro-Américaine (Winship et Berrien, 1999). Des arrestations systématiques et violentes ont exacerbé la frustration et contribué à délégitimer une police historiquement considérée comme méprisante (voir l'encadré sur le mouvement des *Mothers for Adequate Welfare*). Les excès constatés conduisirent à une réforme interne au début des années 1990. L'activité policière se redéploya vers un travail d'investigation sur les activités des gangs en lieu et place d'un harcèlement de tous les jeunes qui pouvaient être considérés comme susceptibles d'y appartenir.

Après qu'une nouvelle agression, commise dans une église lors de funérailles d'un membre de gang, ait déclenché l'indignation des représentants religieux, ceux-ci s'organisèrent autour d'un réseau « Ten Point Coalition ». Leur initiative résultait de la volonté d'envoyer un message afin de lutter contre la violence endémique dans leurs quartiers. Ils développèrent une forme de collaboration avec les forces de police lorsqu'ils jugeaient l'action de celle-ci utile à ce qu'ils percevaient comme les intérêts de leur communauté. Des initiatives conjointes furent prises dans les années 1990. Elles reposaient sur le diagnostic conjoint qu'une partie très minoritaire de la population était impliquée dans les trafics et les gangs qui les organisaient et contrôlaient. Celles-ci débouchèrent sur une opération « cessez-le-feu » (*Cease Fire*) qui connut une réputation nationale, voire internationale, pour les résultats qu'elle obtint en termes de réduction de la criminalité. Cette opération consistait à prévenir la violence en s'adressant directement aux membres des gangs et en négociant avec eux leur sortie de l'activité criminelle en les plaçant face aux preuves de leur implication et aux conséquences de leur future arrestation. Des incitations à la « réinsertion » dans la vie sociale étaient données en contrepartie. Les résultats furent

---

<sup>29</sup> Les paragraphes suivants s'appuient sur le rapport de Anthony Braga, David Hureau et Christopher Winship, (2008), "Losing Faith. Police, Black Churches, and the Resurgence of Youth Violence in Boston," Rappaport Institute for Greater Boston, Harvard Kennedy School.

rapides, la violence diminua de 63 % pour les homicides à partir de l'entrée en vigueur du plan « Cease fire », en 1996. La tactique utilisée était, contrairement à celles d'autres villes, considérée comme relativement progressiste dans la mesure où elle évitait les formes de harcèlement les plus explicites comme celles qui reposent sur un usage assumé de la discrimination statistique et qui consistent à arrêter tous les jeunes hommes noirs qui pourraient appartenir à un gang ou commettre des crimes.

Cependant, cette approche a été stoppée en 2000 et une recrudescence de la criminalité lui a succédé. Celle-ci a été imputée à plusieurs facteurs : un changement de priorité dans l'affectation des forces de police et des restrictions budgétaires ont eu lieu au début des années 2000, une diminution de la vigilance quant à la violence entre gangs, le renouveau de tactiques de harcèlement en lieu et place du travail de terrain. Des réformes et des conflits internes à la police de Boston expliquent en partie ces changements de tactique. Il n'en reste pas moins que le sentiment de mépris, de stigmatisation et de brutalisation se répandit de nouveau au sein de la population à laquelle les représentants religieux ne pouvaient plus « vendre » l'action des autorités dans la mesure où elles y étaient moins étroitement associées.

Le renouveau de la violence est également lié à l'effet même du succès de l'opération « Cease Fire » sur ses initiateurs, c'est-à-dire les représentants religieux Afro-Américains, principaux acteurs organisés au sein des quartiers et structurés autour de deux réseaux, la « Ten Point Coalition » déjà évoquée et la « Black Ministerial Alliance ». Grâce au travail entrepris auprès des gangs et des résultats qui s'en sont suivis, les leaders communautaires ont réussi à attirer de nombreux fonds et un capital de notoriété important. Ceux-ci se sont progressivement divisés et ont commencé à lutter entre eux pour obtenir une partie des fonds, ce qui les a également conduit à une diversification croissante de leur mission. De ce fait, ils ont délaissé le travail de prévention sur le terrain. Une bureaucratisation progressive des réunions et des procédures a été constatée : aux relations directes entre représentants du clergé a succédé une relation de coordination entre différents services structurés autour de missions diverses.

Enfin, un dernier point est important à souligner, il s'agit de l'imputation de la responsabilité de la criminalité, par une partie des représentants religieux, à la communauté des Cap-Verdiens<sup>30</sup>. Même s'il ne faut pas extrapoler la signification d'une citation, celle-ci indique plusieurs points (Braga, Hureau, Winship, 2008, p.16). D'abord, la frustration d'une partie des représentants communautaires des quartiers Afro-Américains vis-à-vis des membres de ce groupe. Ensuite, l'incompréhension de leur mode de vie et la projection d'un ethnocentrisme de classe similaire à celui ressenti par les Noirs natifs du Massachusetts vis-à-vis des Sudistes au milieu du siècle. Celle-ci témoigne de la recomposition des hiérarchies entre « outsiders » et « insiders » à l'intérieur de la population noire au travers des décennies et des vagues successives d'immigration qui la renouvellent. Enfin, l'importance de la religion comme ciment de la société apparaît, en filigrane, dans la mesure où les Cap-verdiens sont catholiques et que les initiatives menées par les pasteurs Afro-Américains des principales dénominations du protestantisme présentes dans leurs quartiers se heurtaient à d'autres modes de fonctionnement et représentations.

---

<sup>30</sup> Braga, Hureau et Winship (2008) citent ainsi le révérend Rivers qui, en 2003, blâmait la communauté Cap-verdienne pour sa responsabilité dans le renouveau de la criminalité liée aux gangs.

Braga, Hureau et Winship (2008) soulignent que le résultat de toutes ces tensions, à la fois internes et entre les différentes parties-prenantes de ce qui fut appelé le « miracle bostonien » (Boston miracle) dans la lutte contre la criminalité, engendra un retour de la défiance entre les citoyens et la police.

### **L'art contre la culture de la rue : un exemple d'initiatives à la frontière de l'intervention artistique et sociale**

La culture, entendue ici comme l'ensemble de productions esthétiques, est au cœur de l'expérience, des moyens comme des fins de la réforme sociale. Ainsi, le mouvement de la réforme sociale de la fin du dix neuvième siècle dont Jane Addams a été une figure dominante donne à la culture une place tout à fait décisive (point souligné par l'historien Warren I. Susman, 2003, p.94.) à la suite de celle que les philosophes William Jams ou James Dewey lui avaient donné.

Loin d'être une remarque dont la portée ne serait que de caractère historique, cette articulation entre art, création, innovation et réforme sociale reste tout à fait actuelle. Ainsi, la culture est très fortement mobilisée pour représenter et transformer l'image partagée du monde social et de l'espace public. Elle est notamment utilisée pour contribuer à résoudre la violence et l'interprétation donnée aux signes extérieurs par les habitants -notamment les jeunes- dans les quartiers pauvres. Une des caractéristiques de la « culture de la rue » qui y prévaut les mieux documentées est l'importance des interactions agressives reposant sur le regard dans les quartiers ségrégués et paupérisés. Ainsi, pour survivre, chacun doit adopter une attitude qui le conduit à éviter le contact yeux-dans-les-yeux avec des étrangers pour éviter que ce dernier n'interprète une manifestation d'hostilité (Anderson, 1992). Outre la violence qu'elle secrète, cette interprétation du regard de l'autre et cette surenchère d'agressivité conduit à une rupture entre les normes de la rue et les normes conventionnelles. Le sociologue William Julius Wilson soulignait qu'il y avait là, surtout dans le contexte d'une économie de service qui implique des individus qu'ils mobilisent des « soft skills » ou savoirs-être, un élément qui contribuait à justifier la mise à l'écart des habitants de ces quartiers par les employeurs.

Une initiative à la frontière de l'intervention sociale, de l'activisme et de la création artistique a cherché, plutôt qu'à interdire ou empêcher ce « grill » du regard (qui consiste à défier du regard en prenant une pose agressive, hautaine et méprisante) à détourner cet usage dans un sens artistique ou ludique plutôt qu'à chercher à l'empêcher. La démarche artistique utilise la prise que lui donne cette forme de provocation pour faire naître une interrogation sur le sens des codes comportementaux intériorisés par les jeunes dans leur environnement et leurs relations avec leurs pairs. Le grill est apparu comme un point inexploré et susceptible de faire diminuer des problèmes sociaux. Le lancement de l'initiative est ainsi décrit :

*« Il y avait là un geste simple qui fonctionnait à un niveau symbolique, illustre parfaitement un système où la violence pouvait partir de rien d'autre qu'un « elle m'a regardé de travers » mais où le rien était tout, à tel point que la réputation et la sécurité sont en jeu à l'instant de la réponse. Donc, le grill était symbolique mais*

*aussi un acte concret sur lequel nous pouvions nous concentrer et rendre étrange »  
(extrait d'une présentation de la démarche,<sup>31</sup> traduction de l'auteur)*

L'initiative, financée par la Barr Foundation et menée par le Studio Design for Social Intervention, visait à travailler avec des jeunes des quartiers pauvres et ségrégués de Dorchester et Roxbury. Une artiste en résidence a imaginé un jeu du grill (la traduction n'est pas nécessaire pour ce terme utilisé pour désigner le défi lancé par le regard entre deux jeunes). L'idée était de conduire les artistes à s'intéresser à l'activisme social. En partenariat avec GOTCHA, un groupement de 40 structures venant en aide aux jeunes de ces quartiers et luttant contre la violence, une quinzaine de stagiaires ont été recrutés. L'importance du grill s'est imposée. La tâche d'en faire diminuer l'importance a, aux dires des responsables du projet, été perçue comme impossible et excitante.

Des manifestations publiques ou semi-publiques ont été organisées au cours desquelles il s'agissait de détourner le grill : les jeunes, recrutés par le biais de différents *nonprofits* ou acteurs publics, devaient prendre la pose la plus susceptible de faire *rire* les autres devant un appareil photos et ce alors que le grill porte à tout sauf à rire (pour une galerie d'images, voir <http://ds4si.org/grill>). L'automaticité avec laquelle le grill déclenche une spirale d'agressivité était abaissée : le grill dépend de la fixation sur le regard de l'autre à l'exclusion de tout ce qui fait sens autour. Réintégrer le grill dans un environnement de sens est supposé diminuer la force entraînée du grill.

Il s'agit d'une intervention sur l'interaction et non sur des acteurs isolés. L'influence du pragmatisme, qui saisit les situations d'interactions contextualisées pour en étudier – et en travailler- toutes les facettes, apparaît ici nettement. Le monde commun, partagé, est doté d'un sens que les artistes sont capables de remettre en cause, d'interroger et de transformer. D'autres initiatives ont eu lieu sur ce thème et sur d'autres. Les enjeux peuvent être de travailler sur la violence « horizontale » ou encore sur l'appropriation des programmes urbains par les habitants, etc. Le principe directeur du *design studio for social intervention* est d'associer les ressources artistiques, universitaires et activistes pour reconfigurer les habitudes sociales, les arrangements et accords tacites qui, avant l'intervention, ajoutent à la durabilité et à la « normalité » d'un problème social.

Plusieurs leçons de portée générale peuvent être tirées de la mise en place et du déclin de l'opération « Boston Cease Fire » au milieu des années 1990. Celles-ci permettent de relier la réalité sociale des quartiers pauvres et ségrégués que j'ai entrepris de restituer avec les formes d'organisation internes qui s'y développent et les acteurs externes, dont les chercheurs font partie en analysant la réalité sociale dans une interaction étroite avec les acteurs.

Le premier point à souligner est que l'histoire de ces quartiers est marquée par la très forte ségrégation dont leurs populations ont fait l'objet dans une ville pourtant historiquement progressiste. Les formes de discrimination à l'emploi qu'elles subissent ont été systématiques. La stratégie économique de spécialisation a également produit un effet négatif indirect pour les populations les plus désavantagées. L'ensemble de ces facteurs a

<sup>31</sup>

<http://ds4si.org/storage/Art%20and%20Activism--%20A%20Case%20Study.pdf>

produit des effets de déstabilisation qui atteignent la démographie même de ces quartiers. Dans les représentations ordinaires et, pour partie, savantes, les relations raciales permettent de décrire l'essentiel des formes, ressorts et limites de la mobilité urbaine. Pourtant, les relations de classe à l'intérieur de chaque groupe comptent également beaucoup dans la réalité objective et la perception de ces évolutions. Dans la période contemporaine marquée par la désindustrialisation, la concentration de la pauvreté dans les *inner-cities* et la criminalité ont joué un rôle croissant dans les représentations et les réalités institutionnelles. En a résulté un investissement policier et carcéral qui s'est en réalité surajouté aux forces économiques déjà présentes, notamment dans le domaine immobilier, pour opérer une exploitation multiforme des ressources des habitants de ces quartiers. Ces points illustrent des dynamiques plus générales que la littérature a bien renseigné. L'aspect le plus significatif de la période récente au sujet de la ville de Boston est que même si, à la différence d'autres situations dans d'autres métropoles confrontées aux mêmes difficultés, elle n'a pas uniquement misé sur la capacité de dissuasion policière de la population, son approche des maux qui frappent ces quartiers est restée centrée sur la question de la criminalité. La menace de sanctions, explicitée directement aux auteurs supposés des crimes, a, certes, été assortie d'incitations à changer de vie et à cesser leur implication dans les trafics. Il n'en reste pas moins que c'est en termes d'ordre public que les autorités se saisissent de la situation de ces quartiers et, loin d'être perçue comme un effet de la dégradation de l'environnement, la criminalité est d'abord envisagée comme sa principale cause. Les facteurs structurels sont abordés et contestés uniquement dans la mesure où ils peuvent être mis en lien avec la discrimination.

Le second point, peut-être encore plus important, est que, même s'ils dénoncent les discriminations et les formes d'exploitation dont ils font l'objet, les acteurs locaux de ces quartiers partagent largement une vision de leur promotion qui passe par ce qu'il est possible de résumer comme les éléments fondamentaux du rêve américain : initiative individuelle, éthique du travail, responsabilité personnelle dans son propre destin. Certes, le sens de la communauté est beaucoup plus fort au sein des quartiers Afro-Américains pauvres que dans les quartiers blancs (Berry et al, 1991, p.367-368), mais, dans les faits, la « communauté » noire est très polarisée le long de lignes de classe. La promotion des élites Afro-Américaines s'opère par le biais d'une responsabilisation des franges les plus pauvres. Il convient également de mentionner le fait que les groupes organisés, telles que les alliances de membres du clergé, cherchent à transformer la position des Afro-Américains vis-à-vis des structures de pouvoir blanches (Jennings, 1991). La croyance dans le rêve américain, croyance qui repose en son fond sur la prémisse fautive de l'absence de relation entre les causes structurelles et la pauvreté de l'individu ne constitue pas uniquement une construction extérieure opérée par et pour les forces économiques et institutionnelles qui tirent profit et contrôlent les populations les plus fragiles mais bien également d'une représentation véhiculée et soutenue par les acteurs locaux eux-mêmes et y compris par les populations les plus défavorisées.

L'insistance des acteurs sur la responsabilité de la « communauté » elle-même dans l'élaboration des réponses à la violence en est un exemple mais on retrouverait le même type de rhétorique et de pratique dans tous les domaines. Elle est notamment relayée par des acteurs religieux. Ces derniers constituent de loin les forces les plus structurées dans les quartiers noirs de Boston. Ils contribuent, même sous des formes paradoxales et contestataires, comme cela peut-être le cas du groupe de la « Nation of Islam » à reproduire les cadres symboliques et matériels du rêve américain : insistance sur la responsabilité de



l'individu, capacité de celui-ci à se réformer ; soutien d'une « communauté » aux contours et à l'unité problématique.

## 2 – Le quartier comme nom de code de la race

Il est courant d'opposer la France et les Etats-Unis sur le motif que la race serait acceptée comme un fait social dans ce dernier pays alors qu'elle n'aurait pas droit de cité en France. Cette opposition, qui s'appuie souvent sur l'existence de politiques de discrimination positive aux Etats-Unis, politiques que l'on oppose à la discrimination positive territoriale à l'œuvre dans la politique de la ville française par exemple. Or, cette opposition est difficilement tenable. En effet, il semble bien, comme les travaux de Thomas Kirzbaum l'ont montré, que l'usage de motifs raciaux pour rendre compte de l'affectation des logements sociaux n'était pas rare en France alors qu'aux Etats-Unis, ce sont plutôt des motifs de mixité sociale qui motivent les politiques de mobilité. De même Daniel Sabbagh avait montré comment des tensions équivalentes structuraient les politiques de lutte contre les discriminations dans un contexte comme dans l'autre (2007). L'exemple empirique de la Fondation pour le Rêve Américain tend à démontrer la difficulté à parler de « race » dans le contexte américain et le rôle que le territoire permet de jouer. En effet, cibler un territoire permet, à l'instar de ce qui se passe en France, de viser un groupe. Il y a donc l'avantage de jouer sur l'environnement et le désavantage qu'il procure aux individus dès lors que le quartier concentre la pauvreté (Garner, 2013) tout en évitant de cibler trop ouvertement un groupe racial.

Les entretiens menés au cours de l'enquête empirique (et dont seule une petite partie est ici mobilisée) ont permis d'approfondir la compréhension des motifs de l'élection d'un quartier la FRA. En effet, les travaux d'un chercheur ont permis à celle-ci de comparer les quartiers défavorisés de la ville à l'aide d'un indicateur faisant apparaître les niveaux de pauvreté infantile, de revenu et d'éducation. Ce point appelle déjà une réflexion. Car il est important en soi dans la mesure où il permet de faire apparaître les liens extrêmement étroits qui existent entre le monde des *nonprofits* ou de la philanthropie et de la recherche. De nombreux autres exemples sont apparus qui donnent à la production de données un rôle absolument décisif à chaque étape de l'action. La production de données sur l'action est partie prenante de celle-ci dans la mesure où elle est considérée comme un des seuls, sinon le seul élément susceptible de faire évoluer un rapport de forces défavorable aux populations concernées dans l'allocation de ressources publiques et/ou privées. Plus prosaïquement, la production de données est le gage le plus sûr pour obtenir la confiance des pouvoirs publics comme des donateurs privés et donc la pérennisation des financements.

Les raisons invoquées pour le choix du quartier font apparaître d'autres éléments, parmi lesquels le positionnement entre acteurs du monde des *nonprofits*. Lorsque les différents quartiers susceptibles d'accueillir l'intervention de la fondation sont évoqués. L'un est écarté en raison de la nature des problèmes rencontrés et qui relèvent des infrastructures, l'autre est rejeté en raison de la complémentarité de l'action avec d'autres *nonprofits* avec lesquels elle était en relation.

En réalité, il apparaît bien à travers les entretiens – mais non les présentations officielles et les supports de communication écrits que c'est en direction de la communauté Afro-Américaine que l'intervention est adressée même si ce ciblage *de fait* opère *de droit* sur une base territoriale.

Dans la mesure où la Fondation pour le Rêve Américain n'est pas une émanation locale du quartier qu'elle cherche à requalifier, il a été crucial pour elle de développer des liens avec les représentants locaux de la communauté. La sensibilité à la question raciale s'exprime dans la manière dont les acteurs évoquent les démarches entreprises pour faire accepter leur programme dans un quartier à dominante Afro-Américaine. Ainsi, les deux citations suivantes, extraites d'un entretien avec un cadre, font apparaître que la FRA partage les objectifs de la Family Independence Initiative déjà évoquée dans le chapitre précédent, cherchant à atteindre une population Afro-Américaine, elle doit agir autrement et s'appuyer sur des réseaux préexistants et déjà structurés. Un récit mythique du Rêve américain sert à illustrer l'importance des réseaux entre habitants que la FRA cherche à (re)créer :

*« Bon, comment comprends-tu la manière dont le Rêve Américain a été créé : pense au North End, notre petite Italie. Une famille italienne s'installe et une autre famille la suit. Quelqu'un crée une pâtisserie, quelqu'un là-bas en Sicile entend dire que nous sommes ici. Hey, notre cousin Joe, il a une pâtisserie, tu peux venir, j'ai du travail pour toi, si tu épargnes assez, je peux te trouver un travail là-bas et tu peux venir, tu emmènes ta famille, etc. Et puis tu achètes une maison, la maison suivante et cela sont bien des gens qui sont arrivés très pauvres. Alors, dans un quartier, les gens se parlent : je te connais, comment es-tu arrivé dans le quartier ? Comment as-tu acheté cette maison ? Je t'explique comment j'ai fait pour en arriver là.*

*Le tout est de comprendre que les gens ne sont pas paresseux ni ne manquent d'ambition mais une partie du problème est que le quartier doit être dirigé. Les connexions sociales comptent. » (Entretien n°1).*

Toute présence extérieure est perçue avec un soupçon d'exploitation – qui ne se démentira d'ailleurs jamais – liée au contexte historique et sociologique particulier des relations des Afro-Américains avec le reste de la société étatsunienne. La différence est marquée explicitement entre les immigrants et les Afro-Américains. Le passé de ceux-ci fait qu'ils se perçoivent différemment que les immigrants et, dans l'esprit de ce cadre, c'est bien cette représentation qui compte et qui doit être prise en compte au moment de la prise de contact :

*« Tu arrives aux Etats-Unis en tant qu'immigrant et tu peux rentrer dans un programme qui te paie pour te dire comment tu vas atteindre le rêve américain. Donc, pour participer à ce programme, tu dois comprendre que tu es pauvre. Et puis tu as les Afro-Américains dans notre communauté qui sont ici depuis des années et des années. Nous avons des relations dans le quartier, avec un Révérend, son église est dans le quartier. Nous voulions un atterrissage en douceur, nous ne voulions pas être parachutés dans la communauté. Nous voulions être dans la communauté avec laquelle nous avons des relations et donc la première chose que nous avons fait avant de démarrer a été de faire de la mobilisation sur le terrain (grassroots organizing). » (Entretien n°1)*

Les églises jouent dans les quartiers noirs un rôle important de structuration de la communauté. Leur influence est réelle car elle permet de légitimer la présence d'acteurs extérieurs, en l'occurrence la FRA compte dans son conseil d'administration (*board*) un membre important du clergé méthodiste local. Cette influence ne doit cependant pas être surestimée. Les réseaux locaux sont complexes et le tissu religieux local est lui-même très hétérogène.

La méfiance que la FRA veut prévenir ne sera jamais complètement levée : un des participants au programme me répétera à l'envi l'expression très violente « Poverty Pimps » (maquereaux de pauvreté) pour désigner la fondation et le programme auquel il participait pourtant. Le sentiment d'exploitation vise tous ceux qui interviennent sur les quartiers sans en émaner, d'où l'insistance de la fondation pour se présenter comme reflétant la volonté des habitants et répondre aux demandes qu'ils ont eux-mêmes élaborées.

### **3 – Fabriquer la « communauté »**

Fabriquer la communauté n'est en rien une tâche évidente. Même sa formulation, en tant qu'objectif, dépend de conditions de possibilités très précises. Pour sa mise en œuvre, c'est à partir de l'ancrage local du quartier, sens étroit et restrictif de la *community*, qu'il s'agit, pour la FRA, de réaliser rien moins que la devise américaine "E Pluribus Unum" : fabriquer de l'unité à partir du multiple. Pour ce *nonprofit* situé au centre-ville de Boston, dans un lieu évoquant la concentration de la richesse et du pouvoir, intervenir au sein d'un quartier parmi les plus défavorisés de la ville ne va nullement de soi. Un travail très intense doit être réalisé pour faire accepter la FRA, au sein du quartier. Le rapport social entretenu avec celui-ci apparaît de manière particulièrement nette dans les extraits d'entretiens suivants. Le premier point souligné par ce cadre de la FRA quand je l'interroge sur les enjeux pour la FRA elle-même de son intervention au sein des quartiers Afro-Américains de Boston est le suivant.

*« La première et principale chose que nous voulions était d'être respectueux et authentique (responsable FRA, entretien n°3) ».*

Pour rendre compte de l'importance donnée à cette dimension directement liée à l'effet de l'interaction initiée, être considéré comme un acteur collectif respectable et respecté, il peut être utile de rappeler que les *nonprofits* ont un problème structurel de légitimité. Même s'ils ont vocation à créer le bien public, ils ne tirent en effet leur légitimité d'aucune volonté collective manifestée, fût-ce de manière très indirecte, par l'expression d'une procédure démocratique et d'un choix de la population. Financés par de l'argent privé, leur seule légitimité est celle de la volonté de participation qu'ils suscitent chez les habitants. De cette participation est attendue la légitimation, en retour, de la déduction d'impôts autour de laquelle le secteur philanthropique s'est constitué.

Cette absence de reddition de compte de type démocratique va de pair avec une absence de reddition de comptes en termes d'efficacité. De ce point de vue, seules la concurrence interne au monde des *nonprofits* et la régulation qui existent, de fait, par le biais de la production de données garantissent que l'efficacité de l'action soit prise en compte. Ce défaut structurel n'est pas le seul élément qui permette d'expliquer l'insistance mise sur la

*qualité* de l'interaction produite. En effet, de celle-ci est attendu le remède à ce qui est identifié comme la principale cause de la pauvreté intergénérationnelle, objet de l'intervention de la FRA, à savoir l'état d'esprit inhérent à cette pauvreté, état d'esprit empreint de défaitisme, de passivité, de dépendance :

*« La pauvreté intergénérationnelle ne peut être réduite que si les gens de ces quartiers veulent que ce soit le cas (Responsable FRA, entretien n° 3). »*

Cette représentation culturelle de la pauvreté s'accompagne d'un discours sur les ressources dont disposent les habitants. Ce discours de valorisation vise à combattre les formes de stigmatisation dont ils font l'objet. Néanmoins, elle structure aussi une vision fortement paternaliste des relations entre la FRA et ces quartiers. L'action de la FRA vise à recréer les relations sociales dans le quartier par l'effet d'une prophétie autoréalisatrice. En donnant aux habitants un soutien, à la fois symbolique et matériel, elle leur permet de rompre avec le cycle de la pauvreté dans lequel l'absence de perspective d'amélioration de leur situation produit les conditions de leur stagnation dans la pauvreté. Même si elle s'en défend en insistant sur son souci de se faire adopter par les habitants et les organisations du quartier, et si ce souci de se faire adopter est manifesté par l'octroi un soutien financier de 10 000 dollars annuels à chacune de la vingtaine d'organisations du quartier identifiées comme les plus importantes, ce cadre de la FRA exprime le sentiment général en affirmant que la FRA souhaite adopter le quartier :

*« Nous voulons adopter le quartier. » (Entretien n° 3)*

La réalisation de cette stratégie passe par la désignation de trois objectifs. Ma présence en tant qu'enquêteur fut d'ailleurs rendue possible par l'idée, partagée par une des équipes constituées au sein de la FRA, celle en charge précisément de mettre en œuvre les dispositifs de communication avec les habitants, celle qui était donc le plus tournée vers les quartiers d'intervention (et qu'il est possible, d'opposer, très et sans doute trop schématiquement, à celle des *fund-raisers* tournée vers les populations susceptibles d'être donataires) qu'un observateur extérieur et impartial pouvait renseigner, mieux qu'un évaluateur interne, certains des éléments renvoyant à ces objectifs même si, pour des raisons qui tiennent à l'évolution des configurations relationnelles et organisationnelles de l'enquête, la reddition de comptes que j'ai assurée auprès de la FRA a, pour l'instant, été minimale. Ces trois objectifs sont les suivants. Ils s'expriment par des verbes, faisant apparaître l'orientation explicitement dirigée vers l'action :

*« Respecter, comprendre les priorités du quartier, repérer les entrepreneurs »  
(Entretien n° 3)*

Dans ce dernier cas, en plus de l'objectif explicite, la justification donnée est particulièrement intéressante :

*« 35 % des jeunes hommes sont sous main de justice. Ces gars-là, s'ils travaillent un jour, c'est parce qu'ils auront leur petite entreprise. »  
(Responsable FRA, entretien n° 3)*

En effet, la promotion de l'entrepreneuriat est explicitement rattachée à l'impact de l'incarcération sur la population masculine des quartiers. L'explicitation de cette stratégie

témoigne à la fois de la conscience de l'impact négatif de l'incarcération de masse sur la vie des habitants des quartiers, bien au-delà de la simple effectuation d'une peine individuelle (Comfort, 2007) et de l'adoption d'une stratégie de contournement vis-à-vis d'une organisation visant à traiter politiquement cette question (en demandant la remise en cause des politiques pénales par exemple). Le registre économique permet ici d'élaborer une tentative de réponse à des effets réels indiscutables sans en traiter les causes, ce qui reviendrait à remettre en cause une partie de l'ordre social sur lequel la mise à disposition des moyens d'actions de la FRA repose *in fine*.

Enfin, l'importance stratégique de l'obtention et de la production d'informations et de données pour les *nonprofits*, notamment en ce qui concerne leur positionnement au sein du marché qu'ils constituent entre eux. Celle-ci se vérifie dans l'importance donnée à la production de ces informations et à l'investissement dans celle-ci :

*« L'idée est de créer un flux d'informations. D'autres fondations sont là, elles veulent créer des partenariats » (Evalueur FRA, entretien n° 9)*

Ces deux derniers objectifs sont liés. Ils visent à structurer une circulation d'informations directes et indirectes sur les besoins et les représentations de la « communauté ». Les autres fondations et *nonprofits* pallient la difficulté, manifeste, à entendre la voix d'une population dont les institutions endogènes sont relativement faibles et en conflit les unes avec les autres. Au centre de ces stratégies, comme elles ont été au centre de mon enquête, des réunions publiques sont organisées avec l'idée générale de créer une occasion de rencontre régulière entre les membres de la fondation et les résidents de façon à créer des réseaux entre ces deux types d'acteurs et entre les habitants. L'accueil est centré sur les familles. Même si peu d'enfants étaient présents, une garde d'enfants était prévue de manière systématique ainsi qu'un repas.

Tout se passe, dans l'organisation et dans le discours, comme si la famille était à la fois la norme « nucléaire » et « sociologique », alors qu'elle n'est que la norme sociale véhiculée par la valorisation de la présence des deux parents (très rare). Les félicitations adressées aux jeunes hommes qui accompagnent les compagnes avec de jeunes enfants sont, en réalité, symptomatiques de la rareté de ce type de configuration. Les familles monoparentales, les femmes âgées et quelques hommes, souvent des responsables associatifs locaux, composent l'assistance d'une vingtaine de personnes qui se réunit sur une base bi-mensuelle.

#### **Observation : une cérémonie**

Le hall d'entrée du centre communautaire est recouvert d'affiches d'informations, de services publics destinés à la population. Des informations sur le dépistage du VIH voisinent avec des programmes péri-scolaires, du soutien à la gestion financière à des actions de lutte contre la violence. Une grande affiche noire annonce les peines fédérales et nationales pour la détention d'armes à feu. Parfois, ces affiches sont marquées par des graffiti ironiques. Derrière un comptoir, deux hommes encore jeunes mais dont l'âge est difficilement discernable du fait des cicatrices qui les jonchent, vêtus de maillot de basket-ball, jouent, en silence, devant l'écran de leurs ordinateurs. Ils ne font même pas semblant

de se préparer à répondre aux éventuelles questions des personnes qui arrivent. Une grande animation règne dans le hall. Un bus scolaire fait entrer une trentaine d'adolescents, tous afro-américains, vêtus pour un match de football et qui traversent, impérieux et en file indienne, le hall pour sortir par la porte arrière qui donne sur un escalier conduisant aux installations sportives situées aux étages supérieurs.

Un autre accueil est prévu par la fondation cette fois. Mike et Lisa, deux jeunes professionnels de la FRA, lui latino, elle afro-américaine, sont installés derrière ce bureau. A côté d'eux, un panneau invite à rejoindre l'événement en s'inscrivant et en retirant un auto-collant sur lequel le prénom est inscrit au marqueur. Chacun doit inscrire son nom et renseigner son mail et son téléphone. La conversation s'engage. Les stagiaires, des lycéens du quartier, font l'accueil, parrainés par des membres de la fondation. Une ambiance de jeu est installée. On distribue un papier avec une question. Il faut la poser au plus grand nombre possible de personnes. Une carte de cinéma est offerte à celui qui a le plus de réponses à la question. Un panneau annonce les principes et les étapes de la cérémonie. Les participants sont invités à rejoindre la salle située au fond du couloir à droite. Là, un demi-cercle de chaises est installé face à un panneau où les étapes du déroulement sont annoncées. Des affiches colorées sont placardées sur les divers murs de la salle. Un buffet est installé. Derrière lui, deux ou trois jeunes femmes selon les moments, servent un plat fait de poulet, salade, banane plantain et riz. Chacun est invité à prendre une assiette. Les conversations s'engagent. Une atmosphère conviviale se développe. Une inter-connaissance forte règne. Certains membres de la fondation se tiennent en retrait. D'autres parlent ensemble de musique, etc. Deux jeunes hommes vêtus de tee-shirts colorés portant le logo de la FRA parlent ensemble, adossés au buffet derrière lesquelles les filles se tiennent, elles aussi négligemment adossées contre le mur et parlent entre elles. Les habitants entrent en même temps que les membres de la fondation font des allers-et-retours entre le stand d'accueil de l'entrée et la salle désormais installée. Le séquençage très précis des événements à venir est indiqué sur le panneau qui fait face aux chaises qui se remplissent lentement d'habitants mangeant, leur assiette sur les genoux. En réalité, la réunion a déjà commencé. La première étape est indiquée : « manger et lier connaissance » La mise à disposition de nourriture et de garde d'enfants constitue une incitation très forte. Une réprobation forte sera manifestée quand, certains soirs, de jeunes hommes viendront se servir au buffet sans rester à la réunion.

Il est 18 heures, un des membres de la fondation fait des gestes, interpelle les participants pour qu'ils rejoignent le demi-cercle de chaises qui fait face à un grand tableau blanc. La réunion commence par le résultat du jeu. Celui des participants qui aura eu le plus de réponses à la question posée à l'entrée gagne une place de cinéma. Le fait d'entrer en contact avec le plus grand nombre de personnes, de créer des liens est ainsi matériellement récompensé. Des rires et des applaudissements saluent la distribution des gains. Une fois tous les habitants installés ensemble, ils sont invités à participer à une séquence au cours de laquelle chacun annonce les bonnes nouvelles qui le concernent, lui, sa famille ou sa communauté. Les membres de la fondation comme les résidents présents alternent des nouvelles de type « naissance d'un petit enfant », ou « ma fille est entrée à l'université ». Ce dernier type d'annonce, témoignant d'un effort particulier, est soutenu par des applaudissements appuyés.

Après cette séquence, vient le moment central : les conversations qui se déroulent en petits cercles installés dans les quatre coins de la salle. Ceux qui souhaitent animer une conversation se lèvent et indiquent le thème sur lequel ils souhaitent parler. Chacun se dirige, en fonction de son intérêt dans un cercle ou dans un autre. Les conversations portent sur des questions organisationnelles relatives à la présence de la fondation dans le quartier, elles portent aussi sur la violence, sur le développement de petites entreprises ou tout simplement sur les relations nouées entre les habitants, sur le quartier, etc.

Les tables portant sur la violence ont une fonction d'exutoire. Chacun raconte les traumatismes que représentent le fait d'avoir assisté à un homicide, à des tirs, à une manifestation de brutalité policière, etc. Plusieurs membres de la FRA circulent d'un groupe à l'autre pour écouter, surveiller le temps, la qualité et l'intensité des interactions, intervenir au besoin, cadrer la discussion. Les groupes se forment au gré des relations d'inter-connaissance mais aussi des informations que chacun espère recueillir des tables-rondes.

Les ateliers sont levés après quinze à vingt minutes, chacun reprend sa place dans le grand cercle. Un dernier tour de table vient clôturer la réunion. Il s'agit d'annoncer, de proposer, de demander tous types de services. Chacun est invité à échanger des informations, faire connaître des besoins ou proposer des services ou ressources. Les résidents sont incités à entrer en contact les uns avec les autres. Les contacts sont, là encore, valorisés par des incitations. Des cartes professionnelles avec le logo de la FRA sont offertes à ceux qui souhaitent entrer en contact avec les autres membres présents de la communauté. Des applaudissements scandent les contacts qui ont été noués entre membres. Il est 19 h 30. La séance se lève. Des conversations informelles se développent.

Ce type d'événement, organisé à intervalles réguliers, s'il s'apparente à une cérémonie de la vie sociale ordinaire, est en réalité préparé avec soin dans chacune de ces étapes. Une scénographie complète est prévue, les déplacements de chacun des professionnels calculés, les réactions en apparence les plus spontanées sont réfléchies. La consultation et l'analyse de documents émanant de *nonprofits* permettent de faire apparaître les enjeux sous-jacents à l'organisation de ce type d'événements. En effet, des effets substantiels sont attendus de la qualité de l'atmosphère produite par la cérémonie ainsi que du comportement de chacun de ses participants.

Ainsi, pour rendre compte des effets attendus et du type d'élaboration, je propose de m'appuyer sur un mémoire rédigé par Annie Fulton et Audrey Jordan pour la Annie E. Casey Foundation (2008) et qui fait la synthèse d'expériences de création de réseaux sociaux à l'échelle des Etats-Unis. Ce document est particulièrement instructif dans la mesure où il apporte les éléments de théorisation dont les cérémonies publiques décrites précédemment s'inspirent et mettent en oeuvre et qui ont constitué une partie importante, ou en tout cas le point de départ, de mes investigations.

Le premier point à souligner est que ce type d'événements s'appuie sur une réflexion sur la notion de « réseau social » (*social network*). Les travaux de Robert Putnam sont mobilisés dans la mesure où ils sont porteurs d'une vision du lien social susceptible d'une opérationnalisation à une échelle locale. Malgré les limites théoriques soulignées par la

littérature (Hamidi, 2013), ils sont porteurs d'une représentation des effets positifs du lien civique dont les *nonprofits* peuvent aisément se saisir pour justifier l'apport, en termes de bien public, d'une action purement horizontale au sein de la société civile. La dimension d'asymétrie est signalée mais toujours dans la perspective de son dépassement au profit de l'avènement d'une communauté, au sens fort de participation sociale en relation avec des buts communs, à la fois autonome dans ses processus de décision et ouverte sur l'extérieur.



### **Halloween à la maison : les valeurs familiales à l'épreuve du sentiment d'insécurité**

En exemple des initiatives qui visent à favoriser la transformation des quartiers par la réintégration en leur sein de la famille, une bourse (*grant*) a été créée pour promouvoir l'organisation, dans un espace clos et sécurisé, d'Halloween au sein d'un des quartiers Afro-Américains ségrégué et paupérisé. Cette initiative souhaite rompre la pratique des habitants qui prennent leur voiture pour aller fêter Halloween dans d'autres quartiers plus sûrs de la ville.

L'enjeu est bien de créer un environnement suffisamment accueillant pour permettre à une tradition familiale et communautaire par excellence de prendre racine. L'initiative peut paraître triviale, elle n'en participe pas moins d'une tentative de susciter une réappropriation de l'espace par les habitants qui s'identifient aux valeurs américaines. Le nom du site internet « Take Play Seriously » : Prendre le Jeu au Sérieux est illustratif des enjeux profonds de ce type de démarche d'apparence ludique.

L'artiste Megan Dickerson est à la source de l'initiative. Elle voulait rompre le cycle conduisant les parents à emmener leurs enfants dans d'autres quartiers, démarche qui isolait encore plus les parents souhaitant fêter Halloween dans leur quartier et empêchant les enfants de vivre cette expérience dans leur environnement. Dix maisons ont été identifiées comme des arrêts possibles pour que les enfants puissent crier « trick or treat » ! Une fête est ensuite organisée.

### **Les parents en réseau : un vide grenier en salle à Dorchester**

L'initiative a eu lieu en juin 2013. Un vide grenier réunissant les familles de l'ensemble des quartiers de Dorchester a été organisé. 250 familles se sont réunies issues de tous les quartiers de ce secteur très pauvre de Boston.

Derrière le propos (le prétexte ?), créer le lien entre les familles reste un des objectifs de la vente. Il y a dans l'affiche un jeu de mots sur « dot » qui renvoie à la ville de Dorchester mais également aux points (dots) qui sont reliés par l'évènement comme les différents quartiers. Le fait de disposer d'un local intérieur permet d'éviter la rue associée à l'insécurité.

Les réseaux créés par le type de cérémonies présenté ont des intérêts divers en fonction des participants. Pour Nilofer Ashan, un consultant de la Annie E. Casey Foundation (2006), tisser des réseaux est susceptible tout simplement de « fabriquer la communauté. » La rhétorique se déploie par un jeu d'opposition entre l'environnement subi de résidence et le lien électif, l'inclusion en lieu et place de l'exclusion, l'ouverture en lieu et place de la ségrégation, la confiance au lieu de l'isolement et la réciprocité en lieu et place de la dépendance. Ainsi, loin de n'être qu'une réunion publique, le type d'événement organisé par la FRA a pour vocation de produire une inversion des rapports sociaux réels et, par le biais de cette inversion, de produire une transformation progressive de ces rapports.

### **L'enjeu de la création de réseaux sociaux : une inversion des rapports sociaux réels**

Quand nous parlons d'un tissage intentionnel de réseaux sociaux dans le travail de transformation communautaire et social, nous parlons d'une nouvelle vision s'élevant au-delà des limites du présent comme de celles du passé. Nous parlons de construire des réseaux à l'intérieur de nos communautés : ces réseaux sont gouvernés par un ensemble fort de principes qui guident notre vision du changement social. Ces réseaux :

- ❶ se développent comme des environnements de choix où la participation est volontaire et repose sur des individus qui perçoivent des avantages que les réseaux permettent de valoriser.
- ❷ se concentrent sur la réalisation de buts qui font l'objet d'un accord commun, buts qui rencontrent les besoins des membres et permettent à chacun de s'imposer comme un leader, ils établissent une infrastructure construite autour du soin (caring) et de la confiance.
- ❸ tissent des relations au-delà des lignes de race, de classe et de communautés.
- ❹ mettent l'accent sur la réciprocité et le partage plutôt que des relations de dons ou de bénéfices unilatéraux.
- ❺ promeuvent l'inclusion plutôt que l'exclusion – où les ressources sont investies moins dans le but de garder les gens à l'écart plutôt que d'assurer la diversité et de s'engager à atteindre ceux qui sont isolés.

Ce nouveau travail de construction des réseaux sociaux va au-delà de l'idée de tisser des réseaux sociaux dans quelques stratégies d'action. Il s'agit réellement de retisser de manière délibérée la construction de la communauté.

Source : N. Ahsan, *Social Networks Make a Difference: Family Economic Success* (Baltimore, MD : Annie E. Casey Foundation, 2006) : 22 (traduction de l'auteur).

Même s'ils projettent, sur un mode imaginaire, une inversion des rapports sociaux réels, la capacité de ces modèles d'actions à être opérationnalisés tient à leur prise en compte très précise des capitaux sociaux des différents participants et du type de satisfaction que la participation à un même événement peut corrélativement leur procurer. Ainsi, pour les membres des quartiers, la création de ces réseaux sont conçus pour pourvoir à un besoin de reconnaissance et d'appartenance, au sentiment d'être accueilli susceptible de soutenir une intégration sociale plus large, renvoyant à ce que Putnam nomme le lien de type "*bridging*". Enfin, la capacité de maîtrise des individus sur le monde, le sentiment d'égalité et de réciprocité qui s'opposent au traitement en tant qu'assisté par les bureaucraties sont supposés être apportés aux démunis. Cependant, l'insistance sur la requalification morale et l'élargissement des frontières symboliques ne doit pas masquer une insistance tout aussi forte sur l'accès à des prestations matérielles très concrètes (santé, emploi, éducation, consommation, nourriture et garde d'enfants) qui, si elles sont censées être la contrepartie d'un investissement individuel et collectif des habitants, n'en constituent pas moins des ressources importantes et porteuses d'une forme de distinction pour ceux qui participent (Fulton et Jordan, p.9).

Contrairement à ce qu'une vision tranchée des stratégies de construction communautaire aux Etats-Unis ne laisse penser, les habitants sont souvent eux-mêmes des acteurs associatifs ou des représentants des différentes administrations servant dans les quartiers défavorisés. Les habitants qui participent sont souvent eux-mêmes des décideurs de niveau local ou des représentants associatifs (Gilli, 2007), de la même manière, qu'en France, la finalité des cellules d'écoutes pour usagers des services sociaux à destination des pauvres sont souvent subverties par la surreprésentation des professionnels en leur sein (Fassin, 2004). Ce décalage est pris en compte dans le regard réflexif sur l'organisation de cérémonies de construction communautaire. Dans leur mémoire, Fulton et Jordan notent ainsi que pour ceux dont la profession est de venir en aide, ce type de cercles permet d'éviter le "burn-out", la solitude, une distribution plus large de leur expertise, susceptible d'insuffler un sens de l'initiative au sein des populations auxquelles ils ont l'habitude de venir en aide. Enfin, elle leur permet de se détourner d'une relation unilatérale d'aide vers une attitude de réciprocité supposée être plus efficace. L'efficacité dans le travail rendue possible par la fréquence des interactions est également soulignée. Enfin, le lien philanthropique est, évidemment, porteur de gratifications pour ceux qui, ayant des positions sociales élevées (*positions of privilege and power*). Trois aspects sont soulignés qui se rangent tous dans la catégorie des bénéfices symboliques et moraux qu'il est possible de retirer d'une forme de mixité avec les plus démunis. La participation est une alternative à la distance spirituelle que la possession crée vis-à-vis des démunis, elle offre des occasions de rencontre sur un pied d'égalité, susceptible d'être un levier de transformation personnelle pour chacun et enfin, elle pourvoit à un besoin d'utilité et de signification de son action dans la société en aidant à dépasser des barrières sociales et à lutter contre les inégalités (*inequity*, Fulton et Jordan, p.10).

Le mélange des habitants, invités à prendre une part active à l'organisation, et des professionnels, est pensé pour susciter une atmosphère propice à la création de liens sociaux, une participation conjointe à un événement qui, en soi, est porteuse d'amélioration pour chacune des parties-prenantes. Enfin, et surtout, cet entremêlement a pour but d'euphémiser progressivement la mise en scène pour que les habitants aient le sentiment que l'initiative vient d'eux-mêmes. Ce dernier point a une incidence indissociablement idéologique et pratique sur laquelle je reviens dans la section suivante. Cet effacement,

nécessaire au regard des missions que la FRA se donne et des moyens qu'elle doit mettre en œuvre pour les accomplir est cependant rendu problématique par le fait que des lignes de couleur et de classe recoupent partiellement celles entre professionnels et habitants. Pour ce qui est des lignes de race, le recoupement n'est que partiel dans la mesure où une partie des membres de la FRA sont, eux-mêmes, issus de minorités (ces derniers membres minoritaires, latinos et noirs – *black and brown* – sont d'ailleurs, sans doute intentionnellement, rendus particulièrement visibles dans l'animation de la séance). Néanmoins, un dispositif circulaire véhiculant un sentiment égalitaire est aménagé pour lisser ces différences. L'intention est de démarquer le type d'intervention menée de celle du *Welfare* avec tous les maux qui lui sont symboliquement associés. L'organisation, en amont, doit véhiculer un sens de l'égalité. Il doit surtout éviter le misérabilisme et le défaitisme – et en un mot, la dépendance – supposés être engendrés par l'intervention bureaucratique. Comme un des membres de la FRA me le dira très ouvertement :

*« Tout cela est très organisé, très mis en scène. Nous avons une approche, il y a des directives mais nous croyons qu'il faut les appliquer sans être directif, sans créer de dépendance. »*

*Les gens dans leurs groupes affinitaires savent mieux que leurs travailleurs sociaux comment les choses marchent. Ces derniers minimisent les forces, les ressources, la capacité d'action et donc les gens perdent de vue leur propre force et cela perpétue leur dépendance. » (Responsable FRA, entretien n° 1)*

On voit ici à quel point la conception de la pauvreté comme un phénomène culturel, lié à l'état d'esprit des populations concernées, loin d'être une simple préconception ignorée au moment de l'intervention, structure celle-ci dans les moindres détails. C'est pour remédier aux défauts de l'intervention bureaucratique supposée engendrer une passivité qui, en retour, enfonce les pauvres dans leur condition qu'un dispositif de rencontres et d'interactions est aménagé. Loin d'être fixé une fois pour toute, ce dispositif fait l'objet d'une appropriation particulièrement exigeante par ceux qui sont en charge de le porter. Ainsi, l'attitude des membres de la FRA est convoquée pour produire en permanence cette euphémisation des différences par un ensemble d'expressions verbales ou corporelles, avec des limites fortes néanmoins, tenant à l'ethos de classe et à la différence raciale entre les leaders de la FRA (blancs) d'une part et les *community organizers* et habitants de l'autre :

*« Les vraies questions de classe, de race, de pauvreté doivent être évoquées dans ce bureau : nous en parlons tout le temps, nous faisons des choses de manière intentionnelle pour remettre en cause ce que nous charrions de notre expérience dans le travail. Si nous ne le faisons pas, comment pourrions-nous exiger des donateurs qu'ils le fassent. Comment pourrions-nous demander à des gens vulnérables de le faire ? Si nous sommes bien au chaud dans ce bureau avec des collègues qui viennent des heures durant et que nous ne voulons pas parler de race, de classe, de privilège, cela ne marchera pas. Nous devons prendre ces choses à bras-le-corps parce que c'est inconfortable d'avoir ces conversations. » (Entretien n° 1)*

Cette réflexivité, qui n'est jamais automatique (voir Lichterman, 2005), est rendue possible par les moyens dont dispose la FRA. Cependant, l'observation a montré que cette

revendication de réflexivité ne correspondait pas toujours, loin s'en faut, à la réalité des relations engagées avec les habitants.

Nous pouvons voir, ici, que les managers travaillant pour la FRA exercent un travail de catégorisation extrêmement précis quant aux enjeux collectifs, à travers lesquels ils traitent la pauvreté urbaine. Ce travail trouve un écho au sein de la population. Même si les réflexions suivantes sont très préliminaires et ne peuvent prétendre s'appuyer que sur une partie limitée du matériau recueilli lors de l'enquête de terrain, il semble utile de livrer quelques réflexions préliminaires sur l'adhésion des populations qui participent à ces programmes.

#### **4 – Pourquoi croît-on au rêve américain ?**

Une nouvelle fois, il convient d'entourer de la plus grande prudence la présentation de ces quelques éléments. Il faut tout d'abord rappeler que l'adhésion que reçoivent les initiatives associatives mettant l'accent sur la motivation, la capacité à se projeter dans une trajectoire de promotion comme étant socialement située. Elle émane des strates les plus stables des quartiers ségrégués et paupérisés. Cependant, malgré le fait que seules certaines strates sont concernées, cette adhésion est révélatrice d'une caractéristique plus large, à savoir la réduction des horizons et la capacité de l'idéologie nationale américaine à se faire accepter, y compris chez ceux qui ont reçu un traitement ségrégationniste de cette société.

Il y a d'abord une raison générale qui explique l'adhésion des populations les plus défavorisées et historiquement, les plus discriminées au rêve d'une Nation qui les a si maltraitées. Comme le souligne Jennifer Hochschild (1996), les populations pauvres adhèrent au moins partiellement malgré le décalage entre les moyens mis en œuvre -la motivation individuelle- et l'ampleur des obstacles. Elles le font néanmoins mais, du point de vue du système de contraintes dans lequel ces populations sont enserrées, cela n'est pas sans être rationnel :

*« La relative invisibilité de la domination blanche comparée à la pression constante de la pauvreté, du danger et des dégradations environnantes joue de manière étrange dans le sens d'un renforcement de la croyance des Afros-Américains pauvres dans le rêve américain. Quelqu'un, pour qui la pauvreté est un problème quotidien plus intense que le racisme, n'a pratiquement aucune autre ressource idéologique au-delà du rêve américain pour s'en sortir. La maigreur des alternatives idéologiques disponibles est renforcée par le manque d'argent, de capacités organisationnelles et de disponibilité émotionnelle pour développer des alternatives autonomes. La croyance dans le rêve américain est compréhensible, et même sage. Après tout, le rêve a des vertus réelles. Son soutien à l'autonomie individuelle, à l'égalité et aux droits a sorti la Nation de l'esclavage il y a un siècle et son insistance sur l'espoir a une résonance psychologique profonde. La plupart des noirs pauvres connaissent ou au moins ont entendu parler de quelqu'un qui s'était élevé à partir de rien. Ainsi, les noirs pauvres peuvent croire avec vraisemblance, sinon raison, que leurs chances de vivre une vie heureuse sont améliorées en suivant les principes de ce rêve plutôt qu'en faisant tout autre choix disponible. » (p. 216, traduction de l'auteur).*

A l'ère néolibérale valorisant la responsabilité individuelle devant toutes autres considérations, manifester son adhésion aux normes sociales dominantes est aussi croire à ce « rêve » malgré les démentis qui lui sont apportés (Lamont, Fleming, Welburn, 2013). L'expression de cette croyance détient une dimension performative aux yeux de ceux qui l'arborent.

#### *4.1 – Raisons directement en lien avec les programmes*

D'autres raisons découlent de la nature des programmes qui mettent ce rêve en œuvre. La première source de l'adhésion tient à la rhétorique déployée. Une double rhétorique de la soutenabilité (*sustainability*) et de l'endogénéité (*grassroots*) structure l'action entreprise par la FRA. Ces deux principes guident chacune des étapes des cérémonies comme de l'ensemble de l'action entreprise, dans ses différents volets, par la FRA. Face au spectacle, le terme étant à entendre au sens littéral, d'une intervention entièrement conçue, planifiée et théorisée en amont mais se prévalant d'une initiative locale spontanée, la tentation est grande pour l'observateur de s'arrêter à la démythification d'un procédé, grossier, de légitimation de l'intervention. Cependant, loin de n'être qu'un voile qu'il serait possible aux habitants de déchirer et de dénoncer, cette rhétorique correspond à une attente, même si celle-ci est ambiguë et l'intervention suscite un *intérêt*, à la fois matériel et symbolique, qui conduit les habitants, consciemment ou non, à ne pas exprimer trop ouvertement le fait qu'ils ont conscience du décalage entre les mots et les choses (Swidler et Cotts, 2009). Cependant, au fil des semaines, la perception de ce décalage finira par être exprimée et publicisée et la FRA sera mise devant la nécessité de justifier *ses* propres intentions, rompant ainsi avec la norme qu'elle a elle-même établie.

Cet habitant exprime ainsi son adhésion à l'approche. Il le fait de manière très explicite en conditionnant son soutien au fait que l'initiative vienne des habitants :

*« Je pense qu'ils ont un bon concept et je suis très optimiste. C'est pour ça que j'y vais toutes les semaines mais je suis prudent également. Si vous allez dans un quartier pauvre et déprimé, vous devez y aller avec plus que de l'argent. C'est absurde de penser que les gens ont besoin d'argent. Les gens ont besoin de sortir de la violence, de la peine, du désespoir. Vous devez injecter de l'espoir. Vous pouvez avoir une longue histoire, avoir une triste histoire, mais même si vous avez une histoire, vous avez besoin de vous sentir bien avec vous-même maintenant.*

*Donc, j'aime le concept, si nous avons des habitants qui le conduisent, avec le soutien de la FRA, cela marchera » (Responsable associatif local, entretien n° 10)*

Cette adhésion est rendue possible parce qu'en promouvant les valeurs de responsabilité, la FRA soutient, en réalité, des frontières symboliques (Lamont and Molnar, 2002) qui sont utilisées par les Afro-Américains vivant dans ces quartiers les plus stables du point de vue de leur situation socio-économique pour mettre à distance ceux qui vivent du *Welfare*. Des mécanismes de distinction et d'évitement du stigmate sont à l'œuvre chez ces populations, associées tant d'un point de vue social que racial, aux assistés. Il a d'ailleurs été démontré que, chez les Afro-Américains, les opinions envers le *Welfare* étaient moins associées à

celles envers les questions raciales que chez les Blancs (Sigelman et Welsh, 1991). Ce point est décisif car c'est dans la déconnexion, relative et partielle, de la race et du *Welfare* chez les noirs eux-mêmes que s'ouvre l'espace, au sein de ces populations défavorisées, pour une adhésion aux mots d'ordre néolibéraux et communautaires.

La valorisation de l'éthique entrepreneuriale est au centre des représentations qui, à rebours du *Welfare*, sont mises en valeur. Elle retrouve un des éléments centraux de l'identification, au sein même de la communauté noire, des problèmes qu'elle rencontre et des remèdes qu'il convient de leur apporter. Ainsi, un responsable de *nonprofit* local évoque le fait que la source de la domination économique dans l'assignation raciale :

*« Economiquement, nous sommes sous-éduqués parce que nous permettons à d'autres de venir dans nos quartiers et nous sommes d'accord avec ces images « noirs, nègres, basanés » qu'on nous colle Pourquoi d'autres peuvent venir dans nos quartiers et nous dominer ?*

*Notre principal problème est le manque d'éducation et surtout notre manque d'éducation économique, nous ne comprenons pas l'économie. Une grande partie de ce qui se passe ici arrive parce que la plus grande partie de la population est sous-éduquée. Donc les gens ne savent même pas comment accéder à des ressources ou opportunités, ils ne savent pas dans quelle relation ils sont avec ces ressources et opportunités. »  
(Responsable d'une association locale de réinsertion pour les anciens détenus, entretien n° 35)*

La promotion économique apparaît ici comme un des moyens de réalisation de la justice sociale. Comme l'omniprésence de pratiques d'exploitation économique, documentée dans la dernière section du second chapitre du présent rapport le montre, cette insistance sur le rétablissement de conditions de marché qui ne soient pas *trop* sinon pas défavorables du tout aux minorités est revendiqué comme un combat. D'autres associations s'efforcent d'organiser les habitants pour qu'ils fassent respecter des normes de qualité dans l'approvisionnement des magasins locaux ainsi qu'en promouvant un environnement plus sûr : en éloignant les débits de boisson du périmètre des écoles par exemple, avec les risques de dérive que ce type de démarche comporte (Bacqué, 2006)

#### *4.2 – Raisons indirectes liées au contexte*

A ces raisons directes, des facteurs plus indirects peuvent être ajoutés. Le premier tient aux formes de politisation qui émergent à l'occasion de l'intervention de la FRA et qui opèrent un déplacement par rapport aux objectifs explicites de la fondation. Ce déplacement indique comment les populations donnent sens à l'approche de la fondation. Ici, il apparaît que l'accent mis sur la promotion de la « race » c'est-à-dire des communautés de couleur, Afro et latino-américaines, est aussi discret (dans la mesure où, comme nous l'avons vu, il passe par des moyens détournés) qu'efficace dans la mesure où il permet de faire apparaître l'identification d'obstacles à cette promotion et des réseaux d'acteurs qui se constituent pour les dépasser, même si c'est sans s'attaquer à eux frontalement. Le traitement de la question de l'incarcération est ici particulièrement intéressant. Il renseigne sur la manière dont des formes d'actions passant par le changement d'état d'esprit relève en fait, du point

de vue de ceux qui les reçoivent, comme des formes de valorisation et de promotion de leur groupe.

Dans le cadre d'un entretien avec un responsable d'un *nonprofit* local associé à la FRA, il évoque les problèmes très concrets liés à l'absence de perspective des jeunes hommes ayant un casier judiciaire dans l'Etat du Massachussetts (CORI : Criminal Offender Record Information) :

*« Une grande partie des problèmes tient à la conscience et à l'éducation des professionnels et des travailleurs sociaux qui cherchent à aider les gens. Une des principales choses qui se passent est que beaucoup de gens s'inscrivent et font ces programmes éducatifs, de santé, de formation, etc. mais ils n'ont pas conscience qu'un grand nombre des acteurs suivent les règles édictées par le CORI. Les gens suivent donc ces programmes et des centaines de dollars sont dépensés pour qu'ils soient formés, mais ils ne peuvent pas trouver d'emploi parce qu'ils ont un CORI. Nous essayons donc d'empêcher ça en disant aux gens : « bon, écoutez, la vérité est qu'avec votre CORI, ces programmes ne vous conduiront nulle part ». Nous essayons de faire prendre conscience aux gens ce qu'est un CORI avant qu'ils entrent dans ces programmes et qu'ils soient mis face au fait accompli : je ne peux pas avoir d'emploi à cause de mon CORI. » (Entretien n° 35)*

Pour lui, cette prise de conscience de barrières très concrètes est indissociablement liée à celle du sort des Afro-américains :

*« Je ne sais pas si les Américains sont devenus trop dociles ? Nous préoccuons-nous seulement des vraies questions parce que, quand cela arrive à l'un, cela arrive à tous. Si vous regardez les choses ainsi, une injustice faite à l'un et une injustice faite à tous ceux qui sont en situation de se battre pour le respect de leurs droits et je pense qu'un des plus gros problèmes est la « classification » des êtres humains. » » (Entretien n° 35)*

Une chaîne de significations se met en place entre l'action centrée sur le quartier, l'action sur les facteurs qui entravent la mobilité ou tout simplement l'accès aux ressources élémentaires comme l'emploi ou le logement social et enfin la promotion des minorités opprimées.

Enfin, la dernière raison de l'adhésion, celle qui suppose, pour être établie, le plus de médiations par rapport aux discours des acteurs, consiste dans ce que nous pourrions appeler le rôle d'équivalent fonctionnel entre le type d'actions organisé par la FRA et des pratiques culturelles et religieuses plus solidement ancrées au sein de la population et parmi lesquelles les pratiques culturelles en vigueur au sein des églises Afro-américaines tiennent la première place. Celles-ci ont, historiquement, eu une fonction de création de réseaux au sein du groupe. C'est ce même rôle que jouent aujourd'hui les cercles créés par la FRA. Ce rôle n'est pas le seul élément. Il y a, dans l'organisation même de la FRA, une alternance de valorisation des parties mobilisées de la population et d'expression d'une compassion pour les moins favorisés, le tout, structuré autour de la recherche de solutions.



Cet ensemble d'éléments permet de penser que ce *nonprofit* jouit d'une homologie structurale avec les pratiques des églises noires. C'est cette homologie structurale ou cet isomorphisme qui permet aux habitants d'y donner sens et de s'impliquer (Wuthnow, 2006). Interrogeant un habitant sur les raisons de son engagement auprès de la FRA, celui-ci repartit de sa trajectoire d'auto-transformation. Celle-ci avait commencé par la lecture de la Bible :

*“Le premier livre que j'ai commencé à lire était la Bible.*

*Quand et où l'avez-vous lu ?*

*En prison mais j'ai grandi en allant à l'église donc je suis en quelque sorte revenu à la Bible et j'a commencé à demander à Dieu de me pardonner et, dès que j'ai commencé, j'ai senti que Dieu m'avait pardonné, la plus difficile chose au monde : je me suis pardonné et j'avais foi en Dieu et je pense que Dieu m'a pardonné. Puis j'ai commencé à travailler sur moi-même et je travaille toujours sur moi-même aujourd'hui. Je suis un père, je vais à un groupe de pères, je suis une thérapie individuelle depuis des années. » (Responsable associatif local)*

Plusieurs éléments peuvent être notés ici. D'abord, la référence religieuse est liée à un travail sur soi, mode psychologique de relation à ses difficultés caractéristiques du néolibéralisme (Silva, 2010). Ensuite, cette valorisation de la thérapie ne va pas de soi dans la communauté noire. Enfin, c'est par l'investissement dans la participation, dont l'implication associative est un prolongement, qu'il est possible d'intégrer cette volonté de réforme de soi et de la communauté. Celle-ci est donc intégrée, par une série de médiations, à un monde ordonné, d'où la pollution liée au stigmatisme du *welfare* comme à la violence a été mise à distance. La philanthropie soutient une vision du monde faite de fierté communautaire mais en la faisant traverser par une valorisation de la réflexivité. C'est par ce type d'aménagements que l'individualisation s'articule, de manière indissociable aux éléments issus de l'histoire américaine, en l'occurrence celle du groupe Afro-américain dont le rapport à l'oppression est très différent de celui d'autres minorités (Lamont, Fleming, Welburn, 2013).

## Conclusion

---

Ce rapport a mis en avant un ensemble d'éléments tenant au contexte général de la société américaine et à l'importance qu'y joue la culture dans l'explication de la pauvreté. La culture, entendue comme l'ensemble des facteurs rattachant la pauvreté aux comportements et aux représentations des populations concernées, est une explication alternative à celles qui imputent la pauvreté à l'environnement ou la société dans son ensemble. Même si ce débat est sans doute largement dépassé, il a structuré la construction d'une tradition de réflexion sociologique où plusieurs points peuvent être soulignés.

➤ Du point de vue des raisons qui, pour l'opinion, expliquent la pauvreté, les Etats-Unis se distinguent bien des autres pays occidentaux développés, en ce que les pays européens, avec des nuances d'intensité, insistent plus sur les facteurs structurels quand les Etats-Unis insistent sur le rôle de l'individu. C'est pourquoi l'individualisation du rapport à la pauvreté et l'insistance des programmes d'activation sur les déterminants individuels justifient l'intérêt qu'il y a à porter à la cohérence d'ensemble de la société américaine. De ce point de vue (chapitre 1), contrairement à ce qui est souvent affirmé ou perçu en France, l'individualisme n'est qu'un aspect de la structuration symbolique et matérielle des Etats-Unis.

➤ L'existence de facteurs culturels n'en a pas moins été utilisée pour délégitimer, aux Etats-Unis, la protection sociale étatique et installer une représentation négative des droits sociaux en général et de l'assistance sociale en particulier (laquelle est d'ailleurs réservée, pour l'essentiel, aux familles monoparentales). La *réception* du rapport Moynihan a pour beaucoup joué sur ce phénomène en plaçant le caractère supposément dysfonctionnel de la famille noire au cœur des problèmes des *inner-cities* (centres-villes dégradés). En effet, la surreprésentation des familles monoparentales dans cette population a conduit à la stigmatiser et à imputer à (l'absence de) la famille noire la responsabilité de la croissance des effectifs de l'assistance sociale.

➤ La littérature sociologique contemporaine articule, dès lors qu'il s'agit d'expliquer la pauvreté, des facteurs structurels (économiques), des facteurs institutionnels (tels que la ségrégation, les discriminations dans l'emploi ou le logement, etc.), et des facteurs culturels bien documentés même s'ils sont d'importance moindre que les facteurs structurels. Nous montrons en quoi dans ce rapport. L'importance de la thématique de l'exploitation des pauvres (par les acteurs privés sur le marché du logement par exemple, et publics et privés dans le cas de l'incarcération) y est ainsi soulignée.

La seconde partie s'est attachée à décrire des initiatives associatives (philanthropiques) destinées à agir sur la famille en tant que telle. Même si elles se revendiquent du libéralisme ou progressisme américain, celles-ci ne sont pas moins assises sur un socle de valeurs qui s'opposent à l'assistance sociale et à l'intervention étatique, perçu comme une source de dépendance. Elles contribuent ainsi à mettre en avant, à rebours de ce que l'expérience historique enseigne dans le contexte américain (Fischer, 2011) comme cela a été montré dans le contexte français (Castel, 1995), une relation d'opposition mutuelle entre la participation sociale volontaire, sur une base individuelle et plus parcellaire, et l'intervention publique, celle-ci collective et régulée. Les deux sont, en réalité, allées de pair

au travers des deux siècles de développement de la Nation américaine en tant qu'entité politique indépendante. Plusieurs points peuvent, là aussi, permettre une meilleure compréhension du traitement de la pauvreté aux Etats-Unis :

↳ Dans un contexte où l'assistance publique fait l'objet d'une représentation négative, participer sur une base volontaire, à des programmes, permet aux individus, même les plus pauvres, de se rattacher à un « rêve », celui d'une mobilité sociale (là encore, contredite par les faits) rendue possible par la volonté, la détermination, l'ambition : un ensemble de traits liés à la motivation et qu'il est possible de rattacher aux comportements et aux représentations des pauvres eux-mêmes. Désireux ou sommés de s'intégrer, au moins à titre du partage des normes sociales dominantes, les pauvres intériorisent en quelque sorte une représentation qui limite la possibilité d'intervention publique.

↳ La famille, dans un contexte économique et social où elle est très difficile à construire et plus encore à maintenir (bien au-delà des habitants des quartiers pauvres, bien au-delà des populations Afro-Américaines) est la synecdoque de l'adhésion aux normes sociales par ce qu'elle véhicule de projection dans un avenir d'ascension sociale, dans une forme de droiture morale, de comportement d'épargne, etc. (c'est-à-dire à l'ensemble des traits qui s'opposent à la culture de la pauvreté donnée par Oscar Lewis). Elle se prolonge dans la maîtrise (symbolique) de l'espace du quartier. Il y a donc contiguïté entre la famille et le quartier. La création de réseaux entre les familles est la contre-tendance qu'opposent les acteurs associatifs à l'absence d'emprise des familles sur l'environnement des quartiers et la place laissée aux relations entre jeunes marquées par la violence.

↳ Les actions menées par des associations (*nonprofits*), associations elles-mêmes financées par des fondations (*foundations*) si elles sont dépolitisées dans leur conception et leur mise en œuvre, ne le sont pas dans leur *réception*. Des ressorts moraux profonds, liés à la mise en avant des appartenances raciales ou à des convictions religieuses (l'un et l'autre aspect étant d'ailleurs intimement liés) conduisent à voir une continuité là où des yeux européens pourraient voir une opposition entre ce qui relève de l'engagement privé, le travail sur soi, la participation volontaire à des associations (les mêmes individus participent souvent à de nombreuses associations) et l'intervention publique.

A l'issue de cette investigation exploratoire, nous voudrions insister sur la rétroaction qui existe entre les formes de participation sociales ici décrites, en partie modelées sur des formes de participation religieuse au sein des églises noires, le type de normes qu'elles véhiculent, l'absence (relative) d'Etat social et le contexte social d'ensemble porté à la valorisation de la responsabilité individuelle. Sans prendre en compte les différents éléments de cette cohérence sociétale, il est difficile de comprendre comment ces actions sont conçues, mises en œuvre et reçues. Pour le dire autrement, il est difficile d'imaginer transposer ces actions dans un autre contexte sans faire évoluer également d'autres paramètres décisifs de la structuration de la société qui les accueillerait. *De facto*, il ne peut y avoir de stratégie d'*empowerment* qui se substitue au rôle de protection et d'institution de l'Etat social français sans que d'autres éléments de l'équilibre social et normatif de notre société ne soient également bouleversés. Que l'on souhaite ou que l'on redoute une évolution dans le sens d'un report, sur les individus, les familles ou les groupes sociaux, de la responsabilité de la gestion de leurs problèmes sociaux, la *solidarité* de ces différents éléments est le point essentiel sur lequel ce rapport tend à insister. En effet, à l'heure où le non recours aux droits sociaux interroge en profondeur le lien des populations vulnérables

avec les institutions, la tentation de les faire participer aux politiques se fait sentir pour pallier cette distance croissante. Appréhender la complexité et le caractère partiel de cette participation dans une société, les Etats-Unis, où elle est la norme, permet de mieux saisir ses conditions de possibilités et les écueils auxquels elle peut conduire.

## Bibliographie

---

Alber, Jens, (2010): "What the European and American Welfare States Have in Common and How They Differ. Facts and Fiction in Comparisons of the European Social Model and the United States." In : *Journal of European Social Policy*, Vol. 20, n° 2, S. p. 102-125.

Alesina Alberto et Glaeser, Edward, (2006), *Fighting Poverty in the US and Europe : A World of Difference*, Oxford University Press.

Asen, Robert, (2002), *Visions of Poverty : Welfare Policy and the Political Imagination*, Lansing, Michigan State University Press.

Ahsan, Nilofer, (2006), *Social Networks Make a Difference : Family Economic Success*, Baltimore, MD : Annie E. Casey Foundation.

Bacqué, Marie-Hélène, (2006), "Associations communautaires et gestion de la pauvreté," *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 160, janvier 2006, p. 46-66.

Banfield, Edward, (1967), *Moral Basis of a Backward Society*, Free Press.

Bellah, Robert N., (1985), *Habits of the Heart : Individualism and Commitment in American Life*, University of California Press.

Berry, Jeffrey, Kent, Portney and Ken Thompson, (1991), "The Political Behavior of Poor People," in Christopher Jencks and Paul Peterson, eds., *The Urban Underclass* (Brookings Institutions), p. 357-372.

Bézès, Philippe, (2009), *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*, Paris, PUF, coll. « Le lien social », 2009, 519 p.

Bobo, Lawrence D., and Thompson, Victor, (2010), « Racialized Mass Incarceration : Poverty, Prejudice and Punishment », in *Doing Race : 21 Essays for the 21st Century*, edited by Hazel R. Markus and Paula Moya. New York : Norton, p. 322-355.

Bobo, Lawrence D., (2012), "An American Conundrum : Race, Sociology and the African-American Road to Citizenship," in *The Oxford Handbook of African-American Citizenship, 1865-present*, edited by Henry Louis Gates, Jr., Claude Steele, Lawrence D. Bobo, Michael C. Dawson, Gerald Jaynes, Lisa Crooms-Robinson and Linda Darling-Hammond. Oxford University Press: New York, p. 19-70.

Bobo, Lawrence, Kluegel James R., (1993), "Opposition to Race-Targeting : Self-Interest, Stratification Ideology and Prejudice", *American Sociological Review*, 94: 251-272.

Braga, Anthony, Hureau, David, Winship, Christopher, (2008), « Losing Faith ? Police, Black Churches and the Resurgence of Youth Violence in Boston », *Rappaport Institute for Greater Boston*, Harvard Kennedy School of Government.

Caplowitz, David, (1967), *The Poor Pay More. Consumer Practices of Low-Income Families*, Free Press.

Castel, Robert, (2003), *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, La République des idées/Le Seuil.

Castel, Robert, (2010), "L'autonomie, aspiration ou condition ?", *La vie des idées.fr*, publié le 26 mars.

Comfort, Megan, 2007, « Punishment Beyond the Legal Offender », *Annual Review of Law and Social Science*, 3 (2007), p. 271-96.

Comfort, Megan, 2008, *Doing Time Together : Love and Family in the Shadow of the Prison*. The University of Chicago Press.

Chauvin, Sébastien *Les agences de la précarité. Journaliers à Chicago*, Paris, Seuil, 2010, 339 p.

Desmond, Matthew, « Disposable Ties and the Urban Poor », *American Journal of Sociology*, Vol. 117, n° 5 (March 2012), p. 1295-1335.

Donzelot, Jacques, Mevel, Catherine, Wievekens, Anne, (2003), *Faire société. Les politiques de la ville aux Etats-Unis et en France*, Paris, Seuil.

Drake, Saint Clair, Cayton, Horace (1944-1993), *Black Metropolis : A Study of Negro Life in a Northern City, Chicago* : Chicago University Press.

Ditomaso, Nancy (2013), *The American Non-Dilemma. Racial Inequality without Racism*, CUP Services.

Duvoux, Nicolas, (2010), "Repenser la culture de la pauvreté," *La vie des idées.fr* publié le 05 octobre.

Duvoux, Nicolas, (2013), "L'exploitation de la pauvreté urbaine. Expulsion et incarcération dans les quartiers Afro-Américains", *La vie des idées.fr*, publié le 8 janvier.

Edin, Katherine, Lein, Laura, (1997), *Making Ends Meet : How Single Mothers Survive Welfare and Low-Wage Work*, Russell Sage Foundation.

Edin, Kathryn, Kefalas, Maria, (2005), *Promises I Can Keep : Why Poor Women Put Motherhood Before Marriage*, Berkeley, University of California Press.

Edin, Kathryn, Kissane, Rebecca Joyce, (2010), « Poverty and the American Family : A Decade in Review », *Journal of Marriage and Family*, Volume 72, Issue 3, pages 460–479, June.

Ehrenberg, Alain, (2010), *La société du malaise. Le mental et le social*, Paris, Odile Jacob, 439 p.

Esping-Andersen, Gosta, Palier, Bruno, (2008), *Trois leçons sur l'Etat-providence*, Paris, La République des idées/Le Seuil, 140 p.

Fassin, Didier, (1996), "Exclusion, underclass, marginalidad. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux Etats-Unis et en Amérique latine, *Revue Française de Sociologie*, 37 – 1, p.37-75.

Fassin, Didier (2010), *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Paris, Seuil, "Hautes Etudes", 358 p.

Fassin, Didier, (2011), "Qu'il ne suffit pas d'être politiquement incorrect pour être scientifiquement fondé," *Revue Française de Sociologie*, 52 – 4, p.

Fassin, Didier, Fassin, Eric, (2010), "Misère du culturalisme", *Le Monde*, 30 septembre.

Fassin, Didier, (2004), *Des mots indicibles. Sociologie des lieux d'écoute*, Paris, La Découverte, « Alternatives sociales ».

Fauset, Arthur Huff, (1944-1970), *Black Gods of the Metropolis Negro Religious Cults of the Urban North*, University of Pennsylvania Press.

Fraser, Nancy, et Gordon, Linda, (1994), « A Genealogy of Dependency : Tracing a Keyword of the US Welfare State », *Signs*, Vol. 19, n° 2 (Winter), p. 309-336.

Fischer, Claude S., (2008), « Paradoxes of American Individualism », *Sociological Forum*, vol. 23, n° 2, juin, p. 363-372.

Fischer, Claude S., (2010), *Made in America. A Social History of American Culture and Character*, Chicago, University of Chicago Press.

Fischer, Claude S., Mattson, Greggor, (2009), "Is America Fragmenting ?", *Annual Review of Sociology*, Vol. 35 : p.435-455.

Foucault, Michel, (2004), *Naissance de la biopolitique*, Paris, Gallimard / Le Seuil, coll. « Hautes Études ».

Fox, Cybelle, (2012), *Three Worlds of Relief : Race, Immigration, and the American Welfare State from the Progressive Era to the New Deal*. Princeton, NJ : Princeton University Press.

Gans, Herbert J, (2012), "Against Culture Vs Structure", *Identities : Global Studies in Power and Culture*, Volume 19, n° 2, 1 March 2012 , p. 125-134 (10).

Garner, Roberta, (2013), "Robert Sampson et la permanence de l'effet de quartier", *Informations Sociales*, n° 177.

Giddens, Anthony, (1981), *A Contemporary Critique of Historical Materialism*, vol.1 : *Power, Property and the State*, London, MacMillan.

Gilens, Martin, (2000), *Why Americans Hate Welfare : Race, Media, and the Politics of Antipoverty Policy*, Chicago, Chicago University Press.

Gilens, Martin, (2012), *Affluence and Influence : Economic Inequality and Political Power in America*, Princeton University Press.

Gilli, Frédéric, (2007), "La politique de la ville aux Etats-Unis : des ressources fédérales pour le développement et les initiatives locales," *Revue Tocqueville*, Vol. XXVIII, n°2, p.1-26.

Goffman, Alice, (2009), "On the Run : Wanted Men in a Philadelphia Ghetto", *American Sociological Review*, June, vol. 74 n° 3, p. 339-357.

Guetzkow, Joshua, (2010), "Beyond Deservingness : Congressional Discourse on Poverty, 1964 / 1996", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* May 2010 vol. 629 no. 1 173-197

Gutman, Herbert G., (1977), *The Black Family in Slavery and Freedom 1750-1925*, New York, Vintage Books.

Hacker, Jacob, (2006), *The Great Risk Shift : The Assault on American Jobs, Families, Health Care, and Retirement And How You Can Fight Back*, Oxford University Press.

Harding, David, (2010), *Living the Drama. Community, Conflict and Culture among Inner-City Boys*, University of Chicago Press.

Hochschild, Jennifer, (1996), *Facing up to the American Dream*, Princeton : Princeton University Press.

Hollinger, David, (1995), *Postethnic America. Beyond Multiculturalism*, Basic Books.

Horton, James Oliver, Horton, Lois E., (1979), *Black Bostonians. Family Life and Community Struggle in the Antebellum North*, Holmes and Meier Publishing, New York.

Howard, Christopher, (1997), *The Hidden Welfare State : Tax Expenditures and Social Policy in the United States*, Princeton, Princeton University Press.

Howard, Christopher, (2008), *The Welfare State Nobody Knows : Debunking Myths about U.S. Social Policy*, Princeton University Press.

Jacobs, Jane, (1961), *The Death and Life of Great American Cities*, New York : Random House".

Jennings, James, (2005), "The Black Church and Civic Involvement : Emergence of Strategic Coalitions in Boston" in R.D. Smith and F.C. Harris, *Black Churches and Local Politics : Clergy Influence, Organizational Partnerships, and Civic Empowerment*, Rowman & Littlefield Publishers.

Jennings, James, (2009), « *Community Based Nonprofits* », The Barr Foundation.



Jennings, James, (2010), « The State of Black Boston. A Select Demographic and Community Profile », William Monroe Trotter Institute Publications. Paper 6.

Jennings, James, (1991), "The Politics of Black Empowerment in Urban America," in Josh King and Prudence Posner, *Dilemmas of Activism*, Temple U. Press, p. 113-136.

Katz, Jack, (2004), "On the Rhetoric and Politic of Ethnographic Methodology," *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Sciences*, September, vol. 595 no. 1 p.280-308.

Kirszbaum, Thomas, (2008), *Rénovation urbaine. La ville en débat*, PUF, "La ville en débat".

Lacey Nicola, Soskice, David, (2013), Why are the Truly Disadvantaged American, when the UK is Bad Enough ? Political economy, local autonomy and the path from education to employment, Working Paper, LSE Law, Society, Economy Working Papers 11/2013.

Lagrange, Hugues, (2010), *Le déni des cultures*, Paris, Seuil, 350 p.

Lamont, Michèle, Molnar, Virag, (2002) "The Study of Boundaries across the Social Sciences," *Annual Review of Sociology*, 28 - p.167-185.

Lamont, Michèle, Small, Mario, (2008), "How Culture Matters : Enriching Our Understanding of Poverty." p. 76-102 in David Harris and Ann Lin, (eds.), *The Colors of Poverty: Why Racial and Ethnic Disparities Persist*. Russell Sage Foundation.

Lamont, Michèle, Jessica S Welburn, and Crystal M Fleming. 2013. "Responses to Discrimination and Social Resilience Under Neoliberalism : The United States Compared". in *Social Resilience in the Neoliberal Age*, Peter A Hall and Lamont, Michèle. Cambridge: Cambridge University.

Lascoumes, Pierre; Le Galès, Patrick, (2007), *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin.

Lewis, Oscar, (1966), *La vida : A Puerto Rican Family in the Culture of Poverty – San Juan and New York*, Random House, 1966.

Lewis, Oscar, (1966), « The Culture of Poverty », *Scientific American* 215, October 1966.

Liebow, Eliot, (1967), *Tally's Corner*, Boston, MA : Little, Brown.

Lindert, Peter H, Williamson, Jeffrey G. (2011), "American Incomes Before and After the Revolution", NBER Working Paper 17211.

Lipsky, Michael (1980), *Street-Level Bureaucracy. Dilemmas of the Individual in Public Services*, New York, Russell Sage Fondation.

O'Connor, Alice, (2002), *Poverty Knowledge : Social Science, Social Policy, and the Poor in Twentieth-Century U.S. History*, Princeton University Press, Politics and Society in Twentieth-Century.

MacCall, Leslie, (2001), *Complex Inequality : Gender, Class and Race in the New Economy*, Routledge.

Massey, Douglas S., Sampson Robert J., (2009). "The Moynihan Report Revisited : Lessons and Reflections after Four Decades", *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Volume 621 (January).

Massey, Douglas S., Denton, Nancy, (1993), *American Apartheid: Segregation and the Making of the Underclass*, Harvard University Press.

Massey, Douglas S., Ruth, Jacob S., (2010), « Racial Segregation and the American Foreclosure Crisis », *American Sociological Review*, 2010 vol. 75 n° 5, p. 629-651.

Mead, Lawrence W., (1992), *The New Politics of Poverty. The Nonworking Poor in America*, New York, Basic Books.

Mead, Lawrence W., (1986), *Beyond Entitlement : The Social Obligations of Citizenship*, New York, Free Press.

Morel, Sylvie, (2000), *Les logiques de la réciprocité. Transformations de la relation d'assistance aux Etats-Unis et en France*, Paris, PUF.

Morgan, Philip S., McDaniel, Antonio, Miller, Andrew T., (1993), "Racial Differences in Household Structure at the Turn of the Century", *American Journal of Sociology*, 98 : 798-828.

Moynihan, Daniel, Patrick (1965), "The Negro Family : The Case for National Action", Washington DC : Office of Policy Planning and Research, U.S. Department of Labor.

Murray, Charles, (1986), *Losing Ground. American Social Policy 1950-1980*, New York, Harper Collins.

Murray, Charles, (2012), *Coming Apart : The State of White America 1960-2010*, Crown Forum.

Newman, Kathryn, (2011), *Taxing the Poor : Doing Damage to the Truly Disadvantaged*, University of California Press.

Noah, Timothy, (2010), *The Great Divergence : America's Growing Inequality Crisis and What We Can Do about It*, Bloomsberry Press.

Pearce, Diana, (1978), « Feminization of Poverty : Work and Welfare », *Urban and Social Change Review* 11, p.146-160.

- Peretz, Pauline, (2012), "Pratiques du don. La philanthropie en France et aux Etats-Unis", *La vie des idées.fr*, publié le 27 mars.
- Pierson, Paul, (1995), *Dismantling the Welfare State ? : Reagan, Thatcher and the Politics of Retrenchment*, Cambridge University Press.
- Pierson, Paul, Hacker, Jacob, (2011), *Winner-Take-All Politics : How Washington Made the Rich Richer--and Turned Its Back on the Middle Class*, Simon & Shuster.
- Poupeau, Franck, Tissot, Sylvie, (2005), « La spatialisation des problèmes sociaux », Actes de la recherche en sciences sociales, n° 159, septembre 2005, p. 5-9.
- Preston, Samuel H, Suet, Lim and S. Philip Morgan, (1992), "Misreporting of Marital Status, Marital Order and Marital Duration : African-American Women in the United States Census of 1910", *Demography* 29 : 1-15.
- Putnam, Robert D., (2007). "E Pluribus Unum : Diversity and Community in the Twenty-first Century". The 2006 Johan Skytte Prize Lecture. *Scandinavian Political Studies* 30 (2), 137–174.
- Ridgeway, Cécilia, (1997), "Interaction and the Conservation of Gender Inequality : Considering Employment." *American Sociological Review* 62, p. 218-35.
- Ridgeway, Cécilia, (2011), *Framed by Gender : How Gender Inequality Persists in the Modern World*, Oxford University Press.
- Rosanvallon, Pierre, (2011), *La société des égaux*, Paris, Seuil.
- Rosen, Eva, Venkatesh, Sudhir, (2008), « A Perversion of Choice. Sex Work Offers Just Enough in Chicago's Urban Ghetto », *Journal of Contemporary Ethnography*, August 2008 vol. 37 no. 4 p. 417-441.
- Ryan, William, (1971), *Blaming the Victim*, New York, Pantheon Books.
- Sabbagh Daniel, (2003), *L'égalité par le droit. Les paradoxes de la discrimination positive aux États-Unis*, Paris, Economica, coll. « Études politiques ».
- Saez, Emmanuel, Piketty, Thomas, (2003), « Income Inequality in the United States, 1913-1998 », *Quarterly Journal of Economics*, 118(1), p. 1-39.
- Safi, Mirna, (2011), « Penser l'intégration des immigrés : les enseignements de la sociologie américaine », *Sociologie*, n° 2, vol.2.
- Sampson, Robert, *Great American City : Chicago and the Enduring Neighborhood Effect*, The University of Chicago Press, 552 p.

Schwartz, Olivier, (2011), "Peut-on parler des classes populaires ?", *La vie des idées.fr*, publié le 13 septembre.

Sigelman, Lee, Welsh, Susan, (1991), *Black American's Views of Racial Inequality. The Dream Deferred*, Cambridge University Press.

Silver, Hilary, (2010), "Obama's Urban Policy : A Symposium," *City and Community*, 0, 1 : p. 3-12.

Sharkey, Patrick, (2008) "The Intergenerational Transmission of Context." *American Journal of Sociology*, 113:4, 931-969.

Small, Mario L., (2004), *Villa Victoria : The Transformation of Social Capital in a Boston Barrio*, Chicago, University of Chicago Press, 246 p.

Smith, Sandra, (2010) , "A Test of Sincerity : How Black and Latino service workers make decisions about making referrals", *Annals of the American Adacemy of Political and Social Science*, 629, 30-52.

Somers, Margaret, Block, Fred, (2005), "From Poverty to Perversity : Ideas, Markets and Institutions over 200 years of Welfare Debate," *American Sociological Review*, April 2005, 70, 2, p. 260-287.

Soss, Joe, Fording, Richard C., Schram, Sanford F., (2009), *Governing the Poor: The Rise of the Neoliberal Paternalist State*, Paper prepared for presentation at the 2009 Annual Meeting of the American Political Science Association, Toronto, Canada.

Steensland, Brian, (2006), "Cultural Categories and the American Welfare State : The Case of Guaranteed Income Policy", *American Journal of Sociology* 111 : p. 1273-1326.

Steinberg, Steven, (2011), "Poor Reason. Culture still Doesn't Explain Poverty", *Boston Review*, January.

Steinberg, Steven, (1981), *The Ethnic Myth. Race, Ethnicity and Class in America*, Atheneum.

Strobel, Pierre, (2008), *Penser les politiques sociales. Contre les inégalités, le principe de solidarité*, Editions de l'Aube.

Sugrue, James, (2005), *The Origins of the Urban Crisis : Race and Inequality in Postwar Detroit*, Princeton University Press.

Susman, Warren, (2003), *Culture as History. The Transformation of American Century in the Twentieth Century*, Smithsonian Books.

Swidler, Anne, (1986), "Culture in Action: Symbols and Strategies," *American Sociological Review* Vol. 51, n° 2 (Apr., 1986), p. 273-286.

Swidler, Anne, Watkins, Susan Cotts, (2009) "Teach a Man to Fish" : The Sustainability Doctrine and Its Social Consequences. *World Development*, Jul ; 37(7), p. 1182-1196.

Tager, Jack, (2000) *Boston Riots : Three Centuries of Social Violence*, Boston: Northeastern Univ. Press.

Tissot, Sylvie, (2011) *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'Agir.

Turner, Frederic J., (1921), *The Frontier in American History*, New York, Henry Holt Company.

Wacquant, Loïc, (1996), "Red Belt, Black Belt: Racial Division, Class Inequality, and the State in the French Urban Periphery and the American Ghetto" in *Urban Poverty and the "Underclass" : A Reader*. Edited by Enzo Mingione. Oxford and New York : Basil Blackwell, p. 234-274.

Wacquant, Loïc, (1999), *Les prisons de la misère*, Liber, Raisons d'Agir, 189 p.

Wacquant, Loïc, (2002), "Scrutinizing the Street : Poverty, Morality and the Pitfalls of Urban Ethnography," *American Journal of Sociology*, Vol. 107 – 6 (May), p. 1468-1532.

Wacquant, Loïc, (2010), « Prisoner Reentry as Myth and Ceremony », *Dialectical Anthropology*, vol. 34, issue 4 December 2010. p. 605-620.

Wacquant, Loïc, (2011), "The Wedding of Workfare and Prisonfare Revisited," *Social Justice* 38, 1-2 (Spring 2011) : p. 203-221.

Wagner, Peter (1993), *A Sociology of Modernity : Liberty and Discipline*, Routledge.

Western, Bruce, (2007), *Punishment and Inequality in America*, Russell Sage Foundation, 247 p.

Willer, Robb, (2009), "Groups Reward Individual Sacrifice : The Status Solution to the Collective Action Problem." *American Sociological Review*. 74 : 23-43.

Wilson, James Q, (2002), *The Marriage Problem. How Our Culture Has Weakened Families*, New York, Harper Collins.

Wilson, William Julius, Aponte, Robert, (1985), "Urban Poverty", *Annual Review of Sociology*, Vol. 1 : 231-258.

Wilson, William Julius, (1978), *The Declining Significance of Race : Blacks and Changing American Institutions*, University of Chicago Press.

Wilson, William Julius (1987), *The Truly Disadvantaged : The Inner-City, The Underclass and Public Policy*, Chicago, University of Chicago Press, 261 p.

Wilson, William Julius, (2010), *More Than Just Race : Being Black and Poor in the Inner-City*, W.W Norton and Company, 190 p.

Wuthnow, Robert, (2006), *Saving America ? : Faith-Based Services and the Future of Civil Society*, Princeton, Princeton University Press.

Young, Alford A., (2006), *The Minds of Marginalized Black Men : Making Sense of Mobility, Opportunity and Future Life Chances*, Princeton University Press.

Ziliak S., et Hannon J.H, (2000), « Social Insurance and Public Assistance », *Historical Statistics of the United States*, Vol. B « Work & Welfare », section Bf.

Zunz, Olivier, (2011), *Philanthropy in America: A History*, Princeton University Press, Politics and Society in Twentieth-Century.

## **Entretiens réalisés**

---

### **Période de janvier 2012 à Juin 2013 :**

Janvier 2012 : responsables (partners) FRA (entretien n° 1)

28/08/12 : directeur opérationnel FRA (entretien n° 2)

11/09/12 : responsable et évaluateur FRA (entretien n° 3 & entretien n° 4)

20/09/12 : habitant (entretien n° 5)

25/09/12 : activiste + évaluateur FRA + jeunes habitants (entretien n° 6 & entretien n° 7)

29/09/12 : habitant (entretien n° 8)

01/10/12 : évaluateur FRA (entretien n° 9)

01/10/12 : responsable projets associatif (entretien n° 10)

10/10/12 : activiste (entretien n° 11)

13/10/12 : habitant (entretien n° 12)

14/10/12 : responsables FRA (entretien n° 13 & entretien n° 14)

18/10/12 : responsable fund-raising FRA (entretien n° 15)

19/10/12 : directeur FII Boston (entretien n° 16)

20/10/12 : Entretien avec responsable « Real Cost of Prison » (entretien n° 17)

22/10/12 : cadre FRA (entretien n° 18)

22/10/12 : animateur de rue + responsable du lien avec les acteurs de quartier FRA (entretien n° 19 & entretien n° 20)

24/10/12 : éductateur (entretien n° 21)

24/10/12 : responsable communication FRA (entretien n° 22)

24/10/12 : responsable formation des entrepreneurs FRA (entretien n° 23)

25/10/12 : responsable religieux local (entretien n° 24)

25/10/12 : consultants en activisme (entretien n° 25 & entretien n° 26)

25/10/12 : habitante (entretien n° 27)

26/10/12 : activiste latino-Américaine (entretien n° 29)

30/10/12 : responsable d'une structure de réinsertion pour les prisonniers + deux employés + deux volontaire (entretiens n° 30, n° 31, n° 32, n° 33 & n° 34)

30/10/12 : responsable structure associative de réinsertion (entretien n° 35)

31/10/12 : responsable d'une association (entretien n° 36)

10/12 : entretien avec Christopher Winship, professeur à Harvard, membre du Rappaport Institute for Greater Boston

02/11/12 : responsable d'un Community Development Center (Dorchester) (entretien n° 37)

05/11/12 : entretien avec Mek King, activiste et figure de la communauté noire de Boston (entretien n° 38)

07/11/12 : responsable d'une association locale de réinsertion pour les « homeless » (entretien n° 39)

26/11/12 : habitante (entretien n° 40)

29/11/12 : habitante (entretien n° 41)

03/12/12 : Entretien avec David Grusky, professeur de sociologie à Stanford

07/12/12 : habitant (entretien n° 42)

13/12/12 : table-ronde avec cinq stagiaires d'un centre communautaire local (X5) - entretien avec des responsables associatifs

25/03/13 : habitant (entretien n° 43)



## **Observations**

---

Les entretiens ont été complétés par des séances d'observation. Celles-ci se regroupent autour de plusieurs thèmes :

- ⇒ Suivi des activités de la FRA et de FII : 8 séances publiques pour la première, 2 pour la seconde association
- ⇒ Observation participante dans une association de réinsertion pour d'anciens prisonniers (porte-à-porte, inscription sur les listes électorales, etc.)
- ⇒ Observation des actions d'un centre communautaire dans le quartier de Dorchester
- ⇒ Observation des actions d'un centre de promotion sociale par la culture
- ⇒ Suivi de la mobilisation politique d'une affaire liée à une fraude dans des laboratoires faisant des analyses pour des cours de justice
- ⇒ Après-midi, dîners « de loisir » avec des habitants, chez eux ou dans des restaurants à emporter
- ⇒ Observation participante à des cérémonies dans des églises noires